

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/203344]

Extrait de l'arrêt n° 89/2016 du 9 juin 2016

Numéro du rôle : 6078

*En cause* : le recours en annulation partielle de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, introduit par l'union professionnelle « Fédération des Courtiers d'assurances & Intermédiaires financiers de Belgique » et la SA « A. Van Ingelgem et Fils ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschant, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 octobre 2014 et parvenue au greffe le 3 novembre 2014, un recours en annulation des articles 5, 47<sup>o</sup> et 48<sup>o</sup>, 257 à 308, 311, 336, 338, 345 à 348 et 350 à 352 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances (publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2014) a été introduit par l'union professionnelle « Fédération des Courtiers d'assurances & Intermédiaires financiers de Belgique » et la SA « A. Van Ingelgem et Fils », assistées et représentées par Me D. Gouzée, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant aux dispositions attaquées et à leur contexte*

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des articles 5, 47<sup>o</sup> et 48<sup>o</sup>, 257 à 308, 311, 336, 338, 345 à 348 et 350 à 352 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances (ci-après : la loi du 4 avril 2014).

B.1.2. La Cour détermine l'étendue du recours en annulation à partir du contenu de la requête et en particulier sur la base de l'exposé des moyens. La Cour limite son examen aux dispositions contre lesquelles des moyens sont dirigés.

Il ressort de l'exposé des moyens que seuls les articles 273, 277, 279, 350 et 352 de la loi du 4 avril 2014 sont attaqués.

B.1.3. Ces articles disposent :

« Art. 273. § 1<sup>er</sup>. Avant la conclusion d'un contrat d'assurance et, si nécessaire, à l'occasion de sa modification ou de son renouvellement, un intermédiaire d'assurances fournit au client au moins les informations suivantes :

1<sup>o</sup> son identité et son adresse;

2<sup>o</sup> le registre d'intermédiaires d'assurances dans lequel il a été inscrit, son numéro d'inscription et, en l'absence de numéro d'inscription, les moyens de vérifier qu'il a été inscrit, ainsi que, le cas échéant, la catégorie dans laquelle il a été inscrit;

3<sup>o</sup> le nom et l'adresse de l'entreprise d'assurances dans laquelle il détient une participation, directe ou indirecte, supérieure à 10 % des droits de vote ou du capital;

4<sup>o</sup> le nom et l'adresse de l'entreprise d'assurances ou de l'entreprise mère d'une entreprise d'assurances qui détient une participation, directe ou indirecte, supérieure à 10 % des droits de vote ou du capital de l'intermédiaire d'assurances;

5<sup>o</sup> le nom et l'adresse de l'organisme auprès duquel les clients et autres parties intéressées peuvent porter plainte concernant des intermédiaires d'assurances;

6<sup>o</sup> le fait qu'il fournit ou non tout type de conseil sur les contrats d'assurance proposés au client.

En outre, l'intermédiaire d'assurances indique au client, en ce qui concerne le contrat fourni :

1<sup>o</sup> s'il fonde ses conseils sur une analyse impartiale répondant aux dispositions du paragraphe 2, ou

2<sup>o</sup> s'il est soumis à une obligation contractuelle de travailler, dans le secteur de l'assurance, exclusivement avec une seule entreprise d'assurances ou avec plusieurs entreprises d'assurances; dans ce cas, il communique, à la demande du client, le nom et l'adresse de cette (ces) entreprise(s) d'assurances, ou

3<sup>o</sup> s'il n'est pas soumis à l'obligation contractuelle de travailler, dans le secteur de l'assurance, exclusivement avec une seule entreprise d'assurances ou avec plusieurs entreprises d'assurances et s'il ne fonde pas ses conseils sur une obligation d'analyse impartiale répondant aux dispositions du paragraphe 2; dans ce cas, il communique, à la demande du client, le nom et l'adresse de l'entreprise ou des entreprises d'assurances avec laquelle (lesquelles) il peut travailler et travaille.

Dans les cas où il est exigé de fournir ces informations à la demande du client, celui-ci est informé du droit dont il dispose de solliciter ces informations.

§ 2. Lorsque l'intermédiaire d'assurances informe le client qu'il fonde ses conseils sur une analyse impartiale, il est tenu de fonder ces conseils sur l'analyse d'un nombre suffisant de contrats d'assurance offerts sur le marché, de façon à pouvoir recommander, en fonction de critères professionnels, le contrat d'assurance qui serait adapté aux besoins du client.

§ 3. Avant la conclusion d'un contrat d'assurance spécifique, l'intermédiaire d'assurances détermine, en particulier sur la base des informations fournies par le client, au minimum les exigences et les besoins de ce client et veille à ce que le contrat d'assurance proposé au client réponde à ces exigences et besoins. A cette occasion, l'intermédiaire d'assurances précise les raisons qui motivent tout conseil fourni au client quant à un contrat d'assurance déterminé si l'intermédiaire fournit des conseils. Ces précisions sont modulées en fonction de la complexité du contrat d'assurance proposé.

§ 4. Il n'est pas nécessaire de fournir les informations visées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3 lorsque l'intermédiation en assurances porte sur la couverture de grands risques ».

« Art. 277. § 1<sup>er</sup>. Les intermédiaires d'assurances doivent agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle servant au mieux les intérêts de leurs clients. Les informations qu'ils fournissent doivent être correctes, claires et non trompeuses.

Les intermédiaires d'assurances doivent, dans leur activité d'intermédiation, respecter les règles de conduite applicables aux entreprises d'assurances. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la FSMA, le Roi peut, pour l'ensemble des catégories d'intermédiaires d'assurances ou certaines d'entre elles, prévoir une version adaptée de ces règles de conduite ou déclarer certaines de ces règles en tout ou en partie non applicables, afin de tenir compte des particularités de leur rôle.

§ 2. Les intermédiaires d'assurances ne font porter leur activité d'intermédiation que sur des contrats d'assurance dont eux-mêmes, leurs responsables de la distribution, et les personnes visées à l'article 260, alinéa 2, qu'ils occupent, connaissent et sont capables d'expliquer aux clients les caractéristiques essentielles.

Les entreprises d'assurances n'offrent de souscrire que des contrats d'assurance dont leurs responsables de la distribution et les personnes visées à l'article 259, alinéa 2, qu'elles occupent, connaissent et sont capables d'expliquer aux clients les caractéristiques essentielles.

§ 3. Sans préjudice des dispositions des articles 26 et 27 de la loi du 2 août 2002, le Roi est habilité à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la FSMA, en exécution des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, des règles de conduite et des règles visant à prévenir les conflits d'intérêts, que les intermédiaires d'assurances doivent respecter.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la FSMA, modifier, compléter, remplacer ou abroger les autres dispositions de la présente loi afin d'en aligner le contenu sur les règles de conduite visées au présent article et d'en assurer la cohérence avec ces règles. Les arrêtés pris en vertu de cette habilitation sont abrogés de plein droit s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge* ».

« Art. 279. § 1<sup>er</sup>. Les entreprises d'assurances qui collaborent avec des agents d'assurances liés assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par ces agents d'assurances liés lorsqu'ils agissent en leur nom et pour leur compte, dans la mesure où cette action ou omission concerne les règles de conduite visées par la présente partie, l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 1 ou l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 2. Toutefois l'agent d'assurances lié reste également responsable en cas de manquement manifeste.

Les entreprises d'assurances veillent à ce que les agents d'assurances liés avec lesquels elles collaborent indiquent en quelle qualité ils agissent avant de traiter avec un client.

Les entreprises d'assurances sont tenues de contrôler les activités des agents d'assurances liés avec lesquels elles collaborent.

§ 2. Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances qui collaborent avec des sous-agents d'assurances assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par ces sous-agents d'assurances lorsqu'ils agissent pour leur compte.

Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances veillent à ce que les sous-agents d'assurances avec lesquels ils collaborent indiquent en quelle qualité ils agissent avant de traiter avec un client.

Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances sont tenus de contrôler les activités des sous-agents d'assurances avec lesquels ils collaborent ».

« Art. 350. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur respective :

- l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux modalités d'application au secteur des assurances des articles 27 à 28bis de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

- l'arrêté royal du 21 février 2014 modifiant la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances ».

« Art. 352. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de six mois prenant cours le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*, sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée conformément à l'article 353.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 334 et 335 entrent en vigueur le dixième jour qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, l'article 350 entre en vigueur le lendemain de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et l'article 351 entre en vigueur le 30 avril 2014 ».

B.2.1. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 4 avril 2014 que le législateur a voulu poursuivre la réorganisation du contrôle du secteur des assurances dans le prolongement de la loi du 30 juillet 2013 « visant à renforcer la protection des utilisateurs de produits et services financiers ainsi que les compétences de l'Autorité des services et marchés financiers, et portant des dispositions diverses (I) » (ci-après : la loi du 30 juillet 2013).

La loi s'inscrit dans la même réorganisation du contrôle. Elle poursuit, en se concentrant spécifiquement sur le secteur des assurances, le même objectif que celui prôné par les lois déjà adoptées dans le cadre de la réforme.

Cette loi prend appui sur les quatre éléments suivants :

« 1. l'obligation de transposer en droit belge les dispositions (relatives aux consommateurs) de la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) (ci-après : 'la directive Solvabilité II');

2. l'intérêt de simplifier la législation actuelle concernant la protection du consommateur d'assurances en procédant à une codification des dispositions pertinentes au sein d'une seule loi;

3. la nécessité de préciser la répartition actuelle des compétences entre la Banque Nationale et la FSMA;

4. le souhait d'accroître la protection du consommateur d'assurances dans quelques domaines spécifiques, tels que les obligations d'information générales, l'organisation de la participation aux bénéfices et la segmentation, lesquelles requièrent une plus grande transparence, les conditions auxquelles les prestations d'assurance peuvent dans certains cas être liées à des fonds d'investissement, et les compétences de l'autorité de contrôle » (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3361/001, p. 4).

B.2.2. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2013 que le législateur a voulu accroître la cohérence des règles visant à assurer la protection des utilisateurs de produits et de services financiers :

« Les dispositions qui visent à accroître la cohérence transversale de la législation concernent, en premier lieu, les règles de conduite applicables aux entreprises et intermédiaires d'assurances ainsi qu'aux courtiers en services bancaires et en services d'investissement et, en deuxième lieu, l'exigence expresse de connaissance essentielle des produits qui est désormais imposée à toute personne en contact avec le public.

Le développement de nouveaux produits financiers et produits d'assurance est un processus en évolution constante. Le rôle de l'intermédiaire qui propose ces produits n'en est que plus important, surtout en ce qui concerne l'évaluation du caractère adéquat du produit au regard des objectifs d'investissement du client.

Les règles de conduite dites ' MiFID ', qui s'appliquent actuellement aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, y compris à leurs agents, comprennent aussi bien des règles générales que des règles très précises. Les règles de conduite générales imposent l'obligation d'agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle servant au mieux les intérêts des clients, et de ne fournir aux clients que des informations correctes, claires et non trompeuses. Les règles de conduite plus spécifiques portent notamment sur la transparence des rémunérations perçues par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dans le cadre de la fourniture de services d'investissement (inducements), sur les obligations d'information à respecter à l'égard de la clientèle, sur l'obligation de ne recommander au client qu'un service d'investissement ou un instrument financier ou de ne lui fournir qu'un service de gestion de portefeuille qui soient adéquats au regard de ses connaissances et de son expérience, de sa situation financière et de ses objectifs d'investissement (suitability) et sur l'obligation d'avertir le client si une transaction n'est pas appropriée au regard de son expérience et de ses connaissances (appropriateness).

À l'heure actuelle, les courtiers en services bancaires et en services d'investissement sont eux aussi soumis (tout comme les agents) à l'obligation générale, d'une part, d'agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle servant au mieux les intérêts de leurs clients et, d'autre part, de fournir des informations correctes, claires et non trompeuses. Mais, contrairement aux agents en services bancaires et en services d'investissement, les courtiers ne sont pas encore soumis aux règles de conduite MiFID plus spécifiques. Le projet de loi soumet ces courtiers, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, auxdites règles de conduite plus spécifiques, étant entendu que le Roi pourra adapter ces règles de conduite afin de tenir compte des particularités du rôle de courtier.

Les entreprises d'assurances et les intermédiaires d'assurances sont certes déjà soumis à des règles détaillées en ce qui concerne le contenu des contrats et certaines informations précontractuelles à fournir au preneur d'assurance, mais, à l'heure actuelle, des concepts tels que suitability ou appropriateness et des règles relatives à la transparence des frais ne sont pas encore, pour ce secteur, ancrés en tant que tels dans la législation. La pratique montre toutefois qu'il n'est pas rare que des assurances représentant un placement soient présentées comme alternative aux fonds d'investissement, de sorte qu'il est clair que des produits strictement financiers et des produits d'assurance peuvent servir les mêmes objectifs d'investissement.

C'est la raison pour laquelle la loi du 2 juillet 2010 a introduit dans la loi organique de la FSMA une disposition spécifique (l'article 28<sup>ter</sup>) qui habilite le Roi à étendre l'application des règles de conduite MiFID aux entreprises et intermédiaires d'assurances, en tenant compte de l'état d'avancement de la législation européenne.

Le présent projet de loi accomplit un pas supplémentaire sur la voie de l'instauration d'un level playing field entre les banques et les entreprises et intermédiaires d'assurances.

Tout d'abord, il soumet les entreprises d'assurances, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, à l'obligation générale d'agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle servant au mieux les intérêts de leurs clients et de ne fournir aux clients que des informations correctes, claires et non trompeuses. Les autres règles de conduite (plus spécifiques) définies aux articles 27 à 28<sup>bis</sup> de la loi du 2 août 2002, ainsi que leurs dispositions d'exécution, seront également applicables aux entreprises d'assurances à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, étant entendu que le Roi pourra adapter ces règles pour les entreprises en question, par exemple en précisant le champ d'application et la portée de certaines de ces règles de conduite spécifiques à l'égard du secteur des assurances, en adaptant ces règles sur certains points ou en prévoyant des exceptions à ces règles.

Ensuite, le projet de loi introduit, dans la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances, une disposition libellée sur le modèle de la loi relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement, qui soumet désormais les intermédiaires d'assurances (à l'instar donc des entreprises d'assurances elles-mêmes) à l'obligation générale d'agir de manière honnête, équitable et professionnelle servant au mieux les intérêts de leurs clients, et qui précise que les informations qu'ils fournissent doivent être correctes, claires et non trompeuses. Le projet de loi soumet par ailleurs les intermédiaires d'assurances aux mêmes règles de conduite plus spécifiques que celles prévues pour les entreprises d'assurances elles-mêmes. Le Roi pourra toutefois adapter ces règles de conduite pour l'ensemble des catégories d'intermédiaires d'assurances ou certaines d'entre elles, afin de tenir compte des particularités de leur rôle » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2872/001, pp. 6 à 8).

#### *Quant au premier moyen*

B.3.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 1<sup>er</sup> et 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, avec l'article 4 de la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, avec les articles 24, paragraphe 12, et 91 de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE (refonte), avec l'article 12, paragraphe 5, de la directive 2002/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 décembre 2002 sur l'intermédiation en assurance, avec les articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), avec l'article 4, paragraphe 3, du Traité de l'Union européenne (TUE) et avec le principe général de droit de la hiérarchie des normes qui veut que le droit belge respecte le droit de l'Union européenne.

Les parties requérantes reprochent à l'article 277 de la loi du 4 avril 2014, lu ou non en combinaison avec l'article 350 de la loi et avec l'arrêté royal de niveau 1, d'imposer le respect de la majeure partie des règles MiFID aux intermédiaires d'assurances pour les produits d'assurance qui présentent un élément d'investissement mais également pour les produits d'assurance autres, soit un régime plus strict que celui qui est prévu par les directives MiFID I 2004/39/CE et 2006/73/CE et par l'article 91 de la directive MiFID II 2014/65/UE sans que cela ne revête un caractère exceptionnel, ni ne soit justifié au vu des risques spécifiques du marché belge. Selon les parties requérantes, l'extension du champ d'application des règles de conduite MiFID n'est autorisée par l'article 24, paragraphe 12, de la nouvelle directive MiFID II 2014/65/UE que dans le respect des conditions strictes énoncées par ces dispositions. Les articles 277 et 350 de la loi attaquée prévoient des obligations supplémentaires à celles qui sont prévues par les directives MiFID I et II à charge des intermédiaires d'assurances. Ils étendent ainsi le champ d'application *ratione personae* et *ratione materiae* de ces directives.

B.3.2.1. L'article 277, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 4 avril 2014 impose aux intermédiaires d'assurances, dans leur activité d'intermédiation, de respecter les règles de conduite applicables aux entreprises d'assurances. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la FSMA, le Roi peut, pour l'ensemble des catégories d'intermédiaires d'assurances ou certaines d'entre elles, prévoir une version adaptée de ces règles de conduite ou déclarer certaines de ces règles en tout ou en partie non applicables, afin de tenir compte des particularités de leur rôle.

B.3.2.2. Une telle obligation était déjà inscrite à l'article 12<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances, inséré par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013.

Par son arrêt n° 86/2015 du 11 juin 2015, la Cour a jugé que cette obligation n'est pas contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution :

« B.3.6. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.2 et en B.3.2.2 que le législateur a jugé nécessaire de protéger de la même manière les consommateurs de produits bancaires et financiers et de produits d'assurance. Il s'est par ailleurs soucié de mettre sur pied d'égalité les différents prestataires et de créer un ' *level playing field* ' entre les banques et les entreprises et intermédiaires d'assurances.

Compte tenu de cet objectif, l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013 a pu soumettre les intermédiaires d'assurances, dans leur activité d'intermédiation, au respect des règles de conduite applicables aux entreprises d'assurances.

Le législateur a, par ailleurs, pris en compte la différence que présentent certains produits d'assurance par rapport aux produits financiers puisque l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013 autorise le Roi à déclarer les règles de conduite prévues par et en vertu des articles 27, 28 et 28bis de la loi du 2 août 2002 en tout ou en partie non applicables aux entreprises d'assurances. Il a dès lors lié l'entrée en vigueur de la loi à ces dérogations, ainsi que cela ressort des travaux préparatoires cités en B.3.2.2 ».

Concernant l'article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution, la Cour précise dans cet arrêt :

« B.3.7.2. Il ressort des travaux préparatoires de l'article 23 de la Constitution que le Constituant n'a pas entendu consacrer la liberté de commerce et d'industrie ou la liberté d'entreprendre dans les notions de ' droit au travail ' et de ' libre choix d'une activité professionnelle ' (*Doc. parl.*, Sénat, SE 1991-1992, n° 100-2/3°, p. 15; n° 100-2/4°, pp. 93 à 99; n° 100-2/9°, pp. 3 à 10). Une telle approche découle également du dépôt de différentes propositions de ' révision de l'article 23, alinéa 3, de la Constitution, en vue de le compléter par un 6° garantissant la liberté de commerce et d'industrie ' (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, n° 3-1930/1; Sénat, SE 2010, n° 5-19/1; Chambre, DOC 54-0581/001).

B.3.7.3. Le moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution, n'est pas fondé ».

B.3.2.3. En ce qu'il est pris de la violation des articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution lus isolément, le premier moyen n'est pas fondé pour les motifs indiqués dans l'arrêt n° 86/2015.

B.3.2.4. Comme le précise l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, a, de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, le secteur des assurances est exclu du champ d'application de cette directive.

De même, la directive 2006/73/CE de la Commission du 10 août 2006 « portant mesures d'exécution de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive » n'est pas applicable en tant que telle au secteur des assurances et elle n'empêche dès lors pas le législateur belge de prendre, dans ce secteur, des mesures de protection du consommateur, indépendamment des cas dans lesquels, en vertu de l'article 4 de cette directive, il est possible d'imposer aux entreprises d'investissement des conditions supplémentaires.

La directive 2014/65/UE et la directive 2011/61/UE ne s'appliquent pas non plus au secteur de l'assurance, même si l'article 91 de la directive 2014/65/UE apporte des modifications à la directive 2002/92/CE. Le considérant 87 de la directive 2014/65/UE précise en effet :

« (87) Les investissements qui impliquent des contrats d'assurance sont souvent proposés aux consommateurs comme des alternatives ou des substituts possibles aux instruments financiers relevant de la présente directive. Pour assurer la protection en toutes circonstances de la clientèle de détail, et assurer des conditions de concurrence égales entre des produits similaires, il importe que les produits d'investissement fondés sur l'assurance soient soumis à des exigences appropriées. Les exigences de la présente directive en matière de protection des investisseurs devraient donc s'appliquer de la même manière aux produits d'investissement vendus sous forme de contrats d'assurance; cependant, du fait de leurs structures de marché et caractéristiques de produits différentes, il est plus approprié d'inscrire les prescriptions détaillées dans le réexamen en cours de la directive 2002/92/CE plutôt que dans la présente directive. Le futur droit de l'Union encadrant les activités des intermédiaires et entreprises d'assurance devrait donc, de manière appropriée, assurer une approche réglementaire cohérente concernant la distribution de différents produits financiers qui répondent à des besoins similaires des investisseurs et posent donc des problèmes comparables en ce qui concerne la protection de ceux-ci. L'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) (AEAPP), instituée par le règlement (UE) n° 1094/2010 du Parlement européen et du Conseil et l'AEMF devraient œuvrer de concert pour instaurer autant de cohérence que possible dans les règles de conduite normalisées relatives à ces produits d'investissement. Ces nouvelles exigences relatives aux produits d'investissement fondés sur l'assurance devraient figurer dans la directive 2002/92/CE ».

Le secteur des assurances relève du champ d'application de la directive 2002/92/CE précitée qui n'empêche pas les Etats membres de maintenir ou d'adopter des dispositions plus strictes qui peuvent être imposées aux intermédiaires d'assurance, dans les conditions précisées au considérant 19 :

« Il convient que la présente directive précise les obligations en matière d'information à fournir par les intermédiaires d'assurance aux clients. Un Etat membre peut, à cet égard, maintenir ou adopter des dispositions plus strictes qui peuvent être imposées aux intermédiaires d'assurance exerçant leurs activités d'intermédiation sur son territoire, indépendamment de leur lieu de résidence, à condition que ces dispositions plus strictes soient en conformité avec le droit communautaire, y compris la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur ( ' directive sur le commerce électronique ' ) ».

Il en résulte que les dispositions de droit européen invoquées par les parties requérantes dans le premier moyen n'interdisent pas au législateur belge d'anticiper les règles européennes en vue de protéger les consommateurs de produits d'assurances de la même manière que les consommateurs de produits bancaires et financiers.

Le législateur a d'ailleurs pris en compte les initiatives européennes. Les travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2013 indiquent, en effet :

« Le projet de loi fait un pas en avant en soumettant les entreprises d'assurances tout d'abord à l'obligation générale d'agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle servant au mieux les intérêts de leurs clients et de ne fournir aux clients que des informations correctes, claires et non trompeuses. Cette modification est conforme aux principes généraux énoncés à l'article 15 de la proposition de directive sur l'intermédiation en assurance que la Commission européenne a émise le 3 juillet 2012 sous la référence 2012/0175, et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les autres règles de conduite (plus spécifiques) définies aux articles 27 à 28bis de la loi, ainsi que leurs dispositions d'exécution, s'appliqueront elles aussi aux entreprises d'assurances à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Étant donné toutefois que toutes les règles de conduite ne peuvent pas s'appliquer telles quelles aux services d'assurance (l'on songe ici notamment aux règles concernant la gestion de portefeuilles et l'exigence de best execution lors de l'exécution des ordres) et que ces règles de conduite sont surtout pertinentes pour les assurances représentant un placement (mais ne sont pas nécessairement toutes aussi pertinentes pour tous les autres types d'assurances), il est prévu que le Roi puisse moduler ces règles et préciser à quels types d'assurances elles s'appliqueront. Afin de garantir la cohérence du

dispositif, le Roi est habilité à préciser le champ d'application et la portée de certaines de ces règles de conduite spécifiques à l'égard du secteur des assurances ou à adapter ces règles sur certains points. Le Roi pourra déjà faire usage de cette habilitation avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, de manière à ce qu'à cette date, les règles de conduite soient, le cas échéant, immédiatement applicables dans leur version adaptée au secteur des assurances.

Cette disposition a été partiellement affinée afin de tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat. Tout d'abord, les mots ' par analogie ' et ' notamment ', jugés inadéquats par le Conseil d'Etat, ont été supprimés. Ensuite, pour préciser le rapport exact existant entre la déclaration d'application de principe des règles de conduite au secteur des assurances, d'une part, et les habilitations permettant au Roi d'y déroger, d'autre part, la formulation a été adaptée sur le modèle (notamment) de l'article 16, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement. Il est désormais clairement précisé que la loi ne déclare les règles de conduite applicables que sous réserve d'une dérogation prévue par ou en vertu de ses dispositions. Le projet de loi dispose en outre que si un arrêté royal prévoit une dérogation aux règles de conduite découlant de la loi même, cette dérogation doit être confirmée par une loi formelle. Cette confirmation n'est en revanche pas nécessaire dans le cas où un arrêté royal prévoit une dérogation aux règles de conduite ne découlant pas de la loi même, mais des arrêtés royaux pris en vertu de cette loi. Cette approche garantit la cohérence requise entre le cadre législatif prévu pour le secteur bancaire et celui mis en place pour le secteur des assurances » (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2872/001, pp. 24 et 25).

Dès lors que les dispositions pertinentes des directives auxquelles les parties requérantes font référence ne peuvent raisonnablement être interprétées autrement, il n'y a pas lieu de poser à la Cour de justice les questions préjudicielles qu'elles suggèrent en ordre subsidiaire.

En ce qu'il est pris de la violation des articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 1<sup>er</sup> et 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2004/39/CE, avec l'article 4 de la directive 2006/73/CE, avec les articles 24, paragraphe 12, et 91 de la directive 2014/65/UE, avec l'article 12, paragraphe 5, de la directive 2002/92/CE, avec les articles 49 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), avec l'article 4, paragraphe 3, du Traité de l'Union européenne et avec « le principe général de droit de la hiérarchie des normes qui veut que le droit belge respecte le droit de l'Union européenne », le premier moyen n'est pas davantage fondé.

B.3.3. Le premier moyen n'est pas fondé.

*Quant au deuxième moyen*

B.4.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 49 et 56 du TFUE et avec le principe de la sécurité juridique. Les parties requérantes reprochent à l'article 277 de la loi attaquée de prévoir que le Roi « peut » mais ne doit pas adapter les règles de conduite MiFID aux spécificités du secteur de l'intermédiation en assurance. Cet article permettrait que le régime adapté prévu par l'arrêté royal de niveau 1 qui est confirmé par l'article 350 de la loi attaquée soit supprimé sans nécessairement devoir être remplacé. Or, l'autorisation d'un régime inadapté serait porteuse d'une discrimination et serait disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi de protection du consommateur; elle porterait également atteinte à la libre prestation de services et à la liberté d'établissement garanties par le droit européen. A supposer que le législateur supprime l'arrêté royal de niveau 1, sans procéder à une nouvelle adaptation des règles MiFID, les parties requérantes ne seraient plus en mesure de contester une application des règles de conduite MiFID non adaptées en raison de l'article 277, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

B.4.2.1. L'obligation imposée aux intermédiaires d'assurance était déjà inscrite à l'article 12<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 27 mars 1995, inséré par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013, qui attribuait par ailleurs une même compétence au Roi.

B.4.2.2. En application des articles 7, 19 et 60 de la loi du 30 juillet 2013, ont été pris les arrêtés royaux suivants, publiés au *Moniteur belge* du 7 mars 2014 :

- l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux modalités d'application au secteur des assurances des articles 27 à 28<sup>bis</sup> de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (ci-après : arrêté royal de niveau 1);

- l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux règles de conduite et aux règles relatives à la gestion des conflits d'intérêts, fixées en vertu de la loi, en ce qui concerne le secteur des assurances (ci-après : arrêté royal de niveau 2);

- l'arrêté royal du 21 février 2014 modifiant la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances (ci-après : arrêté royal n<sup>o</sup> 3).

L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2014, confirme, avec effet à la date de leur entrée en vigueur respective, l'arrêté royal de niveau 1 et l'arrêté royal n<sup>o</sup> 3.

B.4.2.3. Il ressort de cette évolution législative et réglementaire, ainsi que des travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2013 rappelés en B.2.2 et en B.3.2.4, que le législateur a lié l'application des règles de conduite aux entreprises et intermédiaires d'assurance aux dérogations et adaptations que le Roi est habilité à prévoir.

L'article 277, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 4 avril 2014 n'a donc pas la portée que lui donnent les parties requérantes. Il n'autorise le Roi ni à supprimer le régime adapté prévu par l'arrêté royal de niveau 1 sans le remplacer, ni à adopter un régime nouveau qui serait inadapté. C'est au juge compétent qu'il appartiendrait, le cas échéant, de contrôler la légalité d'arrêtés pris en méconnaissance de cette disposition.

B.4.2.4. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

*Quant au troisième moyen*

B.5.1. Le troisième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. Les parties requérantes reprochent à l'article 277 de la loi attaquée de soumettre l'intermédiaire d'assurance inscrit en Belgique au respect des nouvelles règles de conduite MiFID dans ses activités d'intermédiation, alors que l'article 26, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002 soumet les entreprises d'assurances aux règles de conduite MiFID « pour ce qui est de leurs transactions effectuées sur le territoire belge ». Les intermédiaires d'assurances seraient donc soumis aux règles de conduite pour l'ensemble de leurs activités d'intermédiation en assurances, que celles-ci soient exercées sur le territoire belge ou dans un autre Etat, en ce compris les autres Etats membres de l'Union européenne. Ils seraient traités ainsi différemment des entreprises d'assurances alors qu'ils se trouvent dans une situation identique, à savoir la distribution de produits d'assurances. Une telle différence porterait en outre atteinte à l'instauration du *level playing field* poursuivie par le législateur.

B.5.2. L'article 277, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 4 avril 2014 impose aux intermédiaires d'assurances, dans leur activité d'intermédiation, de respecter les règles de conduite applicables aux entreprises d'assurances.

Une telle obligation était déjà inscrite à l'article 12<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 27 mars 1995, inséré par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013.

Par son arrêt n<sup>o</sup> 86/2015, la Cour a jugé à propos de cette disposition :

« B.3.11. Tel qu'il a été inséré par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013, l'article 12<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances soumet les intermédiaires d'assurances, dans leur activité d'intermédiation, au respect des règles de conduite applicables aux

entreprises d'assurances. Tel qu'il a été modifié par l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013, l'article 26 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, deuxième alinéa, soumet les entreprises d'assurances, ' pour ce qui est de leurs transactions effectuées sur le territoire belge [...] aux autres règles de conduite prévues par et en vertu des articles 27, 28 et 28bis, sauf dérogations prévues par ou en vertu de la présente loi '.

Il résulte de la combinaison de ces deux dispositions que les intermédiaires d'assurances ne sont soumis au respect des règles de conduite applicables aux entreprises d'assurances que pour ce qui est de leurs transactions effectuées sur le territoire belge.

L'article 6, § 2, de l'arrêté royal niveau 1, confirmé par l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, dispose d'ailleurs expressément : ' Le présent arrêté s'applique aux transactions effectuées ou intervenant sur le territoire belge à dater du 30 avril 2014 '. Une même disposition est inscrite à l'article 25, alinéa 2, de l'arrêté royal niveau 2 ».

B.5.3. Il résulte par ailleurs de la combinaison de l'article 277, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 4 avril 2014 et de l'article 26, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002 que les intermédiaires d'assurances ne sont soumis au respect des règles de conduite applicables aux entreprises d'assurances que pour ce qui est de leurs transactions effectuées sur le territoire belge.

B.5.4. Le troisième moyen n'est pas fondé.

*Quant au quatrième moyen*

B.6.1. Le quatrième moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 12, alinéa 2, et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 33, 105 et 108 de la Constitution et avec le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs. Ce moyen reproche à l'article 277, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, §§ 3 et 4, de la loi attaquée de prévoir des habilitations en faveur du Roi, alors que ces habilitations porteraient sur des compétences réservées au législateur et ne répondraient pas aux conditions strictes qui autorisent de telles délégations (première branche) et, à titre subsidiaire, de prévoir des habilitations qui porteraient sur des éléments essentiels qu'il appartenait au législateur de régler dans la loi attaquée conformément au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs (seconde branche).

B.6.2. La Cour doit statuer sur la compatibilité, avec les articles 10, 11, 12, alinéa 2, et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, de l'article 277 de la loi du 4 avril 2014, en ce que cet article habilite le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres après avis de la FSMA, à prévoir, pour l'ensemble des catégories d'intermédiaires d'assurances ou certaines d'entre elles, une version adaptée des règles de conduite applicables aux entreprises d'assurance ou à déclarer certaines de ces règles en tout ou en partie non applicables, afin de tenir compte des particularités de leur rôle (§ 1<sup>er</sup>, alinéa 2), en ce qu'il l'habilite, sans préjudice des dispositions des articles 26 et 27 de la loi du 2 août 2002, à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres après avis de la FSMA, en exécution des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, des règles de conduite et des règles visant à prévenir les conflits d'intérêts, que les intermédiaires d'assurances doivent respecter (§ 3) et en ce qu'il l'habilite par arrêté délibéré en Conseil des ministres après avis de la FSMA, à modifier, compléter, remplacer ou abroger les autres dispositions de cette loi afin d'en aligner le contenu sur les règles de conduite visées dans cet article et d'en assurer la cohérence avec ces règles. Les arrêtés pris en vertu de cette habilitation sont abrogés de plein droit s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge* (§ 4).

B.6.3. Des habilitations identiques étaient prévues à l'article 12sexies de la loi du 27 mars 1995 tel qu'il avait été inséré par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013.

A la suite du recours en annulation de cet article, la Cour a, par son arrêt n° 86/2015, rejeté un moyen qui formulait les mêmes griefs. La Cour a jugé dans cet arrêt :

« B.8. Une habilitation législative en faveur du pouvoir exécutif qui concerne une matière que la Constitution ne réserve pas au législateur n'est pas inconstitutionnelle. Dans un tel cas, en effet, le législateur fait usage de la liberté que lui laisse le Constituant de disposer dans une telle matière. La Cour n'est pas compétente pour censurer une disposition qui règle la répartition de compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, sauf si cette disposition méconnaît les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions ou si le législateur prive une catégorie de personnes de l'intervention d'une assemblée démocratiquement élue, prévue explicitement par la Constitution ».

Par ailleurs, comme il est dit en B.3.2.2, l'article 23, alinéas 2 et 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution n'est pas d'application en l'espèce.

B.6.4. Pour des motifs identiques, le quatrième moyen n'est pas fondé.

*Quant au cinquième moyen*

B.7.1. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. Les parties requérantes reprochent à l'article 350 de la loi attaquée de confirmer l'arrêté royal n° 3. L'article 4 de cet arrêté modifie l'article 12bis, § 3, de la loi du 27 mars 1995; cette modification est entrée en vigueur le 30 avril 2014; cette disposition a été remplacée le 1<sup>er</sup> novembre 2014 par l'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014. L'article 12bis, § 3, de la loi du 27 mars 1995 ainsi modifié impose aux prestataires de services de veiller à ce que le contrat d'assurance réponde aux exigences et besoins du client. L'article 5, 47<sup>o</sup>, de la loi du 4 avril 2014 et l'article 350 de la même loi lus en combinaison avec l'article 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup>, de l'arrêté royal de niveau 1 définissent la notion de « conseil » par renvoi à la notion de « recommandation personnalisée » que l'article 5, 48<sup>o</sup>, de la loi du 4 avril 2014 et l'article 350 de la même loi lus en combinaison avec l'article 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, de l'arrêté royal de niveau 1 définissent comme étant « une recommandation qui est présentée comme adaptée à cette personne, ou est fondée sur l'examen de la situation propre à cette personne en rapport avec un ou plusieurs contrat(s) d'assurance ». L'article 4 de l'arrêté royal de niveau 1 adapte l'article 27, § 4 et § 5, de la loi du 2 août 2002 qui prévoit l'obligation de réaliser un test d'adéquation ou un test de caractère approprié du produit selon qu'un conseil est fourni ou non. Or, selon les parties requérantes, l'article 12bis, § 3, de la loi du 27 mars 1995 et l'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014 impliquent qu'un conseil doit désormais nécessairement être fourni à un client lors de la prestation d'un service d'intermédiation en assurances portant sur la conclusion d'un contrat d'assurance; cela aurait pour conséquence de rendre l'article 27, § 5, de la loi du 2 août 2002 adapté par l'arrêté royal de niveau 1, inaccessible aux intermédiaires d'assurances; l'article 273, § 3, serait dès lors disproportionné. Cette disposition créerait en outre une discrimination entre les intermédiaires d'assurances et les entreprises d'assurances, d'une part, et les établissements de crédit et les entreprises d'investissement, d'autre part. Les parties requérantes relèvent encore, à titre subsidiaire, qu'il faut constater que ce sont les notions de « conseil » et de « recommandation personnalisée » qui sont à l'origine du caractère disproportionné et discriminatoire de l'article 12bis, § 3, de la loi du 27 mars 1995 et de l'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014.

B.7.2. L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme, avec effet à sa date d'entrée en vigueur, l'arrêté royal n° 3.

L'article 4, 2°, de cet arrêté royal n° 3 remplace le paragraphe 3 de l'article 12*bis* de la loi du 27 mars 1995 par la disposition suivante :

« Avant la conclusion d'un contrat d'assurance spécifique, l'intermédiaire d'assurances détermine, en particulier sur la base des informations fournies par le client, au minimum les exigences et les besoins de ce client et veille à ce que le contrat d'assurance proposé au client réponde à ces exigences et besoins. A cette occasion, l'intermédiaire d'assurances précise les raisons qui motivent tout conseil fourni au client quant à un contrat d'assurance déterminé si l'intermédiaire fournit des conseils. Ces précisions sont modulées en fonction de la complexité du contrat d'assurance proposé ».

Conformément à son article 11, l'arrêté royal n° 3 est entré en vigueur le 30 avril 2014.

L'article 347 de la loi du 4 avril 2014 abroge la loi du 27 mars 1995.

L'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014 reproduit de manière identique le paragraphe 3 de l'article 12*bis* de cette loi, tel qu'il a été modifié par l'article 4 de l'arrêté royal n° 3.

Ces deux articles sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014, conformément à l'article 352 de la loi du 4 avril 2014.

L'article 1<sup>er</sup>, 12° et 13°, de l'arrêté royal de niveau 1 du 21 février 2014 confirmé par l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 donne les définitions suivantes :

« 12° ' conseil portant sur une assurance d'épargne ou d'investissement ' : la fourniture de recommandations personnalisées à un client, soit à sa demande, soit à l'initiative du prestataire de services, en ce qui concerne une ou plusieurs assurance(s) d'épargne ou d'investissement;

13° ' recommandation personnalisée ' : une recommandation qui est présentée comme adaptée à cette personne, ou est fondée sur l'examen de la situation propre à cette personne en rapport avec une ou plusieurs assurance(s) d'épargne ou d'investissement.

Une recommandation n'est pas réputée personnalisée si elle est exclusivement diffusée par des canaux de distribution au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 26°, de la loi; ».

L'article 5 de la loi du 4 avril 2014 donne les définitions suivantes :

« 47° ' conseil ' : la fourniture de recommandations personnalisées à un client, soit à sa demande, soit à l'initiative de l'intermédiaire d'assurances en ce qui concerne un ou plusieurs contrat(s) d'assurance;

48° ' recommandation personnalisée ' : une recommandation qui est présentée comme adaptée à cette personne, ou est fondée sur l'examen de la situation propre à cette personne en rapport avec un ou plusieurs contrat(s) d'assurance.

Une recommandation n'est pas réputée personnalisée si elle est exclusivement diffusée par des canaux de distribution au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 26°, de la loi du 2 août 2002, ou est destinée au public; ».

Par ailleurs, l'article 4 de l'arrêté royal de niveau 1, arrêté confirmé par l'article 350 de la loi du 4 avril 2014, dispose que l'article 27 de la loi du 2 août 2002 est applicable aux prestataires de services, qui sont définis comme étant une entreprise d'assurances *sensu lato* ou un intermédiaire d'assurances autre qu'un agent d'assurance lié (article 1<sup>er</sup>, 11°, de l'arrêté), dans la rédaction qui suit :

« § 4. Lorsqu'il fournit du conseil portant sur des assurances d'épargne ou d'investissement, le prestataire de services se procure auprès du client ou du client potentiel les informations nécessaires concernant ses connaissances et son expérience dans le domaine dont relève le type spécifique d'assurance d'épargne ou d'investissement, sa situation financière et ses objectifs d'épargne ou d'investissement, de manière à pouvoir lui recommander les assurances d'épargne ou d'investissement ou les services d'intermédiation en assurances adéquats.

Dans les cas où un prestataire de services fournissant un conseil portant sur des assurances d'épargne ou d'investissement n'obtient pas l'information requise en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il s'abstient de recommander au client ou client potentiel concerné des assurances d'épargne ou d'investissement ou des services d'intermédiation en assurances.

§ 5. Lorsque le prestataire de services fournit un service d'intermédiation en assurances portant sur des assurances d'épargne ou d'investissement sans accompagner ce service d'un conseil portant sur ces types d'assurances, il demande au client ou au client potentiel de donner des informations sur ses connaissances et sur son expérience en matière d'épargne ou d'investissement en rapport avec le type spécifique d'assurance d'épargne ou d'investissement proposé ou demandé, pour être en mesure de déterminer si l'assurance d'épargne ou d'investissement ou le service d'intermédiation en assurances envisagé est approprié pour le client.

Si le prestataire de services estime, sur la base des informations reçues conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, que l'assurance d'épargne ou d'investissement ou le service d'intermédiation en assurances n'est pas approprié pour le client ou le client potentiel, il l'en avertit. Cet avertissement peut être transmis sous une forme standardisée.

Si le client ou le client potentiel choisit de ne pas fournir les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ou si les informations fournies sur ses connaissances et son expérience sont insuffisantes, le prestataire de services avertit le client ou le client potentiel qu'il ne peut pas déterminer, en raison de cette décision, si l'assurance d'épargne ou d'investissement ou le service d'intermédiation en assurances envisagé est approprié pour lui. Cet avertissement peut être transmis sous une forme standardisée ».

B.7.3. Pour répondre au cinquième moyen, la Cour doit vérifier la compatibilité avec les articles 10 et 11 de la Constitution de l'obligation pour les intermédiaires d'assurances de déterminer, en particulier sur la base des informations fournies par le client, au minimum les exigences et les besoins de ce client et de veiller à ce que le contrat d'assurance proposé au client réponde à ces exigences et besoins, telle qu'elle résulte de l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 à dater du 30 avril 2014 et jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2014, puis de l'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014 à dater du 1<sup>er</sup> novembre 2014. Selon les parties requérantes, l'obligation de fournir un conseil prive les intermédiaires d'assurance de la possibilité de bénéficier du régime plus souple du « test du caractère approprié » prévu par l'article 27, § 5, adapté de la loi du 2 août 2002.

B.7.4. Comme le relève le Conseil des ministres, l'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014 n'implique pas qu'un conseil soit systématiquement fourni et ne crée pas dans le chef des intermédiaires d'assurances l'obligation d'utiliser systématiquement un test d'adéquation lorsqu'ils présentent leurs services. L'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014 ne prive donc pas d'effet l'article 27, § 5, adapté de la loi du 2 août 2002. L'article 5, 46°, de la loi du 4 avril 2014 définit d'ailleurs l'« intermédiation en assurances » comme « toute activité consistant à fournir des conseils sur des contrats d'assurance, à présenter ou à proposer des contrats d'assurance ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à leur conclusion ou à les conclure, ou à contribuer à leur gestion et à leur exécution ».

Il en va de même de l'article 350 de cette loi, en ce qu'il confirme l'article 4, 2°, de l'arrêté royal n° 3, qui remplace le paragraphe 3 de l'article 12*bis* de la loi du 27 mars 1995. Le rapport au Roi relatif à cette disposition précise d'ailleurs :

« Le 2° modifie le paragraphe 3 de cet article en vertu duquel l'intermédiaire d'assurances est tenu de déterminer, préalablement à la conclusion d'un contrat d'assurance spécifique, les exigences et les besoins du client, qu'il fournisse ou non un conseil, ainsi que de préciser les raisons qui motivent tout conseil fourni au client quant à un contrat d'assurance déterminé. Il est également expressément précisé que le contrat d'assurance proposé au client doit

répondre à ses besoins et exigences. Cette précision poursuit les objectifs suivants, que tout intermédiaire d'assurances doit garder à l'esprit dans le cadre de l'exercice de son activité d'intermédiation en assurances pour servir au mieux les intérêts de ses clients : (i) éviter que le client soit couvert plusieurs fois pour les mêmes risques (phénomène des couvertures multiples), (ii) éviter le phénomène de la sous-assurance (c'est-à-dire éviter que la valeur assurée ne soit plus faible que la valeur de l'intérêt (à savoir par exemple le bien) pour lequel une couverture a été demandée), (iii) éviter la surassurance (c'est-à-dire éviter que le montant assuré soit plus important que l'intérêt assurable) et (iv) éviter une mauvaise couverture (c'est-à-dire, par exemple que certains risques ne soient pas couverts alors que le client le souhaite ou, inversement, que le client soit couvert pour certains risques qu'il ne souhaite pas assurer). Par ailleurs, cette précision vise aussi à souligner que si la détermination des besoins et des exigences du client peut être réalisée de manière standardisée, par exemple en recourant à des questionnaires type pour tous les clients (questionnaires qui peuvent le cas échéant être élaborés au sein des associations professionnelles concernées), cette standardisation de la détermination des besoins et exigences du client ne peut avoir pour conséquence que les caractéristiques propres à un client déterminé ne soient pas prises en compte lors de la sélection d'un contrat d'assurance pour ce client. L'intermédiaire d'assurances doit en effet en toute hypothèse proposer à un client un contrat d'assurance qui répond aux besoins et exigences de ce client.

Les modifications introduites par l'article 4, 2<sup>o</sup>, du présent projet visent également à clarifier que l'obligation de préciser les raisons qui motivent tout conseil fourni à un client concernant un contrat d'assurance déterminé ne vaut que pour autant que l'intermédiaire d'assurances fournisse un conseil » (*Moniteur belge*, 7 mars 2014, Ed. 2, pp. 20135 et 20136).

B.7.5. Le cinquième moyen n'est pas fondé.

*Quant au sixième moyen*

B.8.1. Le sixième moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 12, alinéa 2, et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 33, 105 et 108 de la Constitution et avec le principe de la séparation des pouvoirs. Les parties requérantes font valoir que les arrêtés royaux du 21 février 2014, de niveau 1 et n<sup>o</sup> 3 ont été adoptés par le Roi sur la base des délégations de compétences critiquées par les parties requérantes dans l'affaire n<sup>o</sup> 5871 au motif que celles-ci transfèrent au Roi de manière inconstitutionnelle des compétences appartenant au législateur. Or, l'article 350 de la loi attaquée confirme ces arrêtés royaux. Les parties requérantes renvoient aux développements exposés dans l'affaire n<sup>o</sup> 5871 quant à l'inconstitutionnalité des délégations de compétences prévues par l'article 12sexies de la loi du 27 mars 1995, tel qu'il a été inséré par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013, et par l'article 26, alinéas 2 à 5, de la loi du 2 août 2002, tel qu'il a été inséré par l'article 19 de la loi du 30 juillet 2013. Elles renvoient par ailleurs aux développements exposés dans le cadre du quatrième moyen de la requête. Selon les parties requérantes, le Roi était incompétent pour adopter les arrêtés royaux du 21 février 2014 de niveau 1 et n<sup>o</sup> 3. Selon la jurisprudence de la Cour, une confirmation législative permettrait certes de remédier à un vice d'incompétence de l'auteur de l'acte. Mais cette jurisprudence repose sur l'idée qu'un débat parlementaire a lieu sur les dispositions à confirmer, de telle sorte que les garanties accordées par le pouvoir législatif sont respectées. En l'espèce, selon les parties requérantes, ni l'article 350 de la loi du 4 avril 2014, ni les arrêtés royaux de niveau 1 et n<sup>o</sup> 3 n'ont fait l'objet d'un débat parlementaire. Après s'être dessaisi irrégulièrement de sa compétence, le pouvoir législatif aurait procédé à une confirmation de pure forme. L'article 350 de la loi attaquée ne permettrait dès lors pas de pallier la discrimination générée par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013.

B.8.2. Lorsqu'un arrêté royal fait l'objet d'une confirmation législative, il devient lui-même, dès la date de son entrée en vigueur, une norme législative. La Cour est compétente pour contrôler si la loi, qui s'est approprié les dispositions de l'arrêté royal, ne viole pas les dispositions constitutionnelles dont elle doit assurer le respect. La compétence de la Cour est cependant limitée au contenu des dispositions législatives. La Cour n'est en principe pas compétente pour contrôler le processus d'élaboration de ces dispositions législatives.

Dès lors que les griefs des parties requérantes ne portent pas sur le contenu des dispositions confirmées par l'article 350 de la loi attaquée, mais sur le processus d'élaboration de cet article, le sixième moyen est irrecevable.

*Quant au septième moyen*

B.9.1.1. Le septième moyen est pris de la violation, par l'article 350 de la loi du 4 avril 2014, des articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec les articles 33, 105 et 108 de la Constitution, avec le principe de la séparation des pouvoirs et avec l'article 64 de la loi du 2 août 2002.

B.9.1.2. Comme il est dit en B.3.2.2, l'article 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution n'est pas d'application en l'espèce. Par ailleurs, l'article 64 de la loi du 2 août 2002 n'est pas une règle au regard de laquelle la Cour peut exercer son contrôle.

Comme il est dit en B.6.3, la Cour n'est pas compétente pour censurer une disposition qui règle la répartition de compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, sauf si cette disposition méconnaît les règles répartitrices de compétence entre l'Etat, les communautés et les régions ou si le législateur prive une catégorie de personnes de l'intervention d'une assemblée démocratiquement élue, prévue explicitement par la Constitution.

C'est donc au regard des articles 10 et 11 de la Constitution que la Cour examine le moyen.

*En ce qui concerne la première branche du septième moyen*

B.9.2.1. Dans la première branche, les parties requérantes relèvent que l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme l'arrêté royal de niveau 1. Or, le champ d'application des règles de conduite pour le secteur de l'intermédiation en assurances et pour le secteur des assurances telles qu'elles sont adaptées par les arrêtés royaux de niveau 1 et de niveau 2 est défini par rapport à la notion de « prestataire de services » (article 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>) et à la notion de « service d'intermédiation en assurances » (article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>). Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de l'arrêté royal de niveau 1, les entreprises d'assurances ne sont réputées exercer un « service d'intermédiation en assurances » que lorsqu'elles prestent un service « sans l'intervention d'un intermédiaire d'assurances »; les intermédiaires d'assurances prestent par contre un « service d'intermédiation en assurances » dans toutes ces hypothèses. Conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, de l'arrêté royal de niveau 1, les entreprises d'assurances ne forment qu'un seul et même « prestataire de services » avec leurs agents liés, dénommé « entreprise *sensu lato* »; l'intermédiaire d'assurances autre qu'un agent lié constitue, par contre, toujours un prestataire distinct de l'entreprise d'assurances pour laquelle il preste un service d'intermédiation en assurances et de ses sous-agents.

Le septième moyen, en sa première branche, fait grief à ces dispositions d'imposer aux intermédiaires d'assurance le respect des règles de conduite, alors que les entreprises d'assurances qui distribuent un contrat via un intermédiaire d'assurances ne rentreraient pas dans le champ d'application de la loi. Ces dispositions déchargeraient ainsi les entreprises d'assurance de toute obligation de collaboration quant à l'exécution par les intermédiaires d'assurances autres que des agents liés des règles de conduite qui s'imposent à eux. Plus généralement, la réunion de l'entreprise d'assurances et de l'agent lié en un seul et même prestataire autoriserait une différence de traitement entre les intermédiaires d'assurances selon que ceux-ci sont ou non liés. Par contre, l'intermédiaire d'assurances qui agit via un sous-agent d'assurances serait considéré comme prestant un service d'intermédiation en assurances et devrait personnellement respecter les règles de conduite.



B.9.2.2. L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme l'arrêté royal de niveau 1.

L'article 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, de cet arrêté définit le « prestataire de services » comme « une entreprise d'assurances *sensu lato* ou un intermédiaire d'assurances autre qu'un agent d'assurances lié ». L'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de cet arrêté définit le « service d'intermédiation en assurances » :

« toute activité, exercée par un intermédiaire d'assurances ou par une entreprise d'assurances sans l'intervention d'un intermédiaire d'assurances, consistant à fournir des conseils sur des contrats d'assurance, à présenter ou à proposer des contrats d'assurance ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à leur conclusion ou à les conclure ou à contribuer à leur gestion et à leur exécution. ».

B.9.2.3. Le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal de niveau 1 mentionne :

« L'approche proposée dans le présent projet d'arrêté définit le vocable ' prestataire de services ' comme visant à la fois une entreprise d'assurances *sensu lato* et un intermédiaire d'assurances autre qu'un agent d'assurances lié. A noter que pour les besoins du présent arrêté, les agents d'assurances liés (c'est-à-dire les agents d'assurances qui, en vertu d'une ou plusieurs convention(s) ou procuration(s), ne peuvent agir au nom et pour le compte que d'une ou de plusieurs entreprise(s) d'assurances, si les contrats proposés dans ce cadre n'entrent pas en concurrence entre eux, et sous la responsabilité de celle(s)-ci pour les contrats d'assurance qui les concernent respectivement) sont assimilés à l'entreprise d'assurances au nom et pour compte de laquelle ils agissent. La même logique est suivie en ce qui concerne les sous-agents d'assurances dans le cadre de leurs rapports avec les intermédiaires d'assurances pour compte desquels ils agissent : ces sous-agents sont assimilés à l'intermédiaire d'assurances au nom et pour le compte duquel ils agissent (et ceci tant en ce qui concerne les sous-agents d'assurances d'agents d'assurances liés que les sous-agents d'assurances d'autres types d'intermédiaires d'assurances). Ceci ne signifie nullement que les agents d'assurances liés et/ou les sous-agents d'assurances ne sont pas tenus d'appliquer les règles de conduite visées par le présent arrêté, ni qu'ils ne peuvent, par exemple, fournir du conseil portant sur une assurance d'épargne ou d'investissement.

L'approche suivie entend préciser que, dans le cadre de l'application des règles de conduite, ces agents d'assurances liés et ces sous-agents d'assurances devront appliquer les procédures et politiques définies respectivement par l'entreprise d'assurances ou l'intermédiaire d'assurances pour le compte de laquelle/duquel ils agissent et faire usage de la documentation émise par ces entreprises ou intermédiaires d'assurances, qui restent entièrement et inconditionnellement responsables de leurs actes » (*Moniteur belge*, 7 mars 2014, Ed. 2, p. 20145).

B.9.2.4. Il ressort des travaux préparatoires de la loi cités en B.2.1 et en B.2.2 que le législateur a voulu accroître la protection des consommateurs d'assurances et créer un « *level playing field* » entre les banques et les entreprises et intermédiaires d'assurance, en imposant les règles de conduite MiFID au secteur de l'assurance. Le respect des règles de conduite est lié à la fourniture d'un contrat d'assurance. Conformément à cet objectif, les dispositions attaquées par la première branche du septième moyen visent aussi bien les entreprises d'assurances que les intermédiaires d'assurances, en opérant une différence de traitement entre les personnes visées selon qu'elles sont ou non liées, agissant ainsi ou non au nom et pour le compte d'une entreprise d'assurance ou d'un intermédiaire en assurance. Par ces dispositions, le législateur impose le respect des règles de conduite à la personne qui est en contact avec le client, pour autant qu'elle agisse en son nom propre, ce qui est le cas d'un intermédiaire d'assurances qui n'est pas un agent lié, dès lors qu'il met en relation des preneurs d'assurances et des entreprises d'assurances sans être lié par le choix de celles-ci. La différence de traitement entre les agents d'assurance liés et les intermédiaires d'assurances est raisonnablement justifiée.

Comme le relève le Conseil des ministres, les dispositions attaquées n'ont pas pour effet de dispenser les entreprises d'assurances de leur obligation de transmettre aux intermédiaires d'assurances toutes les informations correctes et nécessaires leur permettant de respecter leurs propres obligations. Toute entreprise d'assurances qui propose ses produits d'assurance via un intermédiaire d'assurances doit s'assurer que celui-ci dispose des informations nécessaires.

B.9.2.5. Le septième moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la deuxième branche du septième moyen*

B.9.3.1. Dans la deuxième branche, les parties requérantes relèvent que l'article 4, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal de niveau 1 confirmé par l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 exclut l'application de l'article 27, § 6, de la loi du 2 août 2002 pour les intermédiaires d'assurances et les entreprises d'assurances. L'article 27, § 6, autorise, dans sa version applicable aux secteurs bancaire et financier, l'« *execution order only* » qui permet de déroger à l'article 27, § 5, de la même loi qui prévoit le test du caractère approprié. Or, plusieurs produits d'investissement peuvent être distribués tant par les intermédiaires d'assurances que par les entreprises d'investissement. Il serait discriminatoire que ces dernières, contrairement aux intermédiaires d'assurances, puissent dans certaines conditions bénéficier de l'exemption de l'obligation de réaliser un test du caractère approprié. L'exemption permet une plus grande rapidité d'action vis-à-vis des demandes des clients et permet de diminuer les charges administratives. Rien ne pourrait justifier la différence de traitement et la proportionnalité de cette distinction au regard de l'objectif du législateur d'instaurer un « *level playing field* ».

B.9.3.2. L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme l'arrêté royal de niveau 1.

L'article 4 de cet arrêté dispose que l'article 27 de la loi du 2 août 2002 est applicable aux prestataires de services dans la rédaction qui suit.

Cet article 27 dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'elles offrent ou fournissent des produits ou services financiers, les entreprises réglementées veillent à agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle qui serve au mieux les intérêts de leurs clients. Lors de l'offre ou de la fourniture de services d'investissement, elles se conforment en particulier aux règles de conduite énoncées aux §§ 2 à 12.

§ 2. Lors de l'offre ou de la fourniture de produits ou services financiers, toutes les informations, y compris publicitaires, adressées par l'entreprise réglementée à des clients ou à des clients potentiels, sont correctes, claires et non trompeuses. Les informations publicitaires sont clairement identifiables en tant que telles.

§ 2bis. Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 s'appliquent également aux établissements de crédit relevant du droit d'un Etat membre de l'EEE, autorisés à exercer leurs activités en Belgique en libre prestation de services, lorsqu'ils commercialisent des comptes d'épargne sur le territoire belge.

§ 3. Des informations appropriées sont communiquées aux clients ou aux clients potentiels, sous une forme compréhensible, sur :

- l'entreprise réglementée et ses services;
- les instruments financiers et les stratégies d'investissement proposées, ce qui devrait inclure des commentaires et des mises en garde appropriés sur les risques inhérents à l'investissement dans ces instruments ou à certaines stratégies d'investissement;

- les lieux d'exécution, et
- les coûts et frais liés

pour permettre raisonnablement aux dits clients de comprendre la nature du service d'investissement et du type spécifique d'instrument financier proposé ainsi que les risques y afférents et, par conséquent, de prendre des décisions en matière d'investissement en connaissance de cause. Ces informations peuvent être fournies sous une forme standardisée.

§ 4. Lorsqu'elle fournit du conseil en investissement ou des services de gestion de portefeuille, l'entreprise réglementée se procure auprès du client ou du client potentiel les informations nécessaires concernant ses connaissances et son expérience en matière d'investissement en rapport avec le type spécifique de produit ou de service, sa situation financière et ses objectifs d'investissement, de manière à pouvoir lui recommander les services d'investissement et les instruments financiers adéquats ou de lui fournir les services de gestion de portefeuille adéquats.

Dans les cas où une entreprise réglementée fournissant un service d'investissement relevant du conseil en investissement ou de la gestion de portefeuille n'obtient pas l'information requise en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, elle s'abstient de recommander au client ou client potentiel concerne des services d'investissement ou des instruments financiers et de lui fournir des services de gestion de portefeuille.

§ 5. L'entreprise réglementée qui fournit des services d'investissement autres que ceux visés au § 4, demande au client ou au client potentiel de donner des informations sur ses connaissances et sur son expérience en matière d'investissement en rapport avec le type spécifique de produit ou de service proposé ou demandé, pour être en mesure de déterminer si le service ou le produit d'investissement envisagé est approprié pour le client.

Si l'entreprise réglementée estime, sur la base des informations reçues conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, que le produit ou le service n'est pas approprié pour le client ou le client potentiel, elle l'en avertit. Cet avertissement peut être transmis sous une forme standardisée.

Si le client ou le client potentiel choisit de ne pas fournir les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ou si les informations fournies sur ses connaissances et son expérience sont insuffisantes, l'entreprise réglementée avertit le client ou le client potentiel qu'elle ne peut pas déterminer, en raison de cette décision, si le service ou le produit envisagé est approprié pour lui. Cet avertissement peut être transmis sous une forme standardisée.

§ 6. Lorsque les entreprises réglementées fournissent des services d'investissement qui comprennent uniquement l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres de clients, avec ou sans services auxiliaires, elles peuvent fournir ces services d'investissement à leurs clients sans devoir demander les informations ni procéder à l'évaluation prévues au § 5, si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- les services mentionnés ci-dessus concernent des actions admises à la négociation sur un marché réglementé ou sur un marché équivalent d'un pays tiers, des instruments du marché monétaire, des obligations et autres titres de créances (à l'exception des obligations et autres titres de créances qui comportent un instrument dérivé), des OPCVM et d'autres instruments financiers non complexes. Par ' marché équivalent d'un pays tiers', l'on entend un marché qui figure sur la liste publiée par la Commission européenne en application de l'article 19, § 6, de la Directive 2004/39/CE;
- le service est fourni à l'initiative du client ou du client potentiel;
- le client ou le client potentiel a été clairement informé que, lors de la fourniture de ce service, l'entreprise réglementée n'est pas tenue d'évaluer si l'instrument ou le service fourni ou proposé est approprié et que par conséquent, il ne bénéficie pas de la protection correspondante des règles de conduite pertinentes; cet avertissement peut être transmis sous une forme standardisée;
- l'entreprise réglementée respecte les règles en matière de conflits d'intérêts, prévues par et en vertu de [l'article 42 de la loi du 25 avril 2014], ainsi que par et en vertu de l'article 62bis de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement.

§ 7. L'entreprise réglementée constitue un dossier incluant le ou les documents approuvés par l'entreprise et le client, où sont énoncés les droits et les obligations des parties ainsi que les autres conditions auxquelles l'entreprise fournit des services au client.

L'entreprise réglementée qui fournit un service d'investissement autre qu'un conseil en investissement à un nouveau client de détail, conclut par écrit avec ce client une convention de base, sur papier ou un autre support durable, énonçant les droits et obligations fondamentaux de l'entreprise et du client.

Les droits et les obligations des parties à la convention peuvent être incorporés par référence à d'autres documents ou textes juridiques.

Le Roi, sur avis de la FSMA, peut arrêter des règles plus précises concernant le contenu des conventions à conclure avec les clients. Ces règles ne portent pas préjudice aux droits et obligations de droit commun, étant entendu qu'elles peuvent prévoir que les conventions de gestion de portefeuille ne peuvent entraîner une diminution de la responsabilité de droit commun de l'entreprise réglementée.

§ 8. Le client doit recevoir de l'entreprise réglementée des rapports adéquats sur le service qu'elle fournit à ses clients. Ces rapports incluent, lorsqu'il y a lieu, les coûts liés aux transactions effectuées et aux services fournis pour le client.

§ 9. Dans les cas où un service d'investissement est proposé dans le cadre d'un produit financier qui est déjà soumis à d'autres dispositions de la législation communautaire ou à des normes communes européennes relatives aux établissements de crédit et aux crédits à la consommation concernant l'évaluation des risques des clients et/ou les exigences en matière d'information, ce service n'est pas en plus soumis aux obligations énoncées dans le présent article.

§ 10. Les entreprises réglementées agréées pour exécuter des ordres pour le compte de clients appliquent des procédures et des dispositions garantissant l'exécution rapide, équitable et efficace de ces ordres par rapport à d'autres ordres de clients ou à leurs propres positions de négociation.

Ces procédures ou dispositions prévoient l'exécution des ordres de clients, par ailleurs comparables, en fonction de la date de leur réception par l'entreprise réglementée.

§ 11. Le Roi, sur avis de la FSMA et après consultation ouverte, précise les règles d'exécution des règles de conduite visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 10, notamment aux fins de satisfaire aux obligations découlant des Directives 2004/39/CE et 2006/73/CE. Il peut, en particulier, prévoir des règles différentes selon qu'il s'agit de clients professionnels ou de clients de détail.

§ 12. Le Roi, sur avis de la FSMA et après consultation ouverte, peut également arrêter des règles de conduite supplémentaires en vue d'assurer la protection des investisseurs et le bon fonctionnement du marché ».

L'article 4, 4<sup>o</sup>, de cet arrêté dispose que le paragraphe 6 de cet article 27 n'est pas applicable aux prestataires de services.

B.9.3.3. Selon le Conseil des ministres, la différence de traitement se justifie par le fait que la directive 2002/92/CE impose d'identifier les exigences et les besoins du client préalablement à la conclusion de tout type de contrat d'assurances et que cette obligation est incompatible avec le régime d'« *execution order only* » par lequel un client peut souscrire un produit sans aucune intervention de la part du prestataire de services.

B.9.3.4. L'obligation d'identifier les besoins des clients est imposée tant aux intermédiaires d'assurance par l'article 12 de la directive 2002/92/CE qu'aux entreprises d'investissement par l'article 24 de la directive 2014/65/UE.

Ni le rapport au Roi, ni les travaux préparatoires de la loi attaquée, ni le Conseil des ministres ne font apparaître les raisons qui permettraient de justifier la non-application aux prestataires de services en matière d'assurances du paragraphe 6 de l'article 27 de la loi du 2 août 2002, compte tenu de l'objectif du législateur d'instaurer un « *level playing field* ».

B.9.3.5. Le septième moyen en sa deuxième branche est fondé. Il y a dès lors lieu d'annuler l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 en ce qu'il confirme l'article 4, 4°, de l'arrêté royal de niveau 1.

*En ce qui concerne la troisième branche du septième moyen*

B.9.4.1. Dans la troisième branche, les parties requérantes font valoir que l'article 350 de la loi attaquée, lu en combinaison avec l'article 4, 3°, de l'arrêté royal de niveau 1 qui adapte l'article 27, § 3, de la loi du 2 août 2002, en ce qu'il oblige de transmettre à un client « des types de contrats d'assurance proposés ainsi que leurs couvertures et conditions » ainsi que des « assurances d'épargne ou d'investissement et les stratégies d'épargne ou d'investissement proposées », lors de la fourniture d'un service d'intermédiation en assurances, impose une obligation qui serait manifestement disproportionnée au regard de l'objectif poursuivi par la loi attaquée et des spécificités de l'intermédiation en assurances. Il ne serait manifestement pas utile que le client dispose d'informations par rapport à des types de contrats qu'il n'envisage pas de conclure.

B.9.4.2. L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme l'arrêté royal de niveau 1.

L'article 4, 3°, de cet arrêté dispose que le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 2 août 2002 est applicable aux prestataires de services dans la rédaction qui suit :

« Lorsqu'il fournit un service d'intermédiation en assurances, le prestataire de services communique des informations appropriées aux clients ou clients potentiels, sous une forme compréhensible, sur :

- le prestataire de services et ses services;
- les types de contrats d'assurance proposés ainsi que leurs couvertures et conditions;
- les assurances d'épargne ou d'investissement et les stratégies d'épargne ou d'investissement proposées, ce qui devrait inclure des commentaires et des mises en garde appropriés sur les risques inhérents à l'épargne ou à l'investissement dans ces produits ou à certaines stratégies d'épargne ou d'investissement;
- les coûts et frais liés,

pour permettre raisonnablement aux dits clients de comprendre la nature du service d'intermédiation en assurances et du type spécifique de contrat d'assurance proposé ainsi que, pour ce qui concerne les assurances d'épargne ou d'investissement, les risques y afférents et, par conséquent, de décider de souscrire ou non un contrat d'assurance en connaissance de cause. Ces informations peuvent être fournies sous une forme standardisée ».

L'article 27, § 3, de la loi du 2 août 2002, dans sa version applicable aux secteurs bancaire et financier, dispose :

« Des informations appropriées sont communiquées aux clients ou aux clients potentiels, sous une forme compréhensible, sur :

- l'entreprise réglementée et ses services;
- les instruments financiers et les stratégies d'investissement proposées, ce qui devrait inclure des commentaires et des mises en garde appropriés sur les risques inhérents à l'investissement dans ces instruments ou à certaines stratégies d'investissement;
- les lieux d'exécution, et
- les coûts et frais liés

pour permettre raisonnablement aux dits clients de comprendre la nature du service d'investissement et du type spécifique d'instrument financier proposé ainsi que les risques y afférents et, par conséquent, de prendre des décisions en matière d'investissement en connaissance de cause. Ces informations peuvent être fournies sous une forme standardisée ».

B.9.4.3. Le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal de niveau 1 mentionne :

« Les modifications apportées au paragraphe 3 sont essentiellement d'ordre terminologique. Le second tiret du paragraphe 3 est quant à lui proposé afin de couvrir les contrats d'assurance autres que les assurances d'épargne ou d'investissement. Les articles 11 à 13 de l'arrêté royal du 3 juin 2007 portant les règles et modalités visant à transposer la directive concernant les marchés d'instruments financiers, tels que précisés par l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux règles de conduite et aux règles relatives à la gestion des conflits d'intérêts, fixées en vertu de la loi, en ce qui concerne le secteur des assurances précisent ce que constitue une information 'appropriée' au sens du présent paragraphe » (*Moniteur belge*, 7 mars 2014, Ed. 2, pp. 20147).

B.9.4.4. La disposition attaquée adapte l'article 27, § 3, de la loi du 2 août 2002 au secteur de l'assurance de manière à donner une information appropriée aux clients de ce secteur. Elle n'oblige pas les prestataires de services à communiquer aux clients d'emblée tous les contrats d'assurance proposés ou les assurances d'épargne ou d'investissement et les stratégies d'épargne ou d'investissement proposées, mais des informations sur les sortes de services qui pourraient être appropriés, pour permettre raisonnablement à ces clients de comprendre la nature du service d'intermédiation en assurances et du type spécifique de contrat d'assurance proposé ainsi que, pour ce qui concerne les assurances d'épargne ou d'investissement, les risques y afférents et, par conséquent, de décider de souscrire ou non un type déterminé de contrat d'assurance en connaissance de cause. Ces informations peuvent par ailleurs être fournies sous une forme standardisée.

Il ne résulte pas d'une comparaison du texte de la disposition attaquée et du texte de l'article 27, § 3, de la loi du 2 août 2002 que la disposition attaquée imposerait une obligation disproportionnée au secteur de l'assurance, compte tenu de l'objectif du législateur d'instaurer un « *level playing field* ».

B.9.4.5. Sous la réserve de l'interprétation mentionnée en B.9.4.4, le septième moyen, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la quatrième branche du septième moyen*

B.9.5.1. Dans la quatrième branche, les parties requérantes relèvent que l'article 27, § 11, de la loi du 2 août 2002, dans sa version applicable au secteur bancaire et financier, permet de catégoriser les clients selon que ceux-ci peuvent être qualifiés de « clients de détail » ou de « clients professionnels ». L'article 350 de la loi du 4 avril 2014, lu en combinaison avec l'article 4, 10°, de l'arrêté royal de niveau 1, adapte l'article 27 de la loi du 2 août 2002 aux spécificités du secteur de l'intermédiation d'assurances en supprimant, au paragraphe 11, la référence expresse à une catégorisation de la clientèle pour les intermédiaires d'assurances et les entreprises d'assurances. Le Roi considère que

cette absence de référence expresse Lui aurait imposé, lors de l'adoption de l'arrêté royal de niveau 2, de rendre inapplicable aux intermédiaires d'assurances et aux entreprises d'assurances l'article 2 de l'arrêté royal du 3 juin 2007 qui définit la notion de « client professionnel » et de supprimer toutes références à une catégorisation de la clientèle. À supposer que ce raisonnement puisse être suivi, il faut constater que la disposition attaquée étendrait le champ d'application des règles de conduite MiFID telles qu'elles étaient prévues initialement par l'article 27 de la loi du 2 août 2002 sans que cela soit justifié par les spécificités des secteurs de l'intermédiation en assurance et de l'assurance. La disposition attaquée mettrait ainsi à la charge des intermédiaires d'assurances des obligations disproportionnées à l'égard de clients disposant des connaissances, de l'expérience et des compétences requises pour prendre leurs propres décisions en matière d'assurances et évaluer correctement les risques encourus. Elle créerait en outre ainsi une discrimination entre les établissements de crédit et les entreprises d'investissement, d'une part, et les intermédiaires d'assurances et les entreprises d'assurances, d'autre part.

B.9.5.2. L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme l'arrêté royal de niveau 1.

L'article 4, 10°, de cet arrêté dispose que le paragraphe 11 de l'article 27 de la loi du 2 août 2002 est applicable aux prestataires de services dans la rédaction qui suit :

« Le Roi, sur avis de la FSMA, précise les règles d'exécution des règles de conduite visées aux §§ 1<sup>er</sup>, 2, 3 à 5, 7, alinéa 1<sup>er</sup>, et 8 ».

L'article 27, § 11, de la loi du 2 août 2002, dans sa version applicable aux secteurs bancaire et financier, dispose :

« Le Roi, sur avis de la FSMA et après consultation ouverte, précise les règles d'exécution des règles de conduite visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 10, notamment aux fins de satisfaire aux obligations découlant des Directives 2004/39/CE et 2006/73/CE. Il peut, en particulier, prévoir des règles différentes selon qu'il s'agit de clients professionnels ou de clients de détail ».

B.9.5.3. Le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal de niveau 1 mentionne :

« Le 10° précise la portée de l'habilitation au Roi figurant au paragraphe 11 de l'article 27 précité dans le cadre de l'application des règles de conduite dites ' MiFID ' aux entreprises d'assurances et aux intermédiaires d'assurances » (*Moniteur belge*, 7 mars 2014, Ed. 2, p. 20148).

B.9.5.4. Selon le Conseil des ministres, la catégorisation des clients n'a pas été étendue au secteur des assurances pour les raisons suivantes : ce régime entraîne une charge administrative importante; l'expérience de l'application des règles MiFID dans le secteur des banques et des entreprises d'investissement a montré que bon nombre de clients étaient des clients de détail et qu'on évolue vers une extension des règles aux clients professionnels; la proposition de directive IMD II conserve cette différence mais n'en tire des conséquences que sur le plan des obligations d'information; la loi du 4 avril 2014 a adopté une autre catégorisation reposant sur la notion de « grands risques »; la réassurance est exclue du champ d'application de la réglementation.

B.9.5.5. Ni le rapport au Roi, ni les raisons invoquées par le Conseil des ministres ne permettent de justifier la différence de traitement critiquée par les parties requérantes. Dès lors que l'objectif du législateur est d'instaurer un « *level playing field* » entre les banques et les entreprises et intermédiaires d'assurances en étendant au secteur des assurances les règles de conduite imposées au secteur financier tout en les adaptant au secteur des assurances, il n'est pas raisonnablement justifié de ne pas permettre au Roi de prévoir des règles différentes selon qu'il s'agit de clients professionnels ou de clients de détail pour le secteur des assurances, alors qu'il peut le faire pour le secteur financier. Cette mesure va au-delà de l'objectif poursuivi.

B.9.5.6. Le septième moyen, en sa quatrième branche, est fondé. Il y a dès lors lieu d'annuler l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 en ce qu'il confirme l'article 4, 10°, de l'arrêté royal de niveau 1, en ce que cet article ne permet pas au Roi de prévoir des règles différentes selon qu'il s'agit de clients professionnels ou de clients de détail.

*En ce qui concerne la cinquième branche du septième moyen*

B.9.6.1. Dans la cinquième branche, les parties requérantes font valoir que l'article 350 de la loi attaquée, lu en combinaison avec l'article 4, 8°, de l'arrêté royal de niveau 1, délègue des compétences à l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) qui portent sur des compétences réservées au législateur ou à tout le moins au Roi et qui dépassent la fixation de points d'ordre technique au sens de l'article 64 de la loi du 2 août 2002 en l'autorisant à définir les coûts qui doivent être repris dans les rapports. La disposition autorise la FSMA à préciser « le contenu et la forme » des rapports visés. Elle est donc autorisée, notamment, à définir ce qu'il y a lieu d'entendre par la notion de « coûts ». C'est d'ailleurs en ce sens que l'article 27, § 8, de la loi du 2 août 2002 a été exécuté par l'arrêté royal du 3 juin 2007 dans sa version adaptée au secteur de l'intermédiation en assurances (article 13 de l'arrêté royal de niveau 2). Conformément au principe d'égalité et de non-discrimination, et à celui de proportionnalité et compte tenu de l'objectif de « *level playing field* » poursuivi, la notion de « coûts » devrait nécessairement recouvrir la prime de risque, tous les frais exposés par le prestataire et les taxes relatives au produit d'assurance. La transparence imposerait en outre que ces coûts soient présentés sous l'angle de cette triple répartition pour l'ensemble des prestataires.

B.9.6.2. Comme il est dit en B.3.2.2, l'article 23, alinéas 2 et 3, 1°, de la Constitution n'est pas d'application en l'espèce.

La Cour examine dès lors la cinquième branche du septième moyen uniquement au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 33, 105 et 108 de la Constitution et avec le principe de la séparation des pouvoirs.

B.9.6.3. L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme l'arrêté royal de niveau 1.

L'article 4, 8°, de cet arrêté dispose que l'article 27 de la loi du 2 août 2002 est applicable aux prestataires de services dans la rédaction qui suit :

« 8° le paragraphe 8 doit se lire comme suit :

' § 8. Le client doit recevoir du prestataire de services des rapports adéquats sur, selon les cas, le service d'intermédiation en assurances que le prestataire lui fournit ou les contrats d'assurance que le client a souscrit auprès de ce prestataire. Ces rapports incluent, lorsqu'il y a lieu, les coûts liés aux services d'intermédiation en assurances fournis aux clients ou aux contrats d'assurance souscrits par les clients. La FSMA peut, par voie de règlement pris en exécution des articles 49, § 3, et 64, de la loi, préciser le contenu et la forme de ces rapports ainsi que leurs modalités de transmission. ' ».

L'article 27, § 8, de la loi du 2 août 2002, dans sa version applicable aux secteurs bancaire et financier, dispose :

« Le client doit recevoir de l'entreprise réglementée des rapports adéquats sur le service qu'elle fournit à ses clients. Ces rapports incluent, lorsqu'il y a lieu, les coûts liés aux transactions effectuées et aux services fournis pour le client ».

L'article 49, §§ 1<sup>er</sup> à 3, de la loi du 2 août 2002 dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Le comité de direction assure l'administration et la gestion de la FSMA et détermine l'orientation de sa politique. Il nomme et révoque les membres du personnel et fixe leur traitement ainsi que tous autres avantages. Il statue dans toutes les matières qui ne sont pas expressément réservées par la loi à un autre organe.

§ 2. Le comité de direction fixe les orientations et les priorités générales en matière de politique de surveillance, établit un plan d'action annuel en matière de contrôle et arrête les mesures qui peuvent être prises à l'égard de chacun des secteurs soumis à la surveillance de la FSMA.

§ 3. Sur avis du conseil de surveillance, le comité de direction arrête les règlements visés à l'article 64. Le comité de direction fixe, dans des circulaires, recommandations ou règles de conduite, toutes mesures afférentes à l'application des dispositions légales ou réglementaires dont la FSMA contrôle l'application ».

L'article 64 de la loi du 2 août 2002 dispose :

« Dans les domaines relevant de ses compétences, la FSMA peut prendre des règlements complétant les dispositions légales ou réglementaires concernées sur des points d'ordre technique. Les règlements sont arrêtés conformément à l'article 49, § 3.

Sans préjudice de la consultation prévue dans d'autres lois ou règlements, la FSMA peut, conformément à la procédure de consultation ouverte, exposer le contenu de tout règlement qu'elle envisage de prendre dans une note consultative et publier celle-ci sur son site web en vue de recueillir les commentaires éventuels des parties intéressées.

Les règlements de la FSMA ne sortent leurs effets qu'après leur approbation par le Roi et leur publication au *Moniteur belge*. Le Roi peut apporter des modifications à ces règlements ou suppléer à la carence de la FSMA d'établir ces règlements ».

B.9.6.4. Les articles 33, 105 et 108 de la Constitution ne s'opposent pas à ce que, dans une matière technique déterminée, le législateur confie des compétences exécutives spécifiques à une autorité administrative autonome soumise tant au contrôle juridictionnel qu'au contrôle parlementaire et n'interdisent pas au législateur d'accorder des délégations à un organe exécutif, pour autant qu'elles portent sur l'exécution de mesures dont le législateur compétent a déterminé l'objet, en particulier dans les matières techniques et complexes.

B.9.6.5. La FSMA est une autorité administrative qui dispose d'une large autonomie qui n'est pas compatible avec la soumission de cette autorité à un contrôle hiérarchique ou à une tutelle administrative et dont le statut et les missions sont fixés par le chapitre III de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers. L'article 44 de cette loi dispose qu'elle est un organisme autonome ayant la personnalité juridique et l'article 45 précise les missions qui lui sont confiées. Le pouvoir réglementaire qui lui est confié par la disposition attaquée s'inscrit dans le prolongement du pouvoir qui lui est confié par l'article 64 de cette loi. Conformément à l'alinéa 3 de cette disposition, à laquelle se réfère expressément la disposition attaquée, « les règlements de la FSMA ne sortent leurs effets qu'après leur approbation par le Roi et leur publication au *Moniteur belge* ». Le Roi peut, en outre, apporter des modifications à ces règlements ou suppléer à la carence de la FSMA d'établir ces règlements. Les règlements de la FSMA font ainsi l'objet d'un contrôle de la part d'une autorité politiquement responsable devant les Chambres. Par ailleurs, l'article 65 de cette loi dispose que la FSMA publie chaque année un rapport sur ses activités et le transmet aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat et que le président de la FSMA, ou le cas échéant le comité de direction de la FSMA dans son ensemble, est entendu chaque année par la commission compétente de la Chambre des représentants dans le mois qui suit la publication du rapport sur les activités de la FSMA. Le président de la FSMA, ou le cas échéant le comité de direction de la FSMA dans son ensemble, peut, en outre, être entendu par les commissions compétentes de la Chambre des représentants et du Sénat, à la demande de celles-ci ou de sa propre initiative.

B.9.6.6. Les règlements de la FSMA approuvés par le Roi peuvent faire l'objet d'un contrôle juridictionnel par le Conseil d'Etat.

Il ressort de la jurisprudence du Conseil d'Etat qu'il procède à un contrôle juridictionnel approfondi, tant au regard de la loi qu'au regard des principes généraux du droit.

Les personnes soumises à un règlement édicté par la FSMA disposent donc, devant le Conseil d'Etat, d'un recours effectif devant une juridiction indépendante et impartiale.

B.9.6.7. Le législateur a réglé les missions et le fonctionnement de la FSMA. Il a prévu un contrôle politique et parlementaire sur les règlements de la FSMA.

B.9.6.8. En autorisant la FSMA à préciser, par voie de règlement pris en exécution des articles 49, § 3, et 64 de la loi, le contenu et la forme des rapports visés par l'article 4, 8<sup>o</sup>, de l'arrêté royal de niveau 1, ainsi que leurs modalités de transmission, le législateur a suffisamment défini, dans une matière technique qui justifie de faire appel à l'autorité administrative concernée, l'objet de l'habilitation législative et il n'a pas, par ailleurs, délégué des éléments essentiels de l'exercice d'une activité professionnelle. En outre, l'article 64, alinéa 3, de la loi du 2 août 2002 soumet les règlements de la FSMA à l'approbation du Roi. Les articles 10 et 11, lus isolément ou en combinaison avec les articles 33, 105 et 108 de la Constitution et avec le principe de la séparation des pouvoirs, ne sont pas violés.

B.9.6.9. Le septième moyen, en sa cinquième branche, n'est pas fondé.

*Quant au huitième moyen*

B.10.1. Le huitième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution. Les parties requérantes reprochent à l'article 350 de la loi attaquée de confirmer l'arrêté royal n° 3 dont l'article 10 prévoit l'insertion d'un nouvel article 12octies dans la loi du 27 mars 1995. Conformément à l'article 347 de la loi du 4 avril 2014, cette disposition est abrogée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014; l'article 279 de la loi du 4 avril 2014 reprend cependant une disposition identique. Les parties requérantes relèvent qu'il ressort de l'article 12octies, § 1<sup>er</sup>, tel qu'il est inséré par l'article 10 de l'arrêté royal n° 3, et de l'article 279, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 4 avril 2014 que les entreprises d'assurances ne doivent assumer la responsabilité de toute action ou omission exécutée par les agents d'assurances qui leur sont liés que dans la mesure où cette action ou omission concerne les règles de conduite visées par cette loi, l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 1 ou l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 2 et que cet article précise en outre que « Toutefois l'agent d'assurances lié reste également responsable en cas de manquement manifeste ». Or, de telles limitations ne sont pas prévues par l'article 12octies, § 2, tel qu'inséré par l'article 10 de l'arrêté royal n° 3 et par l'article 279, § 2, de la loi du 4 avril 2014 pour les agents d'assurances et les courtiers d'assurances lorsqu'ils collaborent avec un sous-agent d'assurances. Il faudrait donc en déduire que les intermédiaires d'assurances sont tenus, en toutes hypothèses, des actions ou omissions des sous-agents d'assurances avec lesquels ils collaborent et que ces sous-agents d'assurances ne sont pas responsables de leurs manquements manifestes. Les intermédiaires d'assurances se verraient donc soumis à une plus lourde responsabilité que les entreprises d'assurances, bien qu'ils se trouvent dans une situation identique. Rien ne justifierait une telle discrimination. Par ailleurs, les entreprises d'assurances ne doivent assumer la responsabilité des actions ou omissions des agents d'assurances avec lesquels ils travaillent que dans l'hypothèse où ceux-ci leur sont liés, alors que les intermédiaires d'assurances doivent assumer la responsabilité de tous les sous-agents d'assurances qui travailleraient pour eux. A nouveau, ils seraient soumis à une plus lourde responsabilité que les entreprises d'assurances bien qu'ils se trouvent dans une situation identique.

B.10.2. L'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme, avec effet à la date de son entrée en vigueur, l'arrêté royal n° 3.

Conformément à son article 11, cet arrêté royal est entré en vigueur le 30 avril 2014.

L'article 10 de cet arrêté royal dispose :

« Dans la section 6 [de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et en réassurances et à la distribution d'assurances] insérée par l'article 9, il est inséré un article 12octies rédigé comme suit :

' Art. 12octies. § 1<sup>er</sup>. Les entreprises d'assurances qui collaborent avec des agents d'assurances liés assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par ces agents d'assurances liés lorsqu'ils agissent en leur nom et pour leur compte, dans la mesure où cette action ou omission concerne les règles de conduite visées par la présente loi, l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 1 ou l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 2. Toutefois l'agent d'assurances lié reste également responsable en cas de manquement manifeste.

Les entreprises d'assurances veillent à ce que les agents d'assurances liés avec lesquels elles collaborent indiquent en quelle qualité ils agissent avant de traiter avec un client.

Les entreprises d'assurances sont tenues de contrôler les activités des agents d'assurances liés avec lesquels elles collaborent.

§ 2. Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances qui collaborent avec des sous-agents d'assurances assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par ces sous-agents d'assurances lorsqu'ils agissent pour leur compte.

Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances veillent à ce que les sous-agents d'assurances avec lesquels ils collaborent indiquent en quelle qualité ils agissent avant de traiter avec un client.

Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances sont tenus de contrôler les activités des sous-agents d'assurances avec lesquels ils collaborent. ' ».

Conformément à l'article 347 de la loi du 4 avril 2014, la loi du 27 mars 1995 est abrogée. En application de son article 352, la loi du 4 avril 2014 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

L'article 279 de la loi du 4 avril 2014 dispose :

« § 1<sup>er</sup>. Les entreprises d'assurances qui collaborent avec des agents d'assurances liés assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par ces agents d'assurances liés lorsqu'ils agissent en leur nom et pour leur compte, dans la mesure où cette action ou omission concerne les règles de conduite visées par la présente partie, l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 1 ou l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 2. Toutefois l'agent d'assurances lié reste également responsable en cas de manquement manifeste.

Les entreprises d'assurances veillent à ce que les agents d'assurances liés avec lesquels elles collaborent indiquent en quelle qualité ils agissent avant de traiter avec un client.

Les entreprises d'assurances sont tenues de contrôler les activités des agents d'assurances liés avec lesquels elles collaborent.

§ 2. Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances qui collaborent avec des sous-agents d'assurances assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par ces sous-agents d'assurances lorsqu'ils agissent pour leur compte.

Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances veillent à ce que les sous-agents d'assurances avec lesquels ils collaborent indiquent en quelle qualité ils agissent avant de traiter avec un client.

Les agents d'assurances et les courtiers d'assurances sont tenus de contrôler les activités des sous-agents d'assurances avec lesquels ils collaborent ».

B.10.3. La Cour doit examiner la compatibilité de l'article 350 de la loi attaquée, comme il est précisé en B.10.2, pour la période qui va du 30 avril 2014 au 1<sup>er</sup> novembre 2014 et de l'article 279 de la loi attaquée pour la période postérieure au 1<sup>er</sup> novembre 2014 en ce que ces dispositions limitent expressément la responsabilité des entreprises d'assurances aux actions et omissions, commises par les agents d'assurances qui leur sont liés, en ce qui concerne les règles de conduite visées à l'article 279, § 1<sup>er</sup>, de la loi attaquée qui précisent que l'agent d'assurances lié reste également responsable en cas de manquement manifeste, alors que les agents d'assurances et les courtiers d'assurances qui collaborent avec des sous-agents d'assurances assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par ces sous-agents d'assurances lorsqu'ils agissent pour leur compte et que ces sous-agents d'assurances ne sont pas responsables de leurs manquements manifestes.

B.10.4. L'article 257 de la loi du 4 avril 2014 dispose :

« Pour l'application de la présente partie, il y a lieu d'entendre par :

[...]

2° ' courtier d'assurances ' : l'intermédiaire d'assurances ou de réassurance qui met en relation des preneurs d'assurance et des entreprises d'assurances, ou des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurance, sans être lié par le choix de celles-ci;

3° ' agent d'assurances ' : l'intermédiaire d'assurances ou de réassurance qui, en raison d'une ou plusieurs conventions ou procurations, au nom et pour le compte d'une seule ou de plusieurs entreprises d'assurances ou de réassurance, exerce des activités d'intermédiation en assurances ou en réassurance;

4° ' sous-agent d'assurances ' : l'intermédiaire d'assurances ou de réassurance, autre que celui visé aux points 2° et 3°, qui agit sous la responsabilité des personnes visées aux points 2° et 3°;

5° ' agent d'assurances lié ' : l'agent d'assurances qui, en raison d'une ou plusieurs convention(s) ou procuration(s), ne peut exercer une activité d'intermédiation en assurance, au nom et pour le compte, que :

- d'une seule entreprise d'assurances; ou

- de plusieurs entreprises d'assurances pour autant que les contrats d'assurance de ces entreprises n'entrent pas en concurrence entre eux;

et agit sous l'entière responsabilité de celle(s)-ci pour les contrats d'assurances qui les concernent respectivement.

[...] ».

Des définitions identiques étaient prévues par l'article 1<sup>er</sup>, 6° à 8bis°, de la loi du 27 mars 1995, tel qu'il avait été modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 3, loi abrogée par l'article 347 de la loi du 4 avril 2014.

B.10.5. Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal n° 3 mentionne :

« L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté apporte les modifications suivantes à l'article 1<sup>er</sup> de la loi :

Le 1° complète la définition d'intermédiation en assurances visée à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi afin de préciser que cette notion recouvre également le fait de fournir des conseils sur des contrats d'assurance.

Le 2° insère la définition d'agent d'assurances lié au point 8bis de l'article 1<sup>er</sup> de la loi. Cette définition est rendue nécessaire par l'insertion d'un nouvel article 12octies dans la loi. Ce nouvel article, inséré par l'article 11 du présent projet d'arrêté, précise notamment qui de l'entreprise d'assurances ou de son agent d'assurances lié doit définir les mesures nécessaires (et veiller à leur application) pour assurer le respect des obligations prévues par et en vertu de cette loi. L'agent d'assurances lié est un agent d'assurances qui a conclu une ou plusieurs convention(s) ou procuration(s) avec une ou plusieurs entreprise(s) d'assurance(s) en vertu de laquelle/desquelles il n'est autorisé à agir qu'au nom et pour le compte de cette/ces entreprise(s) et sous sa/leur responsabilité pour les contrats d'assurance qui les concernent respectivement. L'agent d'assurances lié n'est contractuellement autorisé à agir au nom et pour le compte de plusieurs entreprises d'assurances que dans la mesure où les contrats d'assurance de ces entreprises ne sont pas concurrents entre eux. À cet égard, l'absence d'une mention expresse concernant cette exclusivité dans la convention ou procuration écrite ne suffit pas à conclure que l'agent d'assurances n'est pas lié si tel n'est pas le cas en pratique. En effet, la convention écrite entre parties doit refléter la réalité des conditions de la collaboration. Dans le groupe d'activités 'vie', l'ensemble des contrats d'assurance qui répondent aux définitions des assurances d'épargne ou d'investissement seront considérés comme concurrents. Il en va de même des contrats d'assurance relevant du groupe d'activités 'vie' autres que ceux qui répondent aux définitions des assurances d'épargne ou d'investissement. Dans le groupe d'activités 'non-vie', les contrats d'assurance appartenant à une même branche d'activité seront considérés comme concurrents. Concrètement un agent d'assurances lié pourrait donc proposer les assurances d'épargne d'une entreprise d'assurances ainsi que, dans le groupe d'activités 'non-vie', les contrats d'assurance relevant de la branche 'incendie' d'une seconde entreprise d'assurances et les contrats d'assurance relevant de la branche 'maladie' d'une troisième entreprise d'assurances. Toutefois, deux contrats d'assurance ne sont pas considérés comme concurrents entre eux lorsqu'ils couvrent des risques relevant d'une même branche, pour autant que pour un de ces contrats, le risque ainsi couvert soit accessoire à un risque principal au sens de l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances. En pratique cela signifie par exemple, qu'un agent d'assurances lié pourrait proposer les assurances RC automobile comportant également une couverture 'assistance' accessoire d'une entreprise d'assurances déterminée et les assurances assistance d'une autre entreprise d'assurances.

Par ailleurs, il importe de préciser qu'un agent d'assurances pourrait être 'lié' pour certains contrats d'assurance et agir, pour ces derniers, sous la responsabilité d'une ou plusieurs entreprises d'assurances (ces contrats étant non concurrents entre eux), et non 'lié' pour d'autres. En ce qui concerne ces derniers, l'agent d'assurances agirait sous sa propre responsabilité » (*Moniteur belge*, 7 mars 2014, Ed. 2, p. 20134).

Ce rapport au Roi précise par ailleurs :

« L'article 10 insère dans la loi un article 12octies. Le paragraphe 1<sup>er</sup> de cette disposition précise que les entreprises d'assurances assument la responsabilité entière et inconditionnelle de toute action effectuée ou de toute omission commise par leurs agents d'assurances liés lorsqu'ils agissent en leur nom et pour leur compte, pour autant que cette action ou omission soit liée au respect des règles de conduite prévues par la présente loi, par l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 1 et/ou par l'arrêté royal relatif aux règles de conduite de niveau 2. Il est toutefois précisé que l'agent d'assurances lié reste également responsable en cas de manquement manifeste. Il est également précisé que tout agent d'assurances lié doit indiquer aux clients, avant de traiter avec eux, en quelle qualité il agit. Enfin, l'alinéa 3 de cette disposition énonce l'obligation de contrôle pesant sur les entreprises d'assurances eu égard aux activités de leurs agents d'assurances liés.

Les courtiers d'assurances et les agents d'assurances autres que les agents d'assurances liés, restent quant à eux pleinement responsable du respect des règles de conduite susvisées.

Le paragraphe 2 de l'article 12octies concerne l'application du régime de responsabilité aux intermédiaires d'assurances dans les rapports qu'ils nouent avec les sous-agents d'assurances qui agissent pour leur compte. Ce paragraphe précise que l'agent d'assurances et le courtier d'assurances assument la pleine et entière responsabilité des actes et omissions de leurs sous-agents d'assurances. La lecture combinée de ce paragraphe et du paragraphe premier de l'article 12octies aboutit à rendre responsable l'entreprise d'assurances de la méconnaissance d'une ou plusieurs règle(s) de conduite par un sous-agent d'assurances agissant pour le compte de l'agent d'assurances lié de cette entreprise d'assurances » (*Moniteur belge*, 7 mars 2014, Ed. 2, p. 20137).

B.10.6. Par les dispositions attaquées, le législateur a visé de manière spécifique les entreprises d'assurances qui collaborent avec des agents d'assurances liés et rendu ces entreprises responsables de la mise en œuvre cohérente des règles de conduite, dès lors que les agents liés agissent au nom et pour le compte de ces entreprises et sont tenus de suivre les procédures mises en place par l'entreprise en vue du respect des règles de conduite. Ce régime de responsabilité ne porte pas préjudice au régime de responsabilité prévu en droit commun et ne dispense pas l'agent d'assurances lié de l'obligation de respecter les règles de conduite. Le § 1<sup>er</sup> des dispositions attaquées consacre d'ailleurs expressément la responsabilité des agents liés qui commettent un manquement manifeste. Le § 2 des dispositions attaquées ne prévoit pas de disposition spécifique destinée à assurer le respect des règles de conduite dans les rapports avec les sous-agents d'assurances, mais rappelle le régime de responsabilité propre aux relations entre les agents d'assurances et les courtiers qui collaborent avec des sous-agents d'assurance. Par les dispositions attaquées, le législateur a donc rapproché le régime de responsabilité des agents liés de ce régime de responsabilité. Le fait que le § 2 des dispositions attaquées n'a pas repris expressément la règle selon laquelle le sous-agent d'assurances « reste également responsable en cas de manquement manifeste » ne fait pas obstacle à l'application des règles de droit commun en matière de responsabilité. L'objectif des dispositions n'est pas de supprimer le recours du client envers le sous-agent d'assurances ou l'agent d'assurances lié mais de lui ouvrir un recours supplémentaire contre l'intermédiaire d'assurances ou l'entreprise d'assurances. Le législateur n'était donc pas tenu de rappeler expressément la règle de la responsabilité personnelle du sous-agent d'assurances conformément au droit commun.

B.10.7. Le huitième moyen n'est pas fondé.

*Quant au neuvième moyen*

B.11.1. Le neuvième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec le principe de sécurité juridique et avec celui de légitime confiance. Selon les parties requérantes, l'article 352 de la loi du 4 avril 2014 qui prévoit que la loi entre en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2014 ne permet pas aux intermédiaires d'assurances de se préparer raisonnablement à leurs nouvelles obligations (première branche) et est discriminatoire compte tenu de la période d'adaptation aux règles MiFID accordée aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement qui a été plus longue (à tout le moins un an et trois mois) (seconde branche).

B.11.2. L'article 352 de la loi du 4 avril 2014 dispose :

« La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de six mois prenant cours le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*, sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée conformément à l'article 353.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 334 et 335 entrent en vigueur le dixième jour qui suit celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, l'article 350 entre en vigueur le lendemain de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* et l'article 351 entre en vigueur le 30 avril 2014 ».

La loi du 4 avril 2014 a été publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2014 et est donc entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014, sauf dans les cas visés par l'article 352.

B.11.3. Par son arrêt n° 86/2015, la Cour a annulé l'article 9 de la loi du 21 décembre 2013 « portant insertion du Livre VI ' Pratiques du marché et protection du consommateur ' dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au Livre VI, et des dispositions d'application de la loi propres au Livre VI, dans les Livres Ier et XV du Code de droit économique » et l'article 69, alinéa 3, de la loi du 30 juillet 2013 « visant à renforcer la protection des utilisateurs de produits et services financiers ainsi que les compétences de l'Autorité des services et marchés financiers, et portant des dispositions diverses (I) », dans la mesure où ces dispositions font entrer en vigueur les articles 7, 19 et 60 de cette loi à une date antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2015.

Par cet arrêt, la Cour a jugé :

« B.4.3. L'article 9 de la loi du 21 décembre 2013 cité en B.1.4 reporte au 30 avril 2014 l'entrée en vigueur des articles 7, 19 et 60 de la loi du 30 juillet 2013, initialement fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2014, en application de l'article 69 de la loi du 30 juillet 2013.

B.4.4. Il ressort des travaux préparatoires de cette disposition que ce report est justifié par la nécessité de donner au secteur concerné la possibilité de se préparer à la mise en œuvre des règles nouvelles :

' Au vu de la technicité de la matière, il paraît toutefois souhaitable de prévoir un délai raisonnable entre la publication de la loi du 30 juillet 2013 précitée (notamment le 30 août 2013) et l'entrée en vigueur des règles susvisées en vue de permettre au secteur de se préparer à la mise en œuvre de ces règles. Le même raisonnement vaut également à l'égard des intermédiaires en services bancaires et en services d'investissement.

Afin d'éviter que le secteur concerné ne dispose pas du temps suffisant pour se conformer à la nouvelle réglementation, la date d'entrée en vigueur des articles concernés, telle que réglée à l'article 69 de la loi du 30 juillet 2013, doit être adaptée d'urgence ' (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, DOC 53-3018/002, p. 2).

B.4.5. Il ressort par ailleurs des travaux préparatoires de la loi du 30 juillet 2013 mentionnés en B.3.2.2 que le législateur a lié l'application de principe des règles de conduite aux entreprises et intermédiaires d'assurance aux dérogations et adaptations que le Roi est habilité à prévoir.

B.4.6. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et il n'est pas tenu, en principe, de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si le régime transitoire ou l'absence d'un tel régime entraîne une différence de traitement non susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie déterminée de personnes sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire établi à leur profit.

Le principe de confiance est étroitement lié au principe de sécurité juridique, également invoqué par les parties requérantes, qui interdit au législateur de porter atteinte sans justification objective et raisonnable à l'intérêt que possèdent les sujets de droit d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

B.4.7. Comme il est dit en B.3.2.3, les arrêtés royaux qui devaient être pris en exécution des articles 7, 19 et 60 de la loi du 30 juillet 2013 datent du 21 février 2014 et ont été publiés au *Moniteur belge* le 7 mars 2014. En application de ces articles 7, 19 et 60, deux de ces arrêtés ont été confirmés par l'article 350 de la loi du 4 avril 2014, publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2014.

Même si l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 précise que les arrêtés royaux confirmés le sont à la date de leur entrée en vigueur respective, soit le 30 avril 2014, le délai accordé aux intermédiaires d'assurances pour s'adapter aux règles de conduite qui résultent de ces arrêtés royaux, publiés au *Moniteur belge* du 7 mars 2014, et de la loi de confirmation, publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2014, est insuffisant. Le ministre a certes souligné lors de l'élaboration de la loi du 30 juillet 2013 que ' le secteur des assurances sait donc déjà depuis longtemps que les règles de conduite existantes qui s'appliquent aux établissements de crédit, aux entreprises d'investissement et à leurs agents peuvent être étendues au secteur des assurances ' (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, DOC 53-2872/004, p. 23). Une connaissance de l'intention du législateur ne peut cependant compenser l'absence de délai pour s'adapter à des règles de conduite dont le caractère est contraignant et peut engager la responsabilité des intermédiaires d'assurances puisque l'article 64 de la loi du 30 juillet 2013 insère dans le chapitre II, section 7, sous-section 3, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers un article 30ter qui dispose, dans son paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> :

' Sans préjudice du droit commun et nonobstant toute stipulation contraire défavorable à l'utilisateur de produits et services financiers, au cas où une personne visée à l'alinéa 2 commet, à l'occasion d'une opération financière définie au paragraphe 2, un manquement à une ou plusieurs dispositions énumérées au paragraphe 3 et que l'utilisateur de produits ou services financiers concerné subit un dommage suite à celle-ci, l'opération concernée est, sauf preuve contraire, présumée résulter du manquement '.

Selon les paragraphes 3 et 4 de cet article 30ter, la violation de règles de conduite peut entraîner la mise en œuvre de la présomption établie au paragraphe 1<sup>er</sup>.

En raison du caractère contraignant des règles de conduite, ne peuvent davantage être admis les arguments du Conseil des ministres qui justifient le caractère raisonnable du délai par le fait que le secteur a été consulté lors de l'élaboration des règles de conduite et pouvait dès lors s'adapter anticipativement. Il en va de même de l'argument fondé sur une éventuelle souplesse de la FSMA ou des juridictions dans l'application des règles de conduite. Il porte, en effet, atteinte au caractère obligatoire des règles édictées et démontre en outre la nécessité d'une période d'adaptation plus longue.

B.4.8. Le deuxième moyen, en sa première branche, est dès lors fondé. L'article 9 de la loi du 21 décembre 2013 ' portant insertion du titre VI " Pratiques du marché et protection du consommateur " dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre VI, et des dispositions d'application de la loi propres au livre VI, dans les Livres Ier et XV du Code de droit économique ' doit être annulé. Il y a lieu, par identité de motifs, d'annuler également l'article 69, alinéa 3, de la loi du 30 juillet 2013 en ce qu'il fixait au 1<sup>er</sup> janvier 2014 l'entrée en vigueur des articles 7, 19 et 60 de cette loi.

Par conséquent, ces dispositions doivent être annulées dans la mesure où elles font entrer en vigueur les articles 7, 19 et 60 de la loi du 30 juillet 2013 à une date antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2015.

B.4.9. En sa seconde branche, le deuxième moyen fait valoir que le délai d'adaptation accordé aux intermédiaires d'assurances est discriminatoire ou à tout le moins disproportionné dès lors que les entreprises d'investissement et les établissements de crédit ont bénéficié d'un délai largement supérieur pour se préparer à l'entrée en vigueur des règles MiFID.

B.4.10. Le deuxième moyen, en sa seconde branche, qui ne peut conduire à une annulation plus étendue, ne doit dès lors pas être examiné ».

B.11.4.1. A la suite de l'annulation décidée par la Cour dans son arrêt n° 86/2015, les articles 7, 19 et 60 de la loi du 30 juillet 2013, qui entraînent en vigueur le 30 avril 2014, ne sont entrés en vigueur que le 1<sup>er</sup> mai 2015, de manière à permettre aux intermédiaires d'assurances de s'adapter aux règles de conduite qui résultent des arrêtés royaux et de la loi de confirmation.



B.11.4.2. Avant son abrogation par l'article 347 de la loi du 4 avril 2014, qui abroge la loi du 27 mars 1995 à dater du 1<sup>er</sup> novembre 2014, conformément à l'article 352 de la loi, l'article 12<sup>sexies</sup> de la loi du 27 mars 1995, inséré par l'article 7 de la loi du 30 juillet 2013, disposait :

« § 1<sup>er</sup>. Les intermédiaires d'assurances doivent agir d'une manière honnête, équitable et professionnelle servant au mieux les intérêts de leurs clients. Les informations qu'ils fournissent doivent être correctes, claires et non trompeuses.

Les intermédiaires d'assurances doivent, dans leur activité d'intermédiation, respecter les règles de conduite applicables aux entreprises d'assurances. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la FSMA, le Roi peut, pour l'ensemble des catégories d'intermédiaires d'assurances ou certaines d'entre elles, prévoir une version adaptée de ces règles de conduite ou déclarer certaines de ces règles en tout ou en partie non applicables, afin de tenir compte des particularités de leur rôle.

§ 2. Les intermédiaires d'assurances ne font porter leur activité d'intermédiation que sur des contrats d'assurance dont eux-mêmes, leurs responsables de la distribution, et les personnes visées à l'article 3, alinéa 2, qu'ils occupent, connaissent et sont capables d'expliquer aux clients les caractéristiques essentielles.

Les entreprises d'assurances n'offrent de souscrire que des contrats d'assurance dont leurs responsables de la distribution et les personnes visées à l'article 2, § 3, alinéa 2, qu'elles occupent, connaissent et sont capables d'expliquer aux clients les caractéristiques essentielles.

§ 3. Sans préjudice des dispositions des articles 26 et 27 de la loi du 2 août 2002, le Roi est habilité à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la FSMA, en exécution des §§ 1<sup>er</sup> et 2, des règles de conduite et des règles visant à prévenir les conflits d'intérêts, que les intermédiaires d'assurances doivent respecter.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, pris sur avis de la FSMA, modifier, compléter, remplacer ou abroger les autres dispositions de la présente loi afin d'en aligner le contenu sur les règles de conduite visées au présent article et d'en assurer la cohérence avec ces règles. Les arrêtés pris en vertu de cette habilitation sont abrogés de plein droit s'ils n'ont pas été confirmés par la loi dans les douze mois qui suivent leur publication au *Moniteur belge* ».

B.11.4.3. Les dispositions inscrites à l'article 12<sup>sexies</sup> de la loi du 27 mars 1995 sont désormais inscrites à l'article 277 de la loi du 4 avril 2014, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014, conformément à l'article 352 de la loi.

B.11.4.4. Pour permettre aux intermédiaires d'assurances de s'adapter aux règles de conduite qui résultent des arrêtés royaux et de la loi de confirmation, il y a lieu d'annuler l'article 352 de la loi du 4 avril 2014 dans la mesure où il fait entrer en vigueur l'article 277 de la loi du 4 avril 2014 à une date antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2015. Le neuvième moyen dans sa première branche est, dans cette mesure, fondé.

B.11.5. Dans leur mémoire complémentaire, les parties requérantes demandent également à la Cour d'annuler l'article 352 de la loi du 4 avril 2014 en ce qu'il fixe l'entrée en vigueur des articles 273, § 3, 279 et 350 de la loi du 4 avril 2014.

L'article 273, § 3, de la loi du 4 avril 2014 reproduit la disposition prévue par le paragraphe 3 de l'article 12<sup>bis</sup> de la loi du 27 mars 1995, comme il est dit en B.7.2, tel qu'il a été remplacé par l'article 4, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 3. Cet article 12<sup>bis</sup>, § 3, dispose :

« Avant la conclusion d'un contrat d'assurance spécifique, l'intermédiaire d'assurances détermine, en particulier sur la base des informations fournies par le client, au minimum les exigences et les besoins de ce client et veille à ce que le contrat d'assurance proposé au client réponde à ces exigences et besoins. A cette occasion, l'intermédiaire d'assurances précise les raisons qui motivent tout conseil fourni au client quant à un contrat d'assurance déterminé si l'intermédiaire fournit des conseils. Ces précisions sont modulées en fonction de la complexité du contrat d'assurance proposé ».

Avant sa modification par l'article 4, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 3, l'article 12<sup>bis</sup>, § 3, de la loi du 27 mars 1995 disposait :

« Avant la conclusion d'un contrat d'assurance spécifique, l'intermédiaire d'assurances détermine, en particulier sur la base des informations fournies par le client, au minimum les exigences et les besoins de ce client, et précise les raisons qui motivent tout conseil fourni au client quant à un produit d'assurance déterminé. Ces précisions sont modulées en fonction de la complexité du contrat d'assurance proposé ».

Il résulte de cette évolution législative et du Rapport au Roi qui précède l'arrêté royal n<sup>o</sup> 3 cité en B.7.4 que l'article 273, § 3, prévoit de nouvelles règles de conduite. Il en va de même de l'article 279 de la loi du 4 avril 2014 pour des motifs identiques à ceux qui sont indiqués en B.10.

Par ailleurs, l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 confirme les arrêtés royaux de niveau 1 et n<sup>o</sup> 3. Ces arrêtés royaux ont été pris sur la base de l'article 12<sup>sexies</sup> de la loi du 27 mars 1995, comme il est dit en B.4.2.2, et sont en lien direct avec les nouvelles règles de conduite. Conformément à l'article 352 de la loi du 4 avril 2014, l'article 350 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2014.

Pour permettre aux intermédiaires d'assurances de s'adapter aux nouvelles règles de conduite, il y a lieu d'annuler l'article 352 de la loi du 4 avril 2014 dans la mesure où il fait entrer en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2015 les nouvelles règles de conduite inscrites à l'article 273, § 3, et à l'article 279 de la loi du 4 avril 2014 ainsi que l'article 350 de la loi du 4 avril 2014, en ce que cet article confirme de nouvelles règles de conduite, contenues dans les arrêtés royaux du 21 février 2014.

Le neuvième moyen en sa première branche est, dans cette mesure, également fondé.

B.12. Dans leur mémoire complémentaire, les parties requérantes demandent à la Cour de prolonger la période d'adaptation jusqu'au 30 avril 2016. Elles ne démontrent cependant pas que la loi du 4 avril 2014 leur imposerait de nouvelles contraintes, qui rendraient nécessaire la prolongation de la période d'adaptation. Les retards pris dans l'organisation des formations et dans la mise en place des outils de communication ne sont pas imputables au législateur.

B.13. Concernant la seconde branche du neuvième moyen, compte tenu de l'arrêt n<sup>o</sup> 86/2015, la période d'adaptation accordée aux entreprises d'assurances et aux intermédiaires d'assurances est suffisante, par comparaison avec celle qui a été accordée aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Le neuvième moyen, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

annule

- l'article 350 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances en ce qu'il confirme l'article 4, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 21 février 2014 relatif aux modalités d'application au secteur des assurances des articles 27 à 28<sup>bis</sup> de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

- l'article 350 de la même loi en ce qu'il confirme l'article 4, 10<sup>o</sup>, de ce même arrêté royal, en ce que cet article ne permet pas au Roi de prévoir des règles différentes selon qu'il s'agit de clients professionnels ou de clients de détail;

- l'article 352 de la même loi en ce qu'il fait entrer en vigueur son article 277 à une date antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2015;

- l'article 352 de la même loi en ce qu'il fait entrer en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2015 les nouvelles règles de conduite inscrites à ses articles 273, § 3, et 279;

- l'article 352 de la même loi en ce qu'il fait entrer en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2015 son article 350, en ce que cet article confirme de nouvelles règles de conduite contenues dans les arrêtés royaux du 21 février 2014; sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.9.4.4, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 9 juin 2016.

Le greffier,  
F. Meersschaut

Le président,  
J. Spreutels

## GRONDWETTELIJK HOF

[2016/203344]

### Uittreksel uit arrest nr. 89/2016 van 9 juni 2016

Rolnummer : 6078

*In zake* : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, ingesteld door de beroepsvereniging « Fédération des Courtiers d'assurances & Intermédiaires financiers de Belgique » en de nv « A. Van Ingelgem et Fils ».

Het Grondwettelijk Hof,  
samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 oktober 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 november 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 5, 47<sup>o</sup> en 48<sup>o</sup>, 257 tot 308, 311, 336, 338, 345 tot 348 en 350 tot 352 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2014) door de beroepsvereniging « Fédération des Courtiers d'assurances & Intermédiaires financiers de Belgique » en de nv « A. Van Ingelgem et Fils », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Gouzée, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

#### II. In rechte

(...)

#### Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context ervan

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 5, 47<sup>o</sup> en 48<sup>o</sup>, 257 tot 308, 311, 336, 338, 345 tot 348 en 350 tot 352 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen (hierna : de wet van 4 april 2014).

B.1.2. Het Hof bepaalt de omvang van het beroep tot vernietiging op grond van de inhoud van het verzoekschrift en in het bijzonder op basis van de uiteenzetting van de middelen. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen waartegen middelen zijn gericht.

Uit de uiteenzetting van de middelen blijkt dat alleen de artikelen 273, 277, 279, 350 en 352 van de wet van 4 april 2014 worden bestreden.

#### B.1.3. Die artikelen bepalen :

« Art. 273. § 1. Voordat een verzekeringsovereenkomst gesloten wordt, en, zo nodig, wanneer de overeenkomst gewijzigd of verlengd wordt, verstrekt de verzekeringstussenpersoon de cliënt ten minste de volgende informatie :

1<sup>o</sup> zijn identiteit en adres;

2<sup>o</sup> het register van de verzekeringstussenpersonen waarin hij is ingeschreven, zijn inschrijvingsnummer in het register, en, bij afwezigheid van een inschrijvingsnummer, hoe zijn registerinschrijving kan worden geverifieerd, en desgevallend, de categorie waarin hij is ingeschreven;

3<sup>o</sup> de naam en het adres van de verzekeringsonderneming waarin hij een rechtstreekse of middellijke deelneming van 10 % of meer van de stemrechten of van het kapitaal bezit;

4<sup>o</sup> de naam en het adres van de verzekeringsonderneming of de moederonderneming van een verzekeringsonderneming, die een rechtstreekse of middellijke deelneming bezit van meer dan 10 % van de stemrechten of van het kapitaal van de verzekeringstussenpersoon;

5<sup>o</sup> de naam en het adres van de instantie waarbij cliënten en andere belanghebbenden klachten over verzekeringstussenpersonen kunnen indienen;

6<sup>o</sup> het feit dat hij al dan niet enig advies verstrekt over de aan de cliënt voorgestelde verzekeringsovereenkomsten.

Bovendien deelt de verzekeringstussenpersoon de cliënt met betrekking tot de aangeboden overeenkomst mee :

1<sup>o</sup> dat hij adviseert op grond van een onpartijdige analyse die beantwoordt aan de bepalingen van paragraaf 2, dan wel,

2<sup>o</sup> dat hij een contractuele verplichting heeft om uitsluitend met één verzekeringsonderneming of met meerdere verzekeringsondernemingen verzekeringszaken te doen; in dat geval deelt hij op verzoek van de cliënt tevens de naam en het adres van deze verzekeringsonderneming(en) mee, dan wel,

3<sup>o</sup> dat hij geen contractuele verplichting heeft om uitsluitend met één verzekeringsonderneming of met meerdere verzekeringsondernemingen verzekeringszaken te doen, en niet adviseert op grond van een verplichting tot een onpartijdige analyse die beantwoordt aan de bepalingen van paragraaf 2; in dit geval deelt hij op verzoek van de cliënt tevens de naam en het adres mee van de verzekeringsonderneming(en) waarmee hij zaken doet of kan doen.

In de gevallen waarin is voorzien dat bepaalde informatie op verzoek van de cliënt wordt verstrekt, wordt deze in kennis gesteld van zijn recht om dergelijke informatie te vragen.

§ 2. Wanneer de verzekeringstussenpersoon de cliënt meedeelt dat hij adviseert op grond van een onpartijdige analyse, is hij verplicht zijn advies te baseren op een analyse van een toereikend aantal op de markt verkrijgbare verzekeringsovereenkomsten, zodat hij overeenkomstig professionele criteria in staat is de verzekeringsovereenkomst aan te bevelen die aan de behoeften van de cliënt voldoet.

§ 3. Voorafgaand aan de sluiting van een specifieke verzekeringsovereenkomst, identificeert de verzekeringstussenpersoon, in het bijzonder rekening houdend met de door de cliënt verstrekte informatie, ten minste de verlangens en behoeften van deze cliënt, en ziet hij erop toe dat de aangeboden verzekeringsovereenkomst aan die verlangens en behoeften beantwoordt. Als een verzekeringstussenpersoon advies verstrekt, preciseert hij bij die gelegenheid ook de elementen waarop zijn advies over een bepaalde verzekeringsovereenkomst is gebaseerd. Deze preciseringen variëren in functie van de graad van complexiteit van de aangeboden verzekeringsovereenkomst.

§ 4. De in de paragrafen 1, 2 en 3 bedoelde informatie moet niet worden gegeven wanneer de verzekeringsbemiddeling betrekking heeft op de verzekering van grote risico's ».

« Art. 277. § 1. De verzekeringstussenpersonen dienen zich op loyale, billijke en professionele wijze in te zetten voor de belangen van hun cliënteel. De door hen verstrekte informatie moet correct, duidelijk en niet misleidend zijn.

De verzekeringstussenpersonen dienen, bij hun bemiddelingsactiviteit, de gedragsregels na te leven die van toepassing zijn op verzekeringsondernemingen. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en genomen na advies van de FSMA, voor alle of bepaalde categorieën van verzekeringstussenpersonen in een aangepaste versie van deze gedragsregels voorzien of bepaalde van deze regels geheel of gedeeltelijk buiten toepassing verklaren, om rekening te houden met de specificiteit van hun rol.

§ 2. De verzekeringstussenpersonen bemiddelen enkel met betrekking tot verzekeringsovereenkomsten waarvan zij, hun verantwoordelijken voor de distributie en de personen die zij tewerkstellen als bedoeld in artikel 260, tweede lid, de essentiële kenmerken kennen en in staat zijn deze aan de cliënten toe te lichten.

De verzekeringsondernemingen bieden enkel verzekeringsovereenkomsten aan waarvan hun verantwoordelijken voor de distributie en de personen die zij tewerkstellen als bedoeld in artikel 259, tweede lid, de essentiële kenmerken kennen en in staat zijn deze aan de cliënten toe te lichten.

§ 3. Onverminderd het bepaalde bij de artikelen 26 en 27 van de wet van 2 augustus 2002, is de Koning bevoegd om door middel van een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit, genomen na advies van de FSMA, in uitvoering van paragrafen 1 en 2, gedragsregels en regels ter voorkoming van belangenconflicten die de verzekeringstussenpersonen moeten naleven, nader te bepalen.

§ 4. De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en genomen na advies van de FSMA, de overige bepalingen van deze wet wijzigen [lees : wijzigen], aanvullen, vervangen of opheffen teneinde de inhoud ervan af te stemmen op en coherent te maken met de gedragsregels bedoeld in dit artikel. De krachtens deze machtiging genomen besluiten zijn van rechtswege opgeheven indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* ».

« Art. 279. § 1. Verzekeringsondernemingen die samenwerken met verbonden verzekeringsagenten, blijven volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk voor elke handeling of elk verzuim van die verbonden verzekeringsagenten die in naam en voor rekening van die ondernemingen optreden, in zoverre die handeling of dat verzuim betrekking heeft op de gedragsregels als bedoeld in dit deel, het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 1 of het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 2. Toch blijft ook de verbonden verzekeringsagent verantwoordelijk als er sprake is van een kennelijke tekortkoming.

De verzekeringsondernemingen zien erop toe dat de verbonden verzekeringsagenten met wie zij samenwerken, kenbaar maken in welke hoedanigheid zij optreden voordat zij zakendoen met een cliënt.

De verzekeringsondernemingen dienen de werkzaamheden van de verbonden verzekeringsagenten met wie zij samenwerken, te controleren.

§ 2. Verzekeringsagenten en verzekeringsmakelaars die samenwerken met verzekeringssubagenten blijven volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk voor elke handeling of elk verzuim van die verzekeringssubagenten die voor hun rekening optreden.

De verzekeringsagenten en de verzekeringsmakelaars zien erop toe dat de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken, kenbaar maken in welke hoedanigheid zij optreden voordat zij zakendoen met een cliënt.

De verzekeringsagenten en de verzekeringsmakelaars dienen de werkzaamheden van de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken, te controleren ».

« Art. 350. Worden bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun respectieve inwerkingtreding :

- het koninklijk besluit van 21 februari 2014 over de regels voor de toepassing van de artikelen 27 tot 28bis van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten op de verzekeringssector;

- het koninklijk besluit van 21 februari 2014 tot wijziging van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekerings- en herverzekeringsovereenkomsten en de distributie van verzekeringen ».

« Art. 352. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van zes maanden te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de bepalingen waarvan de datum van inwerkingtreding wordt bepaald overeenkomstig artikel 353.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 334 en 335 in werking op de tiende dag na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, treedt artikel 350 in werking op de dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, en treedt artikel 351 in werking op 30 april 2014 ».

B.2.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 4 april 2014 blijkt dat de wetgever de reorganisatie van het toezicht op de verzekeringssector heeft willen voortzetten, in het verlengde van de wet van 30 juli 2013 « tot versterking van de bescherming van de afnemers van financiële producten en diensten alsook van de bevoegdheden van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten en houdende diverse bepalingen (I) » (hierna : de wet van 30 juli 2013).

De wet past in dezelfde reorganisatie van het toezicht. Zij streeft, specifiek gericht op de verzekeringssector, dezelfde doelstelling na als de eerdere hervormingswetten.

Die wet steunt op de volgende vier elementen :

« 1. de verplichting tot implementatie van de (consumentgerichte) bepalingen van de richtlijn 2009/138/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsovereenkomstbedrijf (Solvabiliteit II) (hierna ' de richtlijn Solvabiliteit II ' ) in de Belgische wetgeving;

2. het belang van de vereenvoudiging van de bestaande wetgeving inzake de bescherming van de verzekeringsverbruiker door codificatie van de relevante bepalingen in één wet;

3. de noodzaak tot verduidelijking van de bestaande bevoegdheidsverdeling tussen de Nationale Bank en de FSMA;

4. de wens tot uitbreiding van de bescherming van de verzekeringsverbruiker op enkele specifieke domeinen, zoals bij de algemene informatieverplichtingen, de organisatie van de winstdeling en de segmentatie waar met name de transparantie dient te worden vergroot, de voorwaarden waaronder verzekeringsuitkeringen in bepaalde gevallen mogen worden verbonden aan beleggingsfondsen, en de bevoegdheden van de toezichthouder» (*Parl. St., Kamer, 2013-2014, DOC 53-3361/001, p. 4*).

B.2.2. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2013 blijkt dat de wetgever de coherentie in de regels ter bescherming van de afnemers van financiële producten en diensten heeft willen vergroten :

« De bepalingen die meer transversale coherentie in de wetgeving beogen betreffen ten eerste de gedragsregels van toepassing op verzekeringsondernemingen en -tussenpersonen en op makelaars in bank- en beleggingsdiensten en ten tweede de invoering van een uitdrukkelijke vereiste van essentiële productkennis voor al wie in contact staat met het publiek.

De ontwikkeling van nieuwe financiële en verzekeringsproducten staat niet stil. De rol van de tussenpersoon die deze producten aanbiedt wordt des te belangrijker, vooral wat betreft de beoordeling van de geschiktheid van het product in het licht van de beleggingsdoelstellingen van de cliënt.

De zogenaamde MiFID-gedragsregels, die vandaag van toepassing zijn op de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, inclusief hun agenten, voorzien in dat verband zowel algemene als zeer precieze regels. De algemene gedragsregels houden de verplichting in om zich op loyale, billijke en professionele wijze in te zetten voor de belangen van hun cliënten en om aan cliënten enkel informatie te verstrekken die correct, duidelijk en niet misleidend is. De meer specifieke gedragsregels betreffen onder meer de transparantie over de vergoedingen die de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen ontvangen in het kader van beleggingsdiensten (*inducements*), de informatieverplichtingen ten aanzien van de cliënten, de verplichting om enkel een beleggingsdienst of financieel instrument aan te bevelen of enkel vermogensbeheer te verstrekken die of dat geschikt is in het licht van de kennis en ervaring, financiële situatie en beleggingsdoelstellingen van de cliënt (*suitability*) en de verplichting om de cliënt te waarschuwen voor transacties die niet passend zijn in het licht van zijn ervaring en kennis (*appropriateness*).

Ook de makelaars in bank- en beleggingsdiensten zijn momenteel al (net als de agenten) aan een algemene verplichting onderworpen om zich op loyale, billijke en professionele wijze in te zetten voor de belangen van hun cliënteel, om correcte, duidelijke en niet misleidende informatie te verstrekken. In tegenstelling tot de agenten in bank- en beleggingsdiensten zijn de makelaars echter nog niet onderworpen aan de meer specifieke MiFID-gedragsregels. Het wetsontwerp onderwerpt ook de makelaars vanaf 1 januari 2014 aan de meer specifieke gedragsregels, met dien verstande dat de Koning deze gedragsregels kan aanpassen om rekening te houden met de specificiteit van de rol van makelaar.

Voor de verzekeringsondernemingen en verzekeringstussenpersonen bestaan weliswaar al gedetailleerde regels aangaande de inhoud van contracten en aangaande bepaalde precontractuele informatie die aan de verzekeringnemer moet worden verschafte, maar concepten als *suitability* of *appropriateness* en regels in verband met kosten transparantie zijn daarentegen momenteel voor die sector als dusdanig nog niet wettelijk verankerd. De praktijk leert echter dat beleggingsverzekeringen niet zelden als alternatief voor fondsen worden aangeboden, en dat strikt financiële en verzekeringsproducten dus dezelfde beleggingsdoelstellingen kunnen dienen.

De wet van 2 juli 2010 heeft om die reden een specifieke bepaling ingelast in de organieke wet van de FSMA (art. 28ter) die de Koning machtigt om, rekening houdend met de stand van de Europese wetgeving, de MiFID-gedragsregels uit te breiden naar de verzekeringsondernemingen en -bemiddelaars.

Het ontwerp gaat een stap verder in de voorbereiding van het level playing field tussen banken en verzekeringsondernemingen en -bemiddelaars.

Zo onderwerpt het wetsontwerp vooreerst de verzekeringsondernemingen al vanaf 1 januari 2014 aan de algemene verplichting om zich op loyale, billijke en professionele wijze in te zetten voor de belangen van hun cliënten en om aan cliënten enkel informatie te verstrekken die correct, duidelijk en niet misleidend is. Bovendien worden vanaf 1 januari 2014 ook de overige (meer specifieke) gedragsregels bepaald in de artikelen 27 tot 28bis van de wet van 2 augustus 2002, en hun uitvoeringsbepalingen, op de verzekeringsondernemingen van toepassing, met dien verstande dat de Koning deze regels kan aanpassen voor de verzekeringsondernemingen, bijvoorbeeld door het toepassingsgebied en de draagwijdte van bepaalde van die specifieke gedragsregels te preciseren naar de verzekeringssector toe of door bepaalde aanpassingen aan te brengen aan of uitsluitingen te voorzien op deze regels.

Ten tweede last het ontwerp een bepaling in in de wet van 27 maart 1995 op de verzekeringsbemiddeling, naar het voorbeeld van de wet bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten, die ook voor de verzekeringstussenpersonen (net als voor de verzekeringsondernemingen zelf dus) de algemene verplichting voorziet zich op loyale, billijke en professionele wijze in te zetten voor de belangen van hun cliënteel, en die stelt dat de door hen verstrekte informatie correct, duidelijk en niet misleidend moet zijn. Voorts onderwerpt het wetsontwerp ook de verzekeringstussenpersonen aan dezelfde meer specifieke gedragsregels als de verzekeringsondernemingen zelf. De Koning kan deze gedragsregels evenwel aanpassen voor alle of bepaalde categorieën van verzekeringstussenpersonen om rekening te houden met de specificiteit van hun rol» (*Parl. St., Kamer, 2012-2013, DOC 53-2872/001, pp. 6-8*).

*Ten aanzien van het eerste middel*

B.3.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 1 en 2, lid 1, onder a), van de richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende markten voor financiële instrumenten, met artikel 4 van de richtlijn 2006/73/EG van de Commissie van 10 augustus 2006 tot uitvoering van richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de door beleggingsondernemingen in acht te nemen organisatorische eisen en voorwaarden voor de bedrijfsuitoefening en wat betreft de definitie van begrippen voor de toepassing van genoemde richtlijn, met de artikelen 24, lid 12, en 91 van de richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende markten voor financiële instrumenten en tot wijziging van Richtlijn 2002/92/EG en Richtlijn 2011/61/EU (herschikking), met artikel 12, lid 5, van de richtlijn 2002/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 december 2002 betreffende verzekeringsbemiddeling, met de artikelen 49 en 56 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), met artikel 4, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU) en met het algemene rechtsbeginsel van de hiërarchie van de normen dat vereist dat het Belgische recht het recht van de Europese Unie in acht neemt.

De verzoekende partijen verwijten artikel 277 van de wet van 4 april 2014, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 350 van de wet en met het koninklijk besluit « niveau 1 », dat het de verzekeringstussenpersonen niet alleen verplicht om het merendeel van de MiFID-regels in acht te nemen voor de verzekeringsproducten met een beleggingscomponent, maar ook voor de andere verzekeringsproducten, wat neerkomt op een strengere regeling dan die waarin de MiFID I-richtlijnen 2004/39/EG en 2006/73/EG alsook artikel 91 van de MiFID II-richtlijn 2014/65/EU voorzien, zonder dat het gaat om een uitzondering of dat het gerechtvaardigd is gezien de specifieke risico's van de Belgische markt. Volgens de verzoekende partijen wordt een uitbreiding van het toepassingsgebied van de

MiFID-gedragregels slechts toegestaan door artikel 24, lid 12, van de nieuwe MiFID II-richtlijn 2014/65/EU mits de strikte voorwaarden die bij die bepalingen zijn vastgelegd, in acht worden genomen. De artikelen 277 en 350 van de bestreden wet voorzien in aanvullende eisen ten opzichte van die van de richtlijnen MiFID I en II, ten laste van de verzekeringstussenpersonen. Zij breiden aldus het toepassingsgebied *ratione personae* en *ratione materiae* van die richtlijnen uit.

B.3.2.1. Artikel 277, § 1, tweede lid, van de wet van 4 april 2014 verplicht de verzekeringstussenpersonen om, bij hun bemiddelingsactiviteit, de gedragsregels na te leven die van toepassing zijn op de verzekeringsondernemingen. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en genomen na advies van de FSMA, voor alle of bepaalde categorieën van verzekeringstussenpersonen in een aangepaste versie van die gedragsregels voorzien of bepaalde van die regels geheel of gedeeltelijk buiten toepassing verklaren, om rekening te houden met de specificiteit van hun rol.

B.3.2.2. Een dergelijke verplichting was reeds neergelegd in artikel 12*sexies*, § 1, tweede lid, van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekerings- en herverzekeringbemiddeling en de distributie van verzekeringen, dat werd ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 juli 2013.

Bij zijn arrest nr. 86/2015 van 11 juni 2015 heeft het Hof geoordeeld dat die verplichting niet strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet :

« B.3.6. Uit de in B.2 en B.3.2.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever het nodig heeft geacht de consumenten van bank- en financiële producten en van verzekeringsproducten op dezelfde wijze te beschermen. Hij heeft overigens ervoor willen zorgen de verschillende aanbieders gelijk te behandelen en een ' *level playing field* ' in te voeren tussen de banken en de verzekeringsondernemingen en -tussenpersonen.

Gelet op dat doel vermocht artikel 7 van de wet van 30 juli 2013 de verzekeringstussenpersonen, bij hun bemiddelingsactiviteit, te onderwerpen aan de naleving van de gedragsregels die van toepassing zijn op de verzekeringsondernemingen.

De wetgever heeft overigens rekening gehouden met het verschil tussen bepaalde verzekeringsproducten en de financiële producten, aangezien artikel 19 van de wet van 30 juli 2013 de Koning ertoe machtigt de gedragsregels bepaald door en krachtens de artikelen 27, 28 en 28*bis* van de wet van 2 augustus 2002 geheel of gedeeltelijk buiten toepassing te verklaren voor de verzekeringsondernemingen. Hij heeft de inwerkingtreding van de wet dus gekoppeld aan die afwijkingen, zoals dat blijkt uit de in B.3.2.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding ».

Wat artikel 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet betreft, preciseert het Hof in dat arrest :

« B.3.7.2. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 23 van de Grondwet blijkt dat de Grondwetgever de vrijheid van handel en nijverheid of de vrijheid van ondernemen niet heeft willen verankeren in de begrippen ' recht op arbeid ' en ' vrije keuze van beroepsarbeid ' (*Parl. St.*, Senaat, BZ 1991-1992, nr. 100-2/3<sup>o</sup>, p. 15; nr. 100-2/4<sup>o</sup>, pp. 93 tot 99; nr. 100-2/9<sup>o</sup>, pp. 3 tot 10). Eenzelfde benadering blijkt eveneens uit de indiening van verschillende voorstellen tot ' herziening van artikel 23, derde lid, van de Grondwet, teneinde het aan te vullen met een 6<sup>o</sup>, ter vrijwaring van de vrijheid van handel en nijverheid ' (*Parl. St.*, Senaat, 2006-2007, nr. 3-1930/1; Senaat, BZ 2010, nr. 5-19/1; Kamer, DOC 54-0581/001).

B.3.7.3. Het middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van artikel 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, is niet gegrond ».

B.3.2.3. In zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, afzonderlijk gelezen, is het eerste middel niet gegrond om de redenen die zijn aangegeven in het arrest nr. 86/2015.

B.3.2.4. Zoals wordt gepreciseerd in artikel 2, lid 1, onder a), van de richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende markten voor financiële instrumenten, valt de verzekeringssector buiten het toepassingsgebied van die richtlijn.

Ook de richtlijn 2006/73/EG van de Commissie van 10 augustus 2006 « tot uitvoering van Richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de door beleggingsondernemingen in acht te nemen organisatorische eisen en voorwaarden voor de bedrijfsuitoefening en wat betreft de definitie van begrippen voor de toepassing van genoemde richtlijn » is niet als zodanig van toepassing op de verzekeringssector en staat derhalve niet eraan in de weg dat de Belgische wetgever voor die sector maatregelen neemt tot bescherming van de consument, los van de gevallen waarin krachtens artikel 4 van die richtlijn aanvullende eisen mogen worden gesteld aan de beleggingsondernemingen.

De richtlijn 2014/65/EU en de richtlijn 2011/61/EU zijn evenmin van toepassing op de verzekeringssector, ook al wijzigt artikel 91 van de richtlijn 2014/65/EU de richtlijn 2002/92/EG. Overweging 87 van de richtlijn 2014/65/EU preciseert immers het volgende :

« (87) Vaak worden investeringen via verzekeringscontracten aan cliënten aangeboden als alternatief voor of ter vervanging van financiële instrumenten die onder deze richtlijn vallen. Om niet-professionele cliënten consequent te beschermen en voor gelijke concurrentievoorwaarden tussen soortgelijke producten te zorgen, is het van belang dat verzekeringsgerelateerde beleggingsproducten aan passende voorschriften onderworpen zijn. Hoewel de beleggersbeschermingsvereisten van deze richtlijn ook voor die in verzekeringspolissen verpakte beleggingen moeten gelden, is het wegens hun verschillende marktstructuren en productkenmerken wenselijker om de gedetailleerde vereisten niet in deze richtlijn vast te stellen, maar wel bij de aan de gang zijnde herziening van Richtlijn 2002/92/EG. Toekomstig Unierecht inzake de activiteiten van verzekeringstussenpersonen en verzekeringsmaatschappijen moet dus naar behoren zorgen voor een consequente regelgevingsaanpak van de verdeling van verschillende financiële producten die op soortgelijke beleggersbehoefte inspelen en waaraan soortgelijke problemen met de beleggersbescherming verbonden zijn. De Europese toezichthoudende autoriteit (Europese Autoriteit voor verzekeringen en bedrijfspensioenen) ( ' EIOPA ' ), opgericht bij Verordening (EU) nr. 1094/2010 van het Europees Parlement en de Raad en ESMA moeten samenwerken met het oog op een zo consequent mogelijke aanpak van de gedragsnormen voor deze beleggingsproducten. Deze nieuwe vereisten voor verzekeringsgerelateerde beleggingsproducten moeten worden vastgesteld in Richtlijn 2002/92/EG ».

De verzekeringssector valt binnen het toepassingsgebied van de voormelde richtlijn 2002/92/EG, die de lidstaten niet verhindert om strengere bepalingen te handhaven of aan te nemen welke kunnen worden opgelegd aan de verzekeringstussenpersonen, onder de voorwaarden die worden gepreciseerd in overweging 19 :

« Deze richtlijn gaat in op de informatieplicht van verzekeringstussenpersonen jegens hun klanten. In dit verband mag een lidstaat strengere bepalingen handhaven of aannemen welke kunnen worden opgelegd aan de verzekeringstussenpersonen die op zijn grondgebied verzekeringsbemiddelingsactiviteiten uitoefenen, ongeacht de plaats waar deze tussenpersonen gevestigd zijn, op voorwaarde dat deze strengere bepalingen in overeenstemming zijn met het Gemeenschapsrecht, met inbegrip van Richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, met name de elektronische handel, in de interne markt ( ' richtlijn inzake elektronische handel ' ) ».

Daaruit volgt dat de bepalingen van Europees recht die de verzoekende partijen aanvoeren in het eerste middel, de Belgische wetgever niet verbieden om vooruit te lopen op de Europese regels teneinde de consumenten van verzekeringsproducten op dezelfde manier te beschermen als de consumenten van bank- en financiële producten.

De wetgever heeft overigens rekening gehouden met de Europese initiatieven. In de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2013 wordt immers aangegeven :

« Het wetsontwerp gaat een stap verder en onderwerpt de verzekeringsondernemingen vooreerst aan de algemene verplichting om zich op loyale, billijke en professionele wijze in te zetten voor de belangen van hun cliënten en om aan cliënten enkel informatie te verstrekken die correct, duidelijk en niet misleidend is. Deze wijziging is in overeenstemming met de algemene beginselen vervat in artikel 15 van het voorstel 2012/0175 van de Europese Commissie van 3 juli 2012 voor een richtlijn betreffende verzekeringsbemiddeling en zal in werking treden op 1 januari 2014.

Bovendien zullen vanaf 1 januari 2014 ook de overige (meer specifieke) gedragsregels bepaald in de artikelen 27 tot 28bis van de wet, en hun uitvoeringsbepalingen, toepassing vinden op de verzekeringsondernemingen. Aangezien niet alle gedragsregels zonder meer toepassing kunnen vinden op de verzekeringsdiensten (men denke o.m. aan de regels aangaande vermogensbeheer en best execution bij het uitvoeren van orders) en aangezien deze gedragsregels vooral relevant zijn voor beleggingsverzekeringen (maar niet noodzakelijk allemaal even relevant zijn voor alle andere types van verzekeringen), wordt voorzien dat de Koning deze regels kan moduleren en kan bepalen voor welke types verzekeringen ze van toepassing zijn. Om de coherentie van het regelgevend kader te waarborgen kan de Koning hierbij het toepassingsgebied en de draagwijdte van bepaalde van die specifieke gedragsregels preciseren naar de verzekeringssector toe of bepaalde aanpassingen aanbrengen aan deze regels. De Koning kan al gebruik maken van die machtiging voor 1 januari 2014, zodat desgevallend de gedragsregels per 1 januari 2014 onmiddellijk in de aangepaste versie van toepassing worden op de verzekeringssector.

Deze bepaling werd deels verfijnd om rekening te houden met het advies van de Raad van State. Vooreerst werden de door de Raad van State gewraakte woorden 'overeenkomstige' en 'inzonderheid' geschrapt. Ter verduidelijking van de juiste verhouding tussen de principiële toepasselijkverklaring van de gedragsregels op de verzekeringssector enerzijds en de machtigingen aan de Koning om hiervan af te wijken anderzijds, werden de bewoordingen bovendien aangepast naar het voorbeeld van (onder andere) artikel 16, § 1 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles. Daardoor is duidelijk dat de wet de gedragsregels slechts van toepassing verklaart behoudens afwijking door of krachtens de wet. Bovendien voorziet het wetsontwerp dat de afwijkingen bij koninklijk besluit op de gedragsregels die voortvloeien uit de wet zelf, door een formele wet moeten worden bekrachtigd. Deze bekrachtiging is daarentegen niet nodig voor de afwijkingen bij koninklijk besluit op de gedragsregels die niet voortvloeien uit de wet zelf, maar uit de koninklijke besluiten genomen op grond van de wet. Deze benadering waarborgt de consistentie tussen het wetgevende kader voor de banksector en dit voor de verzekeringssector » (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2872/001, pp. 24 en 25).

Nu de pertinente bepalingen van de richtlijnen waaraan de verzoekende partijen refereren, redelijkerwijs niet anders kunnen worden geïnterpreteerd, dienen de door hen in ondergeschikte orde gesuggereerde prejudiciële vragen niet aan het Hof van Justitie te worden gesteld.

In zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 1 en 2, lid 1, onder a), van de richtlijn 2004/39/EG, met artikel 4 van de richtlijn 2006/73/EG, met de artikelen 24, lid 12, en 91 van de richtlijn 2014/65/EU, met artikel 12, lid 5, van de richtlijn 2002/92/EG, met de artikelen 49 en 56 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), met artikel 4, lid 3, van het Verdrag betreffende de Europese Unie en met « het algemene rechtsbeginsel van de hiërarchie van de normen dat vereist dat het Belgische recht het recht van de Europese Unie in acht neemt », is het eerste middel evenmin gegrond.

B.3.3. Het eerste middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het tweede middel*

B.4.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 49 en 56 van het VWEU en met het beginsel van rechtszekerheid. De verzoekende partijen verwijten artikel 277 van de bestreden wet te bepalen dat de Koning de MiFID-gedragsregels « kan », maar niet moet aanpassen aan de specificiteit van de sector van de verzekeringsbemiddeling. Dat artikel zou het mogelijk maken dat de aangepaste regeling waarin het koninklijk besluit « niveau 1 » – dat wordt bekrachtigd door artikel 350 van de bestreden wet – voorziet, wordt afgeschaft zonder noodzakelijkerwijs te moeten worden vervangen. Het toestaan van een onaangepaste regeling zou een discriminatie inhouden en zou onevenredig zijn ten opzichte van het nagestreefde doel van consumentenbescherming; het zou eveneens afbreuk doen aan het vrij verrichten van diensten en aan de vrijheid van vestiging, die worden gewaarborgd door het Europese recht. In de veronderstelling dat de wetgever het koninklijk besluit « niveau 1 » opheft zonder over te gaan tot een nieuwe aanpassing van de MiFID-regels, zouden de verzoekende partijen niet meer in staat zijn om een toepassing van de niet-aangepaste MiFID-gedragsregels te betwisten, wegens artikel 277, § 1, tweede lid.

B.4.2.1. De aan de verzekeringstussenpersonen opgelegde verplichting was reeds neergelegd in artikel 12sexies, § 1, tweede lid, van de wet van 27 maart 1995, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 juli 2013, dat overigens eenzelfde bevoegdheid aan de Koning toeweest.

B.4.2.2. Met toepassing van de artikelen 7, 19 en 60 van de wet van 30 juli 2013 zijn de volgende koninklijke besluiten genomen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 2014 :

- het koninklijk besluit van 21 februari 2014 over de regels voor de toepassing van de artikelen 27 tot 28bis van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten op de verzekeringssector (hierna : koninklijk besluit « niveau 1 »);

- het koninklijk besluit van 21 februari 2014 inzake de krachtens de wet vastgestelde gedragsregels en regels over het beheer van belangenconflicten, wat de verzekeringssector betreft (hierna : koninklijk besluit « niveau 2 »);

- het koninklijk besluit van 21 februari 2014 tot wijziging van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekerings- en herverzekeringsbemiddeling en de distributie van verzekeringen (hierna : koninklijk besluit nr. 3).

Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2014, bekrachtigt, met uitwerking op de datum van de respectieve inwerkingtreding ervan, het koninklijk besluit « niveau 1 » en het koninklijk besluit nr. 3.

B.4.2.3. Uit de ontwikkeling van de wetgeving en regelgeving, alsook uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2013, die in B.2.2 en in B.3.2.4 in herinnering is gebracht, blijkt dat de wetgever de toepassing van de gedragsregels op de verzekeringsondernemingen en -tussenpersonen heeft gekoppeld aan de afwijkingen en aanpassingen die de Koning vermag vast te stellen.

Artikel 277, § 1, tweede lid, van de wet van 4 april 2014 heeft dus niet de draagwijdte die verzoekende partijen eraan geven. Het staat de Koning niet toe de aangepaste regeling van het koninklijk besluit « niveau 1 » af te schaffen zonder ze te vervangen, noch een nieuwe regeling aan te nemen die onaangepast zou zijn. Het zou de bevoegde rechter toekomen, in voorkomend geval, de wettigheid te toetsen van besluiten die met schending van die bepaling zijn genomen.

B.4.2.4. Het tweede middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het derde middel*

B.5.1. Het derde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De verzoekende partijen verwijten artikel 277 van de bestreden wet de in België ingeschreven verzekeringstussenpersonen te onderwerpen aan de nieuwe MiFID-gedragsregels « bij hun bemiddelingsactiviteit », terwijl artikel 26, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002 de verzekeringsondernemingen onderwerpt aan de MiFID-gedragsregels « voor hun transacties op het Belgisch grondgebied ». De verzekeringstussenpersonen zouden dus aan de gedragsregels onderworpen worden voor al hun activiteiten van verzekeringsbemiddeling, ongeacht of die worden uitgeoefend op het Belgische grondgebied dan wel in een andere Staat, met inbegrip van de andere lidstaten van de Europese Unie. Zij zouden aldus anders worden behandeld dan de verzekeringsondernemingen, terwijl zij zich in een identieke situatie bevinden, namelijk de distributie van verzekeringsproducten. Een dergelijk verschil zou bovendien afbreuk doen aan de door de wetgever nagestreefde invoering van een « *level playing field* ».

B.5.2. Artikel 277, § 1, tweede lid, van de wet van 4 april 2014 verplicht de verzekeringstussenpersonen om, bij hun bemiddelingsactiviteit, de gedragsregels na te leven die van toepassing zijn op de verzekeringsondernemingen.

Een dergelijke verplichting was reeds neergelegd in artikel 12*sexies*, § 1, tweede lid, van de wet van 27 maart 1995, dat werd ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 juli 2013.

Bij zijn arrest nr. 86/2015 heeft het Hof in verband met die bepaling geoordeeld :

« B.3.11. Zoals ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 juli 2013 onderwerpt artikel 12*sexies*, § 1, tweede lid, van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekering- en herverzekeringstussenpersonen en de distributie van verzekeringen de verzekeringstussenpersonen, bij hun bemiddelingsactiviteit, aan de naleving van de op de verzekeringsondernemingen toepasselijke gedragsregels. Zoals gewijzigd bij artikel 19 van de wet van 30 juli 2013 onderwerpt artikel 26, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten de verzekeringsondernemingen, ' voor hun transacties op het Belgisch grondgebied [...] aan de toepassing van de overige door en krachtens artikelen 27, 28 en 28*bis* bepaalde gedragsregels voor zover daarvan niet wordt afgeweken door of krachtens deze wet '.

Uit de combinatie van die twee bepalingen blijkt dat de verzekeringstussenpersonen enkel aan de naleving van de op de verzekeringsondernemingen toepasselijke gedragsregels zijn onderworpen voor hun transacties op het Belgische grondgebied.

Artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit « niveau 1 », bekrachtigd bij artikel 350 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, bepaalt overigens uitdrukkelijk : ' Dit besluit is van toepassing op de verrichtingen die vanaf 30 april 2014 worden uitgevoerd of plaatsvinden op het Belgisch grondgebied '. Eenzelfde bepaling is opgenomen in artikel 25, tweede lid, van het koninklijk besluit ' niveau 2 ' ».

B.5.3. Uit de combinatie van artikel 277, § 1, tweede lid, van de wet van 4 april 2014 en artikel 26, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002 volgt overigens dat de verzekeringstussenpersonen enkel aan de naleving van de op de verzekeringsondernemingen toepasselijke gedragsregels zijn onderworpen voor hun transacties op het Belgische grondgebied.

B.5.4. Het derde middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het vierde middel*

B.6.1. Het vierde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 12, tweede lid, en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet en met het grondwettelijk beginsel van de scheiding der machten. Dat middel verwijt artikel 277, § 1, tweede lid, §§ 3 en 4, van de bestreden wet te voorzien in machtigingen voor de Koning, terwijl die machtigingen zouden betrekking hebben op bevoegdheden die aan de wetgever zijn voorbehouden en niet zouden beantwoorden aan de strikte voorwaarden voor zulke delegaties (eerste onderdeel) en, in ondergeschikte orde, te voorzien in machtigingen die betrekking zouden hebben op essentiële elementen die de wetgever diende te regelen in de bestreden wet, overeenkomstig het grondwettelijk beginsel van de scheiding der machten (tweede onderdeel).

B.6.2. Het Hof moet zich uitspreken over de bestaanbaarheid, met de artikelen 10, 11, 12, tweede lid, en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, van artikel 277 van de wet van 4 april 2014, in zoverre dat artikel de Koning ertoe machtigt om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na het advies van de FSMA, voor alle categorieën van verzekeringstussenpersonen of sommige onder hen, te voorzien in een aangepaste versie van de gedragsregels die van toepassing zijn op de verzekeringsondernemingen of om sommige van die regels geheel of gedeeltelijk niet van toepassing te verklaren, teneinde rekening te houden met de specificiteit van hun rol (§ 1, tweede lid), in zoverre het Hem ertoe machtigt, onverminderd de bepalingen van de artikelen 26 en 27 van de wet van 2 augustus 2002, om door middel van een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit, na advies van de FSMA, ter uitvoering van de paragrafen 1 en 2, gedragsregels en regels ter voorkoming van belangenconflicten die de verzekeringstussenpersonen moeten naleven, nader te bepalen (§ 3) en in zoverre het Hem ertoe machtigt om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de FSMA, de overige bepalingen van die wet te wijzigen, aan te vullen, te vervangen of op te heffen teneinde de inhoud ervan af te stemmen op en coherent te maken met de gedragsregels bedoeld in dat artikel. De krachtens die machtiging genomen besluiten zijn van rechtswege opgeheven indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* (§ 4).

B.6.3. Artikel 12*sexies* van de wet van 27 maart 1995, zoals het was ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 juli 2013, voorzorg in identieke machtigingen.

Ingevolge het beroep tot vernietiging van dat artikel, heeft het Hof, bij zijn arrest nr. 86/2015, een middel verworpen waarin dezelfde grieven werden geformuleerd. Het Hof heeft in dat arrest geoordeeld :

« B.8. Een wetgevende machtiging ten gunste van de uitvoerende macht die een aangelegenheid betreft die niet door de Grondwet aan de wetgever is voorbehouden, is niet ongrondwettig. In dat geval maakt de wetgever immers gebruik van de hem door de Grondwetgever verleende vrijheid om in een dergelijke aangelegenheid te beschikken. Het Hof is niet bevoegd om een bepaling af te keuren die de bevoegdheidsverdeling tussen de wetgevende macht en de uitvoerende macht regelt, tenzij die bepaling indruist tegen de regels inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten of tenzij de wetgever een categorie van personen het optreden van een democratisch verkozen vergadering, waarin de Grondwet uitdrukkelijk voorziet, ontzegt ».

Overigens, zoals is vermeld in B.3.2.2, is artikel 23, tweede en derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet te dezen niet van toepassing.

B.6.4. Om identieke redenen is het vierde middel niet gegrond.

*Ten aanzien van het vijfde middel*

B.7.1. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De verzoekende partijen verwijten artikel 350 van de bestreden wet het koninklijk besluit nr. 3 te bekrachtigen. Artikel 4 van dat besluit wijzigt artikel 12*bis*, § 3, van de wet van 27 maart 1995; die wijziging is op 30 april 2014 in werking getreden; die bepaling werd op 1 november 2014 vervangen bij artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014. Het aldus gewijzigde

artikel 12bis, § 3, van de wet van 27 maart 1995 verplicht de dienstverleners erop toe te zien dat de verzekeringsovereenkomst aan de verlangens en behoeften van de cliënt beantwoordt. Artikel 5, 47°, van de wet van 4 april 2014 en artikel 350 van dezelfde wet, in samenhang gelezen met artikel 1, 12°, van het koninklijk besluit « niveau 1 », definiëren het begrip « advies » door een verwijzing naar het begrip « gepersonaliseerde aanbeveling », dat artikel 5, 48°, van de wet van 4 april 2014 en artikel 350 van dezelfde wet, in samenhang gelezen met artikel 1, 13°, van het koninklijk besluit « niveau 1 », definiëren als « een aanbeveling met betrekking tot een of meer verzekeringsovereenkomsten, die wordt voorgesteld als een aanbeveling die geschikt is voor de persoon in kwestie, of berust op een afweging van zijn persoonlijke omstandigheden ». Artikel 4 van het koninklijk besluit « niveau 1 » voorziet in een aanpassing van artikel 27, § 4 en § 5, van de wet van 2 augustus 2002, dat voorziet in de verplichting om een geschiktheidstest of een passendheidstest van het product uit te voeren naargelang al dan niet advies wordt verstrekt. Volgens de verzoekende partijen impliceren artikel 12bis, § 3, van de wet van 27 maart 1995 en artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014 echter dat voortaan noodzakelijkerwijs aan een cliënt advies moet worden verstrekt bij het verlenen van een verzekeringsbemiddelingsdienst die betrekking heeft op het sluiten van een verzekeringsovereenkomst; dat zou tot gevolg hebben dat artikel 27, § 5, van de wet van 2 augustus 2002, aangepast bij het koninklijk besluit « niveau 1 », ontoegankelijk wordt voor de verzekeringstussenpersonen; artikel 273, § 3, zou bijgevolg onevenredig zijn. Die bepaling zou bovendien aanleiding geven tot discriminatie tussen de verzekeringstussenpersonen en verzekeringsondernemingen, enerzijds, en de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, anderzijds. De verzoekende partijen wijzen voorts erop, in ondergeschikte orde, dat moet worden vastgesteld dat het de begrippen « advies » en « gepersonaliseerde aanbeveling » zijn die ten grondslag liggen aan het onevenredige en discriminerende karakter van artikel 12bis, § 3, van de wet van 27 maart 1995 en van artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014.

B.7.2. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 bekrachtigt, met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding, het koninklijk besluit nr. 3.

Artikel 4, 2°, van dat koninklijk besluit nr. 3 vervangt paragraaf 3 van artikel 12bis van de wet van 27 maart 1995 door de volgende bepaling :

« Voorafgaand aan de sluiting van een specifieke verzekeringsovereenkomst, identificeert de verzekeringstussenpersoon, in het bijzonder rekening houdend met de door de cliënt verstrekte informatie, ten minste de verlangens en behoeften van deze cliënt, en ziet hij erop toe dat de aangeboden verzekeringsovereenkomst aan die verlangens en behoeften beantwoordt. Als een verzekeringstussenpersoon advies verstrekt, preciseerd hij bij die gelegenheid ook de elementen waarop zijn advies over een bepaalde verzekeringsovereenkomst is gebaseerd. Deze preciseringen variëren in functie van de graad van complexiteit van de aangeboden verzekeringsovereenkomst ».

Overeenkomstig artikel 11 ervan is het koninklijk besluit nr. 3 in werking getreden op 30 april 2014.

Bij artikel 347 van de wet van 4 april 2014 wordt de wet van 27 maart 1995 opgeheven.

Artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014 is een identieke overname van paragraaf 3 van artikel 12bis van die wet, zoals hij werd gewijzigd bij artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 3.

Die twee artikelen zijn op 1 november 2014 in werking getreden, overeenkomstig artikel 352 van de wet van 4 april 2014.

Artikel 1, 12° en 13°, van het koninklijk besluit « niveau 1 », dat wordt bekrachtigd bij artikel 350 van de wet van 4 april 2014, geeft de volgende definities :

« 12° ' advies over een spaar- of beleggingsverzekering ' : het verstrekken van gepersonaliseerde aanbevelingen aan een cliënt, hetzij op zijn verzoek, hetzij op initiatief van de dienstverlener, met betrekking tot een of meer spaar- of beleggingsverzekeringen;

13° ' gepersonaliseerde aanbeveling ' : een aanbeveling met betrekking tot een of meer spaar- of beleggingsverzekeringen, die wordt voorgesteld als een aanbeveling die geschikt is voor de persoon in kwestie, of op een afweging van zijn persoonlijke omstandigheden berust.

Een aanbeveling is geen gepersonaliseerde aanbeveling als deze uitsluitend via distributiekanaalen in de zin van artikel 2, eerste lid, 26°, van de wet wordt gedaan; ».

Artikel 5 van de wet van 4 april 2014 geeft de volgende definities :

« 47° ' Advies ' : het verstrekken van gepersonaliseerde aanbevelingen aan een cliënt, hetzij op zijn verzoek, hetzij op initiatief van de verzekeringstussenpersoon, met betrekking tot een of meer verzekeringsovereenkomsten;

48° ' Gepersonaliseerde aanbeveling ' : een aanbeveling met betrekking tot een of meer verzekeringsovereenkomsten, die wordt voorgesteld als een aanbeveling die geschikt is voor de persoon in kwestie, of berust op een afweging van zijn persoonlijke omstandigheden.

Een aanbeveling is geen gepersonaliseerde aanbeveling als deze uitsluitend via distributiekanaalen, in de zin van artikel 2, eerste lid, 26°, van de wet van 2 augustus 2002, of aan het publiek wordt gedaan; ».

Overigens bepaalt artikel 4 van het koninklijk besluit « niveau 1 », besluit dat werd bekrachtigd bij artikel 350 van de wet van 4 april 2014, dat artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 van toepassing is op de dienstverleners, die worden gedefinieerd als zijnde een verzekeringsonderneming *sensu lato* of een andere verzekeringstussenpersoon dan een verbonden verzekeringsagent (artikel 1, 11°, van het besluit), in de lezing die volgt :

« § 4. Bij het verstrekken van advies over spaar- of beleggingsverzekeringen, wint de dienstverlener bij de cliënt of potentiële cliënt de nodige informatie in over zijn kennis en ervaring met betrekking tot het specifieke soort spaar- of beleggingsverzekering, zijn financiële situatie en zijn spaar- of beleggingsdoelstellingen, teneinde de cliënt of potentiële cliënt de voor hem geschikte spaar- of beleggingsverzekeringen of verzekeringsbemiddelingsdiensten te kunnen aanbevelen.

Wanneer een dienstverlener bij het verstrekken van advies over spaar- of beleggingsverzekeringen niet de op grond van het eerste lid vereiste informatie kan inwinnen, beveelt hij de cliënt of potentiële cliënt geen spaar- of beleggingsverzekeringen of verzekeringsbemiddelingsdiensten aan.

§ 5. Wanneer de dienstverlener een verzekeringsbemiddelingsdienst verstrekt met betrekking tot spaar- of beleggingsverzekeringen zonder daarbij over dergelijke verzekeringen advies te verstrekken, wint hij bij de cliënt of potentiële cliënt informatie in over zijn kennis en ervaring op spaar- of beleggingsgebied met betrekking tot het specifieke soort spaar- of beleggingsverzekering die hij voornemens is aan te bieden of die wordt verlangd, zodat hij kan beoordelen of de beoogde spaar- of beleggingsverzekering of de beoogde verzekeringsbemiddelingsdienst passend is voor de cliënt.

Wanneer de dienstverlener op grond van de uit hoofde van het eerste lid ontvangen informatie oordeelt dat de spaar- of beleggingsverzekering of de verzekeringsbemiddelingsdienst niet passend is voor de cliënt of potentiële cliënt, waarschuwt hij hem. Deze waarschuwing mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt.



Wanneer de cliënt of potentiële cliënt ervoor kiest om de in de eerste lid bedoelde informatie over zijn ervaring en kennis niet te verstrekken of wanneer hij hierover onvoldoende informatie verstrekt, waarschuwt de dienstverlener de cliënt of potentiële cliënt dat hij door die beslissing niet kan vaststellen of de aangeboden spaar- of beleggingsverzekering of de aangeboden verzekeringsbemiddelingsdienst passend voor hem is. Deze waarschuwing mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt ».

B.7.3. Om te antwoorden op het vijfde middel dient het Hof de bestaanbaarheid na te gaan, met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, van de verplichting, voor de verzekeringstussenpersonen, om, in het bijzonder rekening houdend met de door de cliënt verstrekte informatie, ten minste de verlangens en behoeften van die cliënt te identificeren en erop toe te zien dat de aan de cliënt aangeboden verzekeringsovereenkomst aan die verlangens en behoeften beantwoordt, zoals zij volgt uit artikel 350 van de wet van 4 april 2014 vanaf 30 april 2014 en tot 1 november 2014, en vervolgens uit artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014, vanaf 1 november 2014. Volgens de verzoekende partijen ontneemt de verplichting om advies te verstrekken de verzekeringstussenpersonen de mogelijkheid om de soepelere regeling van de « passendheidstest » waarin het aangepaste artikel 27, § 5, van de wet van 2 augustus 2002 voorziet, te genieten.

B.7.4. Zoals de Ministerraad erop wijst, impliceert artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014 niet dat systematisch een advies wordt verstrekt, en creëert het ten aanzien van de verzekeringstussenpersonen geen verplichting om bij hun dienstverlening systematisch een geschiktheidstest te gebruiken. Artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014 maakt het aangepaste artikel 27, § 5, van de wet van 2 augustus 2002 dus niet onwerkzaam. Artikel 5, 46<sup>o</sup>, van de wet van 4 april 2014 definieert overigens de « verzekeringsbemiddeling » als « de werkzaamheden die bestaan in het adviseren over verzekeringsovereenkomsten, het aanbieden, het voorstellen, het verrichten van voorbereidend werk tot het sluiten van verzekeringsovereenkomsten of het sluiten van verzekeringsovereenkomsten, dan wel in het assisteren bij het beheer en de uitvoering ervan ».

Hetzelfde geldt voor artikel 350 van die wet, in zoverre het artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 3, waarbij paragraaf 3 van artikel 12bis van de wet van 27 maart 1995 wordt vervangen, bekrachtigt. Het verslag aan de Koning betreffende die bepaling preciseert overigens :

« De bepaling onder 2<sup>o</sup> wijzigt paragraaf 3 van dat artikel op grond waarvan de verzekeringstussenpersoon voorafgaand aan de sluiting van een specifieke verzekeringsovereenkomst de verlangens en behoeften van de cliënt moet bepalen, ongeacht of hij al dan niet advies verstrekt, en hij de elementen moet preciseren waarop zijn advies over een bepaald verzekeringsovereenkomst is gebaseerd. Er wordt eveneens uitdrukkelijk gesteld dat de verzekeringsovereenkomst die aan de cliënt wordt voorgesteld, moet beantwoorden aan zijn behoeften en vereisten. Met die precisering worden de volgende doelstellingen nagestreefd die elke verzekeringstussenpersoon voor ogen moet houden wanneer hij zijn verzekeringsbemiddelingsactiviteit uitoefent teneinde de belangen van zijn cliënten te behartigen : (i) vermijden dat de cliënt meermaals gedekt zou zijn voor dezelfde risico's (probleem van de meervoudige dekking); (ii) onderv verzekering vermijden (m.a.w. vermijden dat het onderwerp – bijvoorbeeld het goed waarvoor dekking wordt gevraagd – voor een te lage waarde zou zijn gedekt), (iii) oververzekering vermijden (m.a.w. vermijden dat het onderwerp voor een te hoge waarde zou zijn gedekt) en (iv) een verkeerde dekking vermijden (m.a.w. bijvoorbeeld vermijden dat bepaalde risico's niet gedekt zouden zijn hoewel dit de wens is van de cliënt of, andersom, vermijden dat bepaalde risico's wel gedekt zouden zijn hoewel de cliënt dit niet wenst). Daarnaast wordt met deze precisering onderstreept dat, hoewel op gestandaardiseerde wijze kan worden nagegaan welke de behoeften en vereisten van de cliënt zijn, bijvoorbeeld door gebruik te maken van gestandaardiseerde vragenlijsten voor alle cliënten (vragenlijsten die in voorkomend geval kunnen zijn opgesteld door de betrokken beroepsverenigingen), deze standaardisatie van de vaststelling van de behoeften en vereisten van de cliënt niet tot gevolg mag hebben dat voorbij wordt gegaan aan de specifieke kenmerken van een welbepaalde cliënt wanneer voor hem een verzekeringsovereenkomst wordt geselecteerd. De verzekeringsbemiddelaar hoort de cliënt in elk geval een verzekeringsovereenkomst aan te bieden dat beantwoordt aan zijn behoeften en vereisten.

De door artikel 4, 2<sup>o</sup>, van dit ontwerpbesluit ingevoerde wijzigingen strekken er ook toe te verduidelijken dat de verplichting om de redenen toe te lichten die ten grondslag liggen aan een advies dat met betrekking tot een bepaald verzekeringsovereenkomst aan een cliënt wordt verstrekt, enkel geldt in zoverre de verzekeringstussenpersoon advies verstrekt » (*Belgisch Staatsblad*, 7 maart 2014, tweede editie, pp. 20135 en 20136).

B.7.5. Het vijfde middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het zesde middel*

B.8.1. Het zesde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 12, tweede lid, en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet en met het beginsel van de scheiding der machten. De verzoekende partijen doen gelden dat de koninklijke besluiten van 21 februari 2014, van niveau 1 en nr. 3, door de Koning zijn genomen op grond van de bevoegdheidsdelegaties die de verzoekende partijen in de zaak nr. 5871 hebben bekritiseerd om reden dat zij op ongrondwettige wijze aan de Koning bevoegdheden overdragen die de wetgever toebehoren. Artikel 350 van de bestreden wet bekrachtigt echter die koninklijke besluiten. De verzoekende partijen verwijzen naar de uiteenzetting in de zaak nr. 5871 betreffende de ongrondwettigheid van de bevoegdheidsdelegaties bepaald in artikel 12sexies van de wet van 27 maart 1995, zoals ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 juli 2013, en in artikel 26, tweede tot vijfde lid, van de wet van 2 augustus 2002, zoals ingevoegd bij artikel 19 van de wet van 30 juli 2013. Zij verwijzen overigens naar de uiteenzetting in het kader van het vierde middel van het verzoekschrift. Volgens de verzoekende partijen was de Koning niet bevoegd om de koninklijke besluiten van 21 februari 2014 van niveau 1 en nr. 3 te nemen. Volgens de rechtspraak van het Hof zou een wettelijke bekrachtiging weliswaar toelaten een bevoegdheidsoverschrijding van de auteur van de akte weg te werken. Die rechtspraak berust echter op de idee dat een parlementair debat plaatsvindt over de te bekrachtigen bepalingen, zodat de door de wetgevende macht toegekende waarborgen in acht worden genomen. Te dezen is volgens de verzoekende partijen noch over artikel 350 van de wet van 4 april 2014, noch over de koninklijke besluiten « niveau 1 » en nr. 3 een parlementair debat gevoerd. Na haar bevoegdheid op onregelmatige wijze uit handen te hebben gegeven, zou de wetgevende macht zijn overgegaan tot een louter formele bekrachtiging. Artikel 350 van de bestreden wet zou bijgevolg niet toelaten de discriminatie die wordt veroorzaakt door artikel 7 van de wet van 30 juli 2013, weg te werken.

B.8.2. Wanneer een koninklijk besluit het voorwerp is van een wettelijke bekrachtiging, wordt het zelf een wettelijke norm vanaf zijn inwerkingtreding. Het Hof is bevoegd om te toetsen of de wet, die zich de bepalingen van het koninklijk besluit eigen heeft gemaakt, de grondwettelijke bepalingen schendt waarvan het Hof de inachtneming dient te verzekeren. De bevoegdheid van het Hof is niettemin beperkt tot de inhoud van wettelijke bepalingen. Het Hof is in beginsel niet bevoegd om de wijze van totstandkoming van die wettelijke bepalingen te toetsen.

Aangezien de grieven van de verzoekende partijen geen betrekking hebben op de inhoud van de bepalingen die zijn bekrachtigd bij artikel 350 van de bestreden wet, maar op de wijze van totstandkoming van dat artikel, is het zesde middel onontvankelijk.

*Ten aanzien van het zevende middel*

B.9.1.1. Het zevende middel is afgeleid uit de schending, door artikel 350 van de wet van 4 april 2014, van de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet, met het beginsel van de scheiding der machten en met artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002.

B.9.1.2. Zoals is vermeld in B.3.2.2, is artikel 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet te dezen niet van toepassing. Artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002 is overigens geen regel ten aanzien waarvan het Hof zijn toetsing vermag uit te oefenen.

Zoals is vermeld in B.6.3, is het Hof niet bevoegd om een bepaling af te keuren die de bevoegdheidsverdeling tussen de wetgevende macht en de uitvoerende macht regelt, tenzij die bepaling indruist tegen de regels inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten of tenzij de wetgever een categorie van personen het optreden van een democratisch verkozen vergadering, waarin de Grondwet uitdrukkelijk voorziet, ontzegt.

Het is dus ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet dat het Hof het middel onderzoekt.

*Wat het eerste onderdeel van het zevende middel betreft*

B.9.2.1. In het eerste onderdeel wijzen de verzoekende partijen erop dat artikel 350 van de wet van 4 april 2014 het koninklijk besluit « niveau 1 » bekrachtigt. Het toepassingsgebied van de gedragsregels voor de sector van de verzekeringsbemiddeling en voor de verzekeringssector, zoals zij worden aangepast bij de koninklijke besluiten « niveau 1 en 2 », wordt bepaald ten opzichte van het begrip « dienstverlener » (artikel 1, 11<sup>o</sup>) en het begrip « verzekeringsbemiddelingsdienst » (artikel 1, 6<sup>o</sup>). Overeenkomstig artikel 1, 6<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit « niveau 1 » worden verzekeringsondernemingen slechts geacht een « verzekeringsbemiddelingsdienst » uit te voeren wanneer zij een dienst verlenen « zonder tussenkomst van een verzekeringstussenpersoon »; verzekeringstussenpersonen verrichten daarentegen in al die gevallen een « verzekeringsbemiddelingsdienst ». Overeenkomstig artikel 1, 11<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit « niveau 1 » vormen verzekeringsondernemingen slechts één en dezelfde « dienstverlener » met hun verbonden agenten, die « verzekeringsonderneming *sensu lato* » wordt genoemd; een andere verzekeringstussenpersoon dan een verbonden agent vormt daarentegen steeds een aparte dienstverlener ten opzichte van de verzekeringsonderneming waarvoor hij een verzekeringsbemiddelingsdienst verricht en de subagenten ervan.

Het eerste onderdeel van het zevende middel bekritiseert die bepalingen in die zin dat zij de verzekeringstussenpersonen verplichten om de gedragsregels na te leven, terwijl de verzekeringsondernemingen die een overeenkomst distribueren via een verzekeringstussenpersoon, niet binnen het toepassingsgebied van de wet zouden vallen. Die bepalingen zouden aldus de verzekeringsondernemingen van elke verplichting tot samenwerking ontslaan met betrekking tot de uitvoering, door andere verzekeringstussenpersonen dan verbonden agenten, van de gedragsregels die zij moeten naleven. Meer algemeen zou door het feit dat de verzekeringsonderneming en de verbonden agent een en dezelfde dienstverlener vormen, een verschil in behandeling tussen de verzekeringstussenpersonen worden toegestaan naargelang zij al dan niet verbonden zijn. Er zou daarentegen van worden uitgegaan dat een verzekeringstussenpersoon die handelt via een verzekeringssubagent, een verzekeringsbemiddelingsdienst verricht en de gedragsregels persoonlijk zou moeten nakomen.

B.9.2.2. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 bekrachtigt het koninklijk besluit « niveau 1 ».

Artikel 1, 11<sup>o</sup>, van dat besluit definieert het begrip « dienstverlener » als « een verzekeringsonderneming *sensu lato* of een andere verzekeringstussenpersoon dan een verbonden verzekeringsagent ». Artikel 1, 6<sup>o</sup>, van dat besluit definieert een « verzekeringsbemiddelingsdienst » als volgt :

« de werkzaamheden, uitgevoerd door een verzekeringstussenpersoon of door een verzekeringsonderneming zonder tussenkomst van een verzekeringstussenpersoon, die bestaan in het adviseren over, het voorstellen of aanbieden van, of het verrichten van voorbereidend werk tot het sluiten van of het sluiten van verzekeringsovereenkomsten, dan wel in het assisteren bij het beheer en de uitvoering ervan ».

B.9.2.3. Het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit « niveau 1 » vermeldt :

« In het kader van de in dit ontwerpbesluit voorgestelde benadering viseert het begrip ' dienstverlener ' zowel een verzekeringsonderneming *sensu lato* als een andere verzekeringstussenpersoon dan een verbonden verzekeringsagent. Er moet echter worden opgemerkt dat, in het kader van dit besluit, de verbonden verzekeringsagenten (i.e. de verzekeringsagenten die krachtens een of meer overeenkomsten of volmachten slechts kunnen handelen in naam en voor rekening van een of meer verzekeringsondernemingen, voor zover de in dit kader aangeboden overeenkomsten geen onderling concurrerende overeenkomsten zijn, en zij handelen onder de verantwoordelijkheid van deze verzekeringsondernemingen wat de verzekeringsovereenkomsten betreft die hen respectievelijk aanbelangen) worden gelijkgesteld met de verzekeringsonderneming in naam en voor rekening waarvan zij handelen. Die logica wordt ook gevolgd voor de verzekeringssubagenten in het kader van hun relatie met de verzekeringstussenpersonen voor rekening van wie zij handelen : die subagenten worden gelijkgesteld met de verzekeringstussenpersoon in naam en voor rekening van wie zij handelen (zowel wat de verzekeringssubagenten van verbonden verzekeringsagenten als wat de verzekeringssubagenten van andere soorten verzekeringstussenpersonen betreft). Dit betekent echter noch dat de verbonden verzekeringsagenten en/of de verzekeringssubagenten de gedragsregels waarop dit besluit betrekking heeft, niet zouden moeten toepassen, noch dat zij bijvoorbeeld geen advies over een spaar- of beleggingsverzekering zouden mogen verstrekken.

De gevolgde benadering houdt in dat die verbonden verzekeringsagenten en die verzekeringssubagenten, bij de toepassing van de gedragsregels, de procedures en beleidslijnen moeten naleven die worden gedefinieerd door respectievelijk de verzekeringsonderneming of de verzekeringstussenpersoon voor rekening van wie zij handelen, en dat zij gebruik moeten maken van de documentatie die is uitgegeven door die verzekeringsondernemingen of verzekeringstussenpersonen, die volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk blijven voor hun daden » (*Belgisch Staatsblad*, 7 maart 2014, tweede editie, p. 20145).

B.9.2.4. Uit de in B.2.1 en in B.2.2 geciteerde parlementaire voorbereiding van de wet blijkt dat de wetgever de bescherming van de verzekeringsverbruikers wilde uitbreiden en een « *level playing field* » wilde creëren tussen de banken en de verzekeringsondernemingen en -tussenpersonen, door de MiFID-gedragsregels op te leggen aan de verzekeringssector. De naleving van de gedragsregels wordt verbonden aan het aanbieden van een verzekeringsovereenkomst. Overeenkomstig dat doel beogen de in het eerste onderdeel van het zevende middel bestreden bepalingen zowel de verzekeringsondernemingen als de verzekeringstussenpersonen, waarbij de beoogde personen verschillend worden behandeld naargelang zij al dan niet verbonden zijn, en dus al dan niet namens en voor rekening van een verzekeringsonderneming of een verzekeringstussenpersoon optreden. Met die bepalingen legt de wetgever de naleving van de gedragsregels op aan de persoon die in contact is met de cliënt, voor zover hij uit eigen naam optreedt, wat het geval is voor een verzekeringstussenpersoon die geen verbonden agent is, aangezien hij verzekeringnemers en verzekeringsondernemingen met elkaar in contact brengt zonder gebonden te zijn in de keuze die zij maken. Het verschil in behandeling tussen verbonden verzekeringsagenten en verzekeringstussenpersonen is redelijk verantwoord.

Zoals de Ministerraad erop wijst, ontslaan de bestreden bepalingen de verzekeringsondernemingen niet van hun verplichting om de verzekeringstussenpersonen alle correcte en nodige informatie te bezorgen die hen in staat stelt hun eigen verplichtingen na te komen. Elke verzekeringsonderneming die haar verzekeringsproducten aanbiedt via een verzekeringstussenpersoon, moet zich ervan vergewissen dat die laatste over de nodige informatie beschikt.

B.9.2.5. Het eerste onderdeel van het zevende middel is niet gegrond.

*Wat het tweede onderdeel van het zevende middel betreft*

B.9.3.1. In het tweede onderdeel wijzen de verzoekende partijen erop dat artikel 4, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit « niveau 1 », bekrachtigd bij artikel 350 van de wet van 4 april 2014, de toepassing van artikel 27, § 6, van de wet van 2 augustus 2002 uitsluit voor de verzekeringstussenpersonen en de verzekeringsondernemingen. Artikel 27, § 6, staat, in de versie ervan die van toepassing is op de bank- en financiële sector, een « *execution order only* » toe, dat het mogelijk maakt af te wijken van artikel 27, § 5, van dezelfde wet, dat in de passendheidstest voorziet. Verschillende beleggingsproducten kunnen echter zowel door verzekeringstussenpersonen als door beleggingsondernemingen worden gedistribueerd. Het zou discriminerend zijn dat die laatsten, in tegenstelling tot de verzekeringstussenpersonen, onder bepaalde voorwaarden kunnen worden vrijgesteld van de verplichting om een passendheidstest uit te voeren. De vrijstelling maakt het mogelijk om sneller op te treden ten opzichte van verzoeken van cliënten, en laat toe de administratieve lasten te verminderen. Niets zou het verschil in behandeling en de evenredigheid van dat onderscheid kunnen verantwoorden in het licht van het doel van de wetgever, dat erin bestaat een « *level playing field* » in te voeren.

B.9.3.2. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 bekrachtigt het koninklijk besluit « niveau 1 ».

Artikel 4 van dat besluit bepaalt dat artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 van toepassing is op de dienstverleners in de lezing die volgt.

Dat artikel 27 bepaalt :

« § 1. Bij het aanbieden of verstrekken van financiële producten of diensten zetten de gereglementeerde ondernemingen zich op loyale, billijke en professionele wijze in voor de belangen van hun cliënten. Bij het aanbieden of verstrekken van beleggingsdiensten nemen zij inzonderheid de in de §§ 2 tot en met 12 neergelegde gedragsregels in acht.

§ 2. Bij het aanbieden of verstrekken van financiële producten of diensten moet alle aan cliënten of potentiële cliënten verstrekte informatie, met inbegrip van publicitaire mededelingen, correct, duidelijk en niet misleidend zijn. Publicitaire mededelingen moeten duidelijk als zodanig herkenbaar zijn.

§ 2bis. De paragrafen 1 en 2 zijn eveneens van toepassing op de kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een lidstaat van de EER en die in het kader van het vrij verrichten van diensten hun werkzaamheden in België mogen uitoefenen, ingeval zij spaarrekeningen commercialiseren op het Belgische grondgebied.

§ 3. In een voor de cliënten of potentiële cliënten begrijpelijke vorm wordt passende informatie verstrekt over :

- de gereglementeerde onderneming en haar diensten;
- financiële instrumenten en voorgestelde beleggingsstrategieën; hieronder vallen passende toelichting en waarschuwingen over de risico's verbonden aan beleggingen in deze instrumenten of aan bepaalde beleggingsstrategieën;
- plaatsen van uitvoering en
- kosten en bijbehorende lasten

zodat zij redelijkerwijs in staat zijn de aard en de risico's van de aangeboden beleggingsdienst en van de specifiek aangeboden categorie van financieel instrument te begrijpen en derhalve met kennis van zaken beleggingsbeslissingen te nemen. Deze informatie mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt.

§ 4. Bij het verstrekken van beleggingsadvies of het verrichten van vermogensbeheer, bekomt de gereglementeerde onderneming van de cliënt of potentiële cliënt de nodige informatie betreffende de kennis en ervaring van de cliënt of potentiële cliënt op beleggingsgebied met betrekking tot het specifieke soort product of dienst, zijn financiële situatie en zijn beleggingsdoelstellingen, teneinde de cliënt of potentiële cliënt de voor hem geschikte beleggingsdiensten en financiële instrumenten te kunnen aanbevelen of voor hem geschikt vermogensbeheer te verstrekken.

Wanneer een gereglementeerde onderneming bij de verrichting van beleggingsadvies of vermogensbeheer niet de op grond van het eerste lid vereiste informatie bekomt, beveelt zij de cliënt of potentiële cliënt geen beleggingsdiensten of financiële instrumenten aan en verstrekt zij geen vermogensbeheerdiensten.

§ 5. De gereglementeerde onderneming, die andere dan de in § 4 bedoelde beleggingsdiensten verricht, wint bij de cliënt of de potentiële cliënt informatie in over zijn ervaring en kennis op beleggingsgebied met betrekking tot het specifieke soort van product of dienst die men voornemens is aan te bieden of die wordt verlangd, zodat de onderneming kan beoordelen of het aangeboden product of de te verrichten beleggingsdienst passend is voor de cliënt.

Indien de gereglementeerde onderneming op grond van de uit hoofde van het eerste lid ontvangen informatie oordeelt dat het product of de dienst voor de cliënt of de potentiële cliënt niet passend is, waarschuwt zij de cliënt of de potentiële cliënt. Deze waarschuwing mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt.

Wanneer de cliënt of de potentiële cliënt ervoor kiest de in de eerste lid bedoelde informatie over zijn ervaring en kennis niet te verstrekken of wanneer hij onvoldoende informatie hierover verstrekt, waarschuwt de gereglementeerde onderneming de cliënt of de potentiële cliënt dat zij door diens beslissing niet kan vaststellen of de aangeboden dienst of het aangeboden product voor hem passend is. Deze waarschuwing mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt.

§ 6. Wanneer gereglementeerde ondernemingen beleggingsdiensten verrichten welke slechts bestaan in het uitvoeren van orders van cliënten en/of het ontvangen en doorgeven van deze orders, met of zonder nevendiensten, mogen zij die beleggingsdiensten voor hun cliënten verrichten zonder de in § 5 bedoelde informatie te hoeven inwinnen of de aldaar bedoelde beoordeling te hoeven doen wanneer aan de hieronder vermelde voorwaarden wordt voldaan :

- bovenbedoelde diensten houden verband met aandelen die tot de handel op een gereglementeerde markt of op een gelijkwaardige markt van een derde land zijn toegelaten, geldmarktinstrumenten, obligaties of andere schuldinstrumenten (met uitzondering van obligaties of andere schuldinstrumenten die een afgeleid instrument behelzen), icbe's en andere niet-complexe financiële instrumenten. Onder een gelijkwaardige markt van een derde land wordt verstaan de markt die voorkomt op de door de Europese Commissie met toepassing van artikel 19, § 6, van de Richtlijn 2004/39/EG bekendgemaakte lijst;

- de dienst wordt verricht op initiatief van de cliënt of potentiële cliënt;

- de cliënt of de potentiële cliënt is er duidelijk van in kennis gesteld dat de gereglementeerde onderneming bij het verrichten van deze dienst niet verplicht is de passendheid van de te verrichten of aangeboden dienst of het aangeboden instrument te beoordelen en dat hij derhalve niet de bescherming van de toepasselijke gedragsregels geniet; deze waarschuwing mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt;

- de geregelende onderneming komt de belangenconflictenregeling na bepaald door en krachtens artikel 42 van de wet van 25 april 2014 en artikel 62bis van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen.

§ 7. De geregelende onderneming legt een dossier aan met de tussen de onderneming en de cliënt overeengekomen documenten waarin de rechten en plichten van beide partijen worden beschreven, alsmede de overige voorwaarden waarop de onderneming diensten voor de cliënt zal verrichten.

De geregelende onderneming die een nieuwe niet-professionele cliënt een andere beleggingsdienst dan beleggingsadvies verleent, gaat met de cliënt een schriftelijke basisovereenkomst aan, op papier of op een andere duurzame drager, waarin de belangrijkste rechten en plichten van de onderneming en de cliënt zijn vastgelegd.

De rechten en plichten van beide partijen bij de overeenkomst kunnen worden opgenomen door middel van verwijzing naar andere documenten of wetteksten.

De Koning kan, op advies van de FSMA, nadere regels bepalen in verband met de inhoud van de met cliënten af te sluiten overeenkomsten. Deze regels doen geen afbreuk aan de gemeenrechtelijke rechten en verplichtingen, met dien verstande dat zij mogen bepalen dat de overeenkomsten van vermogensbeheer geen vermindering van de gemeenrechtelijke aansprakelijkheid van de geregelende onderneming mogen inhouden.

§ 8. De cliënt dient van de geregelende onderneming deugdelijke verslagen over de voor haar cliënten verrichte diensten te ontvangen. In voorkomend geval bevatten deze verslagen de kosten van de transacties en de diensten die voor de cliënt werden verricht.

§ 9. Wanneer een beleggingsdienst wordt aangeboden als onderdeel van een financieel product dat reeds ressorteert onder andere bepalingen van de communautaire wetgeving of onder gemeenschappelijke Europese normen betreffende kredietinstellingen en betreffende consumentenkredieten op het stuk van risicobeoordeling van cliënten en/of informatievereisten, zijn de verplichtingen van dit artikel niet eveneens van toepassing op deze dienst.

§ 10. De geregelende ondernemingen met een vergunning om orders voor rekening van cliënten uit te voeren, passen procedures en regelingen toe die een onmiddellijke, billijke en vlotte uitvoering van orders van cliënten garanderen ten opzichte van orders van andere cliënten of de handelsposities van de geregelende onderneming.

Deze procedures of regelingen moeten een geregelende onderneming in staat stellen om overigens vergelijkbare orders van cliënten in de volgorde van het tijdstip van ontvangst uit te voeren.

§ 11. De Koning bepaalt, op advies van de FSMA en na open raadpleging, nadere regels ter uitvoering van de in §§ 1 tot 10 bepaalde gedragsregels, inzonderheid teneinde de uit de Richtlijnen 2004/39/EG en 2006/73/EG voortvloeiende verplichtingen te na te leven. Hij kan inzonderheid verschillende regels bepalen naargelang het gaat om professionele of niet-professionele cliënten.

§ 12. De Koning kan tevens, op advies van de FSMA en na open raadpleging, aanvullende gedragsregels bepalen met het oog op de bescherming van de belegger en de goede werking van de markt ».

Artikel 4, 4<sup>o</sup>, van dat besluit bepaalt dat paragraaf 6 van dat artikel 27 niet van toepassing is op de dienstverleners.

B.9.3.3. Volgens de Ministerraad kan het verschil in behandeling worden verantwoord door het feit dat de richtlijn 2002/92/EG gebiedt de verlangens en behoeften van de cliënt te identificeren vóór het sluiten van eender welke soort verzekeringsovereenkomst en dat die verplichting onvermijdbaar is met de regeling van « *execution order only* », waarmee een cliënt zonder enige bemiddeling vanwege de dienstverlener kan intekenen op een product.

B.9.3.4. De verplichting om de behoeften van de cliënten te identificeren wordt opgelegd aan zowel de verzekeringstussenpersonen, door artikel 12 van de richtlijn 2002/92/EG als de beleggingsondernemingen, door artikel 24 van de richtlijn 2014/65/EU.

Noch het verslag aan de Koning, noch de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet, noch de Ministerraad geeft duidelijk de redenen weer die de niet-toepassing, op de dienstverleners inzake verzekeringen, van paragraaf 6 van artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 zouden kunnen rechtvaardigen, rekening houdend met het doel van de wetgever dat erin bestaat een « *level playing field* » in te voeren.

B.9.3.5. Het tweede onderdeel van het zevende middel is gegrond. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 dient bijgevolg te worden vernietigd in zoverre het artikel 4, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit « niveau 1 » bekrachtigt.

*Wat het derde onderdeel van het zevende middel betreft*

B.9.4.1. In het derde onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat artikel 350 van de bestreden wet, in samenhang gelezen met artikel 4, 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit « niveau 1 », dat artikel 27, § 3, van de wet van 2 augustus 2002 aanpast, in zoverre het verplicht om aan een cliënt « soorten verzekeringsovereenkomsten die worden aangeboden, en de ter zake geldende dekkingen en voorwaarden » alsook « spaar- of beleggingsverzekeringen en de voorgestelde spaar- of beleggingsstrategieën » te bezorgen bij het verstrekken van een verzekeringsbemiddelingsdienst, een verplichting oplegt die klaarblijkelijk onevenredig zou zijn in het licht van het doel van de bestreden wet en de specificiteit van de verzekeringsbemiddeling. Het zou kennelijk niet nuttig zijn dat de cliënt over informatie beschikt met betrekking tot soorten overeenkomsten die hij niet overweegt aan te gaan.

B.9.4.2. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 bekrachtigt het koninklijk besluit « niveau 1 ».

Artikel 4, 3<sup>o</sup>, van dat besluit bepaalt dat paragraaf 3 van artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 van toepassing is op de dienstverleners in de lezing die volgt :

« Wanneer een dienstverlener een verzekeringsbemiddelingsdienst verstrekt, wordt in een voor de cliënten of potentiële cliënten begrijpelijke vorm passende informatie verstrekt over :

- de dienstverlener en zijn diensten;
- de soorten verzekeringsovereenkomsten die worden aangeboden, en de ter zake geldende dekkingen en voorwaarden;
- de spaar- of beleggingsverzekeringen en de voorgestelde spaar- of beleggingsstrategieën; hieronder vallen passende toelichting en waarschuwingen over de risico's verbonden aan het sparen of het beleggen in deze producten of aan bepaalde spaar- of beleggingsstrategieën;
- de kosten en bijbehorende lasten,

zodat zij redelijkerwijs in staat zijn de aard van de aangeboden verzekeringsbemiddelingsdienst en van de specifiek aangeboden verzekeringsovereenkomst, alsook, met betrekking tot de spaar- of beleggingsverzekeringen, de daaraan verbonden risico's te begrijpen en derhalve met kennis van zaken te beslissen om al dan niet een verzekeringsovereenkomst te sluiten. Deze informatie mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt ».

Artikel 27, § 3, van de wet van 2 augustus 2002, in de versie die van toepassing is op de bank- en financiële sector, bepaalt :

- « In een voor de cliënten of potentiële cliënten begrijpelijke vorm wordt passende informatie verstrekt over :
- de geregelende onderneming en haar diensten;

- financiële instrumenten en voorgestelde beleggingsstrategieën; hieronder vallen passende toelichting en waarschuwingen over de risico's verbonden aan beleggingen in deze instrumenten of aan bepaalde beleggingsstrategieën;

- plaatsen van uitvoering en
- kosten en bijbehorende lasten

zodat zij redelijkerwijs in staat zijn de aard en de risico's van de aangeboden beleggingsdienst en van de specifiek aangeboden categorie van financieel instrument te begrijpen en derhalve met kennis van zaken beleggingsbeslissingen te nemen. Deze informatie mag in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt ».

B.9.4.3. Het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit « niveau 1 » vermeldt :

« De in paragraaf 3 aangebrachte wijzigingen zijn in essentie van terminologische aard. De bedoeling van het tweede streepje van paragraaf 3 is andere verzekeringsovereenkomsten dan spaar- of beleggingsverzekeringen te dekken. In de artikelen 11 tot 13 van het koninklijk besluit van 3 juni 2007 tot bepaling van nadere regels tot omzetting van de richtlijn betreffende markten voor financiële instrumenten, als nader gepreciseerd bij koninklijk besluit van 21 februari 2014 inzake de krachtens de wet vastgestelde gedragsregels en regels over het beheer van belangenconflicten, wat de verzekeringssector betreft, wordt aangegeven wat precies verstaan wordt onder ' passende ' informatie in de zin van de onderhavige paragraaf » (*Belgisch Staatsblad*, 7 maart 2014, tweede editie, p. 20147).

B.9.4.4. De bestreden bepaling past artikel 27, § 3, van de wet van 2 augustus 2002 aan de verzekeringssector aan teneinde de cliënten van die sector passende informatie te verstrekken. Zij verplicht de dienstverleners niet om aan de cliënten meteen alle aangeboden verzekeringsovereenkomsten of de spaar- of beleggingsverzekeringen en de voorgestelde spaar- of beleggingsstrategieën mee te delen, maar om informatie te verstrekken over de soorten diensten die passend zouden kunnen zijn, zodat die cliënten redelijkerwijs in staat zijn de aard van de aangeboden verzekeringsbemiddelingsdienst en van de specifiek aangeboden verzekeringsovereenkomst te begrijpen, alsook, met betrekking tot de spaar- of beleggingsverzekeringen, de daaraan verbonden risico's te begrijpen en derhalve met kennis van zaken te beslissen om al dan niet een bepaald type verzekeringsovereenkomst te sluiten. Die informatie mag overigens in gestandaardiseerde vorm worden verstrekt.

Uit een vergelijking van de tekst van de bestreden bepaling en de tekst van artikel 27, § 3, van de wet van 2 augustus 2002 volgt niet dat de bestreden bepaling de verzekeringssector een onevenredige verplichting zou opleggen rekening houdend met het doel van de wetgever, namelijk de invoering van een « *level playing field* ».

B.9.4.5. Onder het voorbehoud van de in B.9.4.4 vermelde interpretatie is het derde onderdeel van het zevende middel niet gegrond.

*Wat het vierde onderdeel van het zevende middel betreft*

B.9.5.1. In het vierde onderdeel wijzen de verzoekende partijen erop dat artikel 27, § 11, van de wet van 2 augustus 2002, in de versie ervan die van toepassing is op de bank- en financiële sector, toelaat cliënten te categoriseren naargelang zij als « niet-professionele » of « professionele cliënten » kunnen worden omschreven. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014, in samenhang gelezen met artikel 4, 10<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit « niveau 1 », past artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 aan de specificiteit van de sector van de verzekeringsbemiddeling aan door, in paragraaf 11, de uitdrukkelijke verwijzing naar een categorisatie van het cliënteel voor de verzekerings-tussenpersonen en de verzekeringsondernemingen te schrappen. De Koning is van oordeel dat die ontstentenis van uitdrukkelijke verwijzing Hem zou hebben verplicht, bij het nemen van het koninklijk besluit « niveau 2 », artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 juni 2007, dat het begrip « professionele cliënt » definieert, buiten toepassing te doen treden voor de verzekeringstussenpersonen en de verzekeringsondernemingen, en elke verwijzing naar een categorisatie van het cliënteel te schrappen. In de veronderstelling dat die redenering kan worden gevolgd, zou de bestreden bepaling het toepassingsgebied van de MiFID-gedragsregels zoals aanvankelijk daarin was voorzien bij artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002, uitbreiden zonder dat zulks gerechtvaardigd zou zijn door de specificiteit van de sector van de verzekeringsbemiddeling en van de verzekeringssector. De bestreden bepaling zou op die manier aan de verzekerings-tussenpersonen onevenredige verplichtingen opleggen tegenover cliënten die de nodige ervaring, kennis en deskundigheid bezitten om zelf verzekeringsbeslissingen te nemen en de door hen gelopen risico's adequaat in te schatten. Bovendien zou zij op die manier een discriminatie creëren tussen de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, enerzijds, en de verzekeringstussenpersonen en verzekeringsondernemingen, anderzijds.

B.9.5.2. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 bekrachtigt het koninklijk besluit « niveau 1 ».

Artikel 4, 10<sup>o</sup>, van dat besluit bepaalt dat paragraaf 11 van artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 van toepassing is op de dienstverleners in de lezing die volgt :

« De Koning bepaalt, op advies van de FSMA, nadere regels ter uitvoering van de in §§ 1, 2, 3 tot 5, 7, eerste lid, en 8, bepaalde gedragsregels ».

Artikel 27, § 11, van de wet van 2 augustus 2002, in de versie ervan die van toepassing is op de bank- en financiële sector, bepaalt :

« De Koning bepaalt, op advies van de FSMA en na open raadpleging, nadere regels ter uitvoering van de in §§ 1 tot 10 bepaalde gedragsregels, inzonderheid teneinde de uit de Richtlijnen 2004/39/EG en 2006/73/EG voortvloeiende verplichtingen te na te leven. Hij kan inzonderheid verschillende regels bepalen naargelang het gaat om professionele of niet-professionele cliënten ».

B.9.5.3. Het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit « niveau 1 » vermeldt :

« De bepaling onder 10<sup>o</sup> verduidelijkt de draagwijdte van de machtiging aan de Koning waarvan sprake in paragraaf 11 van voornoemd artikel 27 in het kader van de toepassing van de zogenaamde ' MiFiD '-gedragsregels op de verzekeringsondernemingen en de verzekeringstussenpersonen » (*Belgisch Staatsblad*, 7 maart 2014, tweede editie, p. 20148).

B.9.5.4. Volgens de Ministerraad werd de categorisatie van de cliënten niet uitgebreid tot de verzekeringssector om de volgende redenen : die regeling brengt een aanzienlijke administratieve last mee; de ervaring van de toepassing van de MiFID-regels in de sector van de banken en beleggingsondernemingen toonde aan dat een groot aantal cliënten niet-professionele cliënten waren en dat men evolueert naar een uitbreiding van de regels tot de professionele cliënten; het voorstel voor een IMD II-richtlijn handhaaft dat onderscheid maar trekt er enkel gevolgen uit voor de informatieverplichtingen; de wet van 4 april 2014 heeft een andere categorisatie aangenomen, die berust op het begrip « grote risico's »; de herverzekering is uitgesloten van het toepassingsgebied van de regelgeving.

B.9.5.5. Noch het verslag aan de Koning, noch de door de Ministerraad aangevoerde redenen kunnen het door de verzoekende partijen bekritiseerde verschil in behandeling rechtvaardigen. Aangezien het doel van de wetgever erin bestaat een « *level playing field* » in te voeren tussen de banken en de verzekeringsondernemingen en -tussenpersonen door de gedragsregels die aan de financiële sector zijn opgelegd, uit te breiden tot de verzekeringssector en ze aan te passen aan de verzekeringssector, is het zonder redelijke verantwoording dat het aan de Koning niet wordt toegestaan om voor de verzekeringssector verschillende regels te bepalen naargelang het gaat om professionele of niet-professionele cliënten, terwijl Hij dat wel mag doen voor de financiële sector. Die maatregel reikt verder dan het nagestreefde doel.

B.9.5.6. Het vierde onderdeel van het zevende middel is gegrond. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 dient bijgevolg te worden vernietigd in zoverre het artikel 4, 10°, van het koninklijk besluit « niveau 1 » bekrachtigt in zoverre dat artikel de Koning niet toestaat verschillende regels te bepalen naargelang het gaat om professionele of niet-professionele cliënten.

*Wat het vijfde onderdeel van het zevende middel betreft*

B.9.6.1. In een vijfde onderdeel doen de verzoekende partijen gelden dat artikel 350 van de bestreden wet, in samenhang gelezen met artikel 4, 8°, van het koninklijk besluit « niveau 1 », aan de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA) bevoegdheden delegeert die betrekking hebben op bevoegdheden die aan de wetgever of minstens aan de Koning zijn voorbehouden en die verder reiken dan het vaststellen van technische punten in de zin van artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002, door haar toe te staan de kosten te bepalen die in de verslagen moeten worden opgenomen. De bepaling staat de FSMA toe « de inhoud en de vorm » van die verslagen te verduidelijken. Zij vermag dus onder meer te bepalen wat moet worden verstaan onder het begrip « kosten ». Het is overigens in die zin dat artikel 27, § 8, van de wet van 2 augustus 2002 ten uitvoer is gelegd bij het koninklijk besluit van 3 juni 2007, in de aan de sector van de verzekeringsbemiddeling aangepaste versie ervan (artikel 13 van het koninklijk besluit « niveau 2 »). Overeenkomstig het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie en dat van evenredigheid, en rekening houdend met het nagestreefde doel van een « *level playing field* », zou het begrip « kosten » noodzakelijkerwijs de risicopremie, de kosten gemaakt door de dienstverlener en de belastingen verbonden aan het verzekeringsproduct moeten omvatten. Bovendien zouden die kosten, omwille van de transparantie, voor alle dienstverleners vanuit die driefvoudige verdeling moeten worden voorgelegd.

B.9.6.2. Zoals is vermeld in B.3.2.2, is artikel 23, tweede en derde lid, 1°, van de Grondwet te dezen niet van toepassing.

Het Hof onderzoekt het vijfde onderdeel van het zevende middel bijgevolg uitsluitend in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet en met het beginsel van de scheiding der machten.

B.9.6.3. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 bekrachtigt het koninklijk besluit « niveau 1 ».

Artikel 4, 8°, van dat besluit bepaalt dat artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 van toepassing is op de dienstverleners in de lezing die volgt :

« 8° paragraaf 8 moet als volgt worden gelezen :

‘ § 8. De cliënt dient van de dienstverlener deugdelijke verslagen te ontvangen over, naargelang van het geval, de verzekeringsbemiddelingsdienst die hij hem aanbiedt, of de verzekeringsovereenkomsten die hij met hem heeft gesloten. In voorkomend geval, bevatten deze verslagen de kosten van de aan de cliënten verstrekte verzekeringsbemiddelingsdiensten of de door de cliënten gesloten verzekeringsovereenkomsten. De FSMA kan, bij reglement genomen ter uitvoering van de artikelen 49, § 3, en 64, van de wet, de inhoud en de vorm van die verslagen, alsook de modaliteiten voor de overlegging ervan verduidelijken. ’ ».

Artikel 27, § 8, van de wet van 2 augustus 2002, in de versie ervan die van toepassing is op de bank- en financiële sector, bepaalt :

« De cliënt dient van de gereguleerde onderneming deugdelijke verslagen over de voor haar cliënten verrichte diensten te ontvangen. In voorkomend geval bevatten deze verslagen de kosten van de transacties en de diensten die voor de cliënt werden verricht ».

Artikel 49, §§ 1 tot 3, van de wet van 2 augustus 2002 bepaalt :

« § 1. Het directiecomité staat in voor het beheer en het bestuur van de FSMA en bepaalt de oriëntatie van haar beleid. Het benoemt en ontslaat de personeelsleden en bepaalt hun bezoldiging alsook alle andere voordelen. Het neemt beslissingen in alle aangelegenheden die niet uitdrukkelijk door de wet aan een ander orgaan zijn voorbehouden.

§ 2. Het directiecomité bepaalt de oriëntaties en de algemene prioriteiten inzake het toezichtsbeleid, stelt een jaarlijks plan inzake het toezicht op en bepaalt de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van elke sector die onder het toezicht van de FSMA staat.

§ 3. Op advies van de raad van toezicht, bepaalt het directiecomité de reglementen zoals bedoeld in artikel 64. Het directiecomité bepaalt, in omzendbrieven, aanbevelingen of gedragsregels, alle maatregelen ter verduidelijking van de toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen waarvan de FSMA de toepassing controleert ».

Artikel 64 van de wet van 2 augustus 2002 bepaalt :

« In de aangelegenheden waarvoor zij bevoegd is, kan de FSMA reglementen vaststellen ter aanvulling van de betrokken wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende technische punten. De reglementen worden krachtens artikel 49, § 3, vastgesteld.

Zonder afbreuk te doen aan de raadpleging waarin in andere wetten of reglementen is voorzien, kan de FSMA overeenkomstig de procedure van de open raadpleging de inhoud van elk reglement dat zij overweegt vast te stellen, toelichten in een consultatienota en deze bekendmaken op haar website voor eventuele opmerkingen van belanghebbende partijen.

De reglementen van de FSMA hebben slechts uitwerking na goedkeuring door de Koning en bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De Koning kan deze reglementen wijzigen of, in de plaats van de FSMA, optreden indien deze in gebreke blijft die reglementen vast te stellen ».

B.9.6.4. De artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet verzetten zich niet ertegen dat, in een bepaalde technische materie, de wetgever specifieke uitvoerende bevoegdheden toevertrouwt aan een autonome administratieve overheid die zowel aan de juridictionele controle als aan de parlementaire controle is onderworpen, en verbieden de wetgever niet om delegaties te verlenen aan een uitvoerend orgaan, op voorwaarde dat die betrekking hebben op de uitvoering van maatregelen waarvan het doel door de bevoegde wetgever is bepaald, in het bijzonder in technische en ingewikkelde materies.

B.9.6.5. De FSMA is een administratieve overheid die beschikt over een ruime autonomie die niet verenigbaar is met de onderwerping van die overheid aan een hiërarchische controle of aan een administratief toezicht, en waarvan het statuut en de opdrachten zijn bepaald in hoofdstuk III van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten. Artikel 44 van die wet bepaalt dat zij een autonome instelling met rechtspersoonlijkheid is en artikel 45 preciseert de aan haar toevertrouwde opdrachten. De reglementaire bevoegdheid die de bestreden bepaling aan haar toevertrouwt, ligt in de lijn van de bevoegdheid die artikel 64 van die wet aan haar toekent. Overeenkomstig het derde lid van die bepaling, waarnaar in de bestreden bepaling uitdrukkelijk wordt verwezen, hebben de reglementen van de FSMA slechts uitwerking na goedkeuring ervan door de Koning en bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De Koning kan daarnaast die reglementen wijzigen of in de plaats van de FSMA optreden indien die in gebreke blijft die reglementen vast te stellen. De reglementen van de FSMA maken aldus het voorwerp uit van een controle vanwege een politiek verantwoordelijke autoriteit voor de Kamers. Artikel 65 van die wet bepaalt overigens dat de FSMA elk jaar een verslag publiceert over haar activiteiten en het verzendt aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, en dat de voorzitter van de FSMA,

of in voorkomend geval het voltallige directiecomité van de FSMA, elk jaar wordt gehoord door de bevoegde commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers in de maand die volgt op de publicatie van het verslag over de activiteiten van de FSMA. De voorzitter van de FSMA, of in voorkomend geval het voltallige directiecomité van de FSMA, kan daarnaast worden gehoord door de bevoegde commissies van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, op hun verzoek of op zijn eigen initiatief.

B.9.6.6. De door de Koning goedgekeurde reglementen van de FSMA kunnen het voorwerp uitmaken van een juridictionele controle door de Raad van State.

Uit de rechtspraak van de Raad van State blijkt dat hij een volwaardige juridictionele toetsing doorvoert, zowel aan de wet als aan de algemene rechtsbeginselen.

De personen die zijn onderworpen aan een door de FSMA uitgevaardigd reglement beschikken dus, voor de Raad van State, over een daadwerkelijk beroep voor een onafhankelijk en onpartijdig rechtcollege.

B.9.6.7. De wetgever heeft de opdrachten en de werking van de FSMA geregeld. Hij heeft voorzien in een politieke en parlementaire controle op de reglementen van de FSMA.

B.9.6.8. Door de FSMA toe te staan om, bij reglement genomen ter uitvoering van de artikelen 49, § 3, en 64, van de wet, de inhoud en de vorm van de verslagen bedoeld in artikel 4, 8°, van het koninklijk besluit « niveau 1 », alsook de modaliteiten voor de overlegging ervan te verduidelijken, heeft de wetgever, in een technische materie die verantwoordt dat een beroep wordt gedaan op de betrokken administratieve overheid, de wettelijke machtiging voldoende gedefinieerd en heeft hij overigens geen wezenlijke bestanddelen van de uitoefening van een beroepsactiviteit gedelegeerd. Artikel 64, derde lid, van de wet van 2 augustus 2002 onderwerpt de reglementen van de FSMA bovendien aan de goedkeuring van de Koning. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 33, 105 en 108 van de Grondwet en met het beginsel van de scheiding der machten, zijn niet geschonden.

B.9.6.9. Het vijfde onderdeel van het zevende middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het achtste middel*

B.10.1. Het achtste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De verzoekende partijen verwijten artikel 350 van de bestreden wet het koninklijk besluit nr. 3, waarvan artikel 10 voorziet in de invoeging van een nieuw artikel 12octies in de wet van 27 maart 1995, te bekrachtigen. Overeenkomstig artikel 347 van de wet van 4 april 2014 wordt die bepaling opgeheven vanaf 1 november 2014; artikel 279 van de wet van 4 april 2014 neemt niettemin een identieke bepaling over. De verzoekende partijen wijzen erop dat uit artikel 12octies, § 1, zoals ingevoegd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 3, en uit artikel 279, § 1, van de wet van 4 april 2014 blijkt dat de verzekeringsondernemingen alleen verantwoordelijk moeten blijven voor elke handeling of elk verzuim van de verzekeringsagenten die aan hen verbonden zijn, in zoverre die handeling of dat verzuim betrekking heeft op de gedragsregels als bepaald in die wet, in het koninklijk besluit over de gedragsregels « niveau 1 » of in het koninklijk besluit over de gedragsregels « niveau 2 », en dat dit artikel daarnaast preciseert dat « de verbonden verzekeringsagent [toch ook] verantwoordelijk [blijft] als er sprake is van een kennelijke tekortkoming ». In zulke beperkingen wordt echter niet voorzien door artikel 12octies, § 2, zoals ingevoegd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 3, noch door artikel 279, § 2, van de wet van 4 april 2014 voor de verzekeringsagenten en verzekeringsmakelaars wanneer zij samenwerken met een verzekeringssubagent. Daaruit zou dus moeten worden afgeleid dat de verzekeringsstussenpersonen in alle gevallen verantwoordelijk zijn voor elke handeling of elk verzuim van de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken, en dat die verzekeringssubagenten niet verantwoordelijk zijn voor hun kennelijke tekortkomingen. De verzekeringsstussenpersonen zouden dus aan een zwaardere verantwoordelijkheid worden onderworpen dan de verzekeringsondernemingen, hoewel zij zich in een identieke situatie bevinden. Niets zou een dergelijke discriminatie rechtvaardigen. Overigens zouden de verzekeringsondernemingen enkel verantwoordelijk moeten blijven voor elke handeling of verzuim van de verzekeringsagenten met wie zij samenwerken indien die laatste aan hen verbonden zijn, terwijl de verzekeringsstussenpersonen verantwoordelijk zouden moeten blijven voor alle verzekeringssubagenten die voor hen zouden werken. Opnieuw zouden zij aan een zwaardere verantwoordelijkheid worden onderworpen dan de verzekeringsondernemingen, hoewel zij zich in een identieke situatie bevinden.

B.10.2. Artikel 350 van de wet van 4 april 2014 bekrachtigt, met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding, het koninklijk besluit nr. 3.

Overeenkomstig artikel 11 ervan is dat koninklijk besluit in werking getreden op 30 april 2014.

Artikel 10 van dat koninklijk besluit bepaalt :

« In de bij artikel 9 ingevoegde afdeling 6 [van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekerings- en herverzekeringsbemiddeling en de distributie van verzekeringen] wordt een artikel 12octies ingevoegd, luidende :

‘ Art. 12octies. § 1. Verzekeringsondernemingen die samenwerken met verbonden verzekeringsagenten, blijven volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk voor elke handeling of elk verzuim van die verbonden verzekeringsagenten die in naam en voor rekening van die ondernemingen optreden, in zoverre die handeling of dat verzuim betrekking heeft op de gedragsregels als bepaald in deze wet, het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 1 of het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 2. Toch blijft ook de verbonden verzekeringsagent verantwoordelijk als er sprake is van een kennelijke tekortkoming.

De verzekeringsondernemingen zien erop toe dat de verbonden verzekeringsagenten met wie zij samenwerken, kenbaar maken in welke hoedanigheid zij optreden voordat zij zakendoen met een cliënt.

De verzekeringsondernemingen dienen de werkzaamheden van de verbonden verzekeringsagenten met wie zij samenwerken, te controleren.

§ 2. Verzekeringsagenten en verzekeringsmakelaars die samenwerken met verzekeringssubagenten blijven volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk voor elke handeling of elk verzuim van die verzekeringssubagenten die voor hun rekening optreden.

De verzekeringsagenten en de verzekeringsmakelaars zien erop toe dat de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken, kenbaar maken in welke hoedanigheid zij optreden voordat zij zakendoen met een cliënt.

De verzekeringsagenten en de verzekeringsmakelaars dienen de werkzaamheden van de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken, te controleren. ’ ».

Overeenkomstig artikel 347 van de wet van 4 april 2014 wordt de wet van 27 maart 1995 opgeheven. Met toepassing van artikel 352 ervan, treedt de wet van 4 april 2014 in werking op 1 november 2014.

Artikel 279 van de wet van 4 april 2014 bepaalt :

« § 1. Verzekeringsondernemingen die samenwerken met verbonden verzekeringsagenten, blijven volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk voor elke handeling of elk verzuim van die verbonden verzekeringsagenten die in naam en voor rekening van die ondernemingen optreden, in zoverre die handeling of dat verzuim betrekking heeft op de gedragsregels als bedoeld in dit deel, het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 1 of het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 2. Toch blijft ook de verbonden verzekeringsagent verantwoordelijk als er sprake is van een kennelijke tekortkoming.

De verzekeringsondernemingen zien erop toe dat de verbonden verzekeringsagenten met wie zij samenwerken, kenbaar maken in welke hoedanigheid zij optreden voordat zij zakendoen met een cliënt.

De verzekeringsondernemingen dienen de werkzaamheden van de verbonden verzekeringsagenten met wie zij samenwerken, te controleren.

§ 2. Verzekeringsagenten en verzekeringsmakelaars die samenwerken met verzekeringssubagenten blijven volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk voor elke handeling of elk verzuim van die verzekeringssubagenten die voor hun rekening optreden.

De verzekeringsagenten en de verzekeringsmakelaars zien erop toe dat de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken, kenbaar maken in welke hoedanigheid zij optreden voordat zij zakendoen met een cliënt.

De verzekeringsagenten en de verzekeringsmakelaars dienen de werkzaamheden van de verzekeringssubagenten met wie zij samenwerken, te controleren ».

B.10.3. Het Hof dient de bestaanbaarheid te onderzoeken van artikel 350 van de bestreden wet, zoals is gepreciseerd in B.10.2, voor de periode van 30 april 2014 tot 1 november 2014, en van artikel 279 van de bestreden wet, voor de periode na 1 november 2014, in zoverre die bepalingen de aansprakelijkheid van de verzekeringsondernemingen uitdrukkelijk beperken tot elke handeling of elk verzuim van hun verbonden verzekeringsagenten in zoverre die handeling of dat verzuim betrekking heeft op de gedragsregels als bedoeld in artikel 279, § 1, van de bestreden wet, dat preciseert dat ook de verbonden verzekeringsagent verantwoordelijk blijft als er sprake is van een kennelijke tekortkoming, terwijl verzekeringsagenten en verzekeringsmakelaars die samenwerken met verzekeringssubagenten volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk blijven voor elke handeling of elk verzuim van die verzekeringssubagenten die voor hun rekening optreden, en die verzekeringssubagenten niet verantwoordelijk zijn voor hun kennelijke tekortkomingen.

B.10.4. Artikel 257 van de wet van 4 april 2014 bepaalt :

« Voor de toepassing van dit deel wordt verstaan onder :

[...]

2° ' verzekeringsmakelaar ' : de verzekerings- of herverzekeringstussenpersoon die verzekeringnemers en verzekeringsondernemingen, of verzekeringsondernemingen en herverzekeringsondernemingen, met elkaar in contact brengt, zonder in de keuze van deze gebonden te zijn;

3° ' verzekeringsagent ' : de verzekerings- of herverzekeringstussenpersoon die, uit hoofde van een of meer overeenkomsten of volmachten, in naam en voor rekening van één of meerdere verzekerings- of herverzekeringsondernemingen werkzaamheden van verzekerings- of herverzekeringbemiddeling uitoefent;

4° ' verzekeringssubagent ' : de verzekerings- of herverzekeringstussenpersoon, andere dan deze bedoeld in de punten 2° en 3°, die handelt onder de verantwoordelijkheid van de in punten 2° en 3° bedoelde personen;

5° ' verbonden verzekeringsagent ' : de verzekeringsagent die, uit hoofde van een of meer overeenkomsten of volmachten, werkzaamheden van verzekeringsbemiddeling slechts mag uitoefenen in naam en voor rekening van :

- één enkele verzekeringsonderneming; of

- verschillende verzekeringsondernemingen in zoverre de verzekeringsovereenkomsten van die ondernemingen geen onderling concurrerende verzekeringsovereenkomsten zijn;

en onder de volledige verantwoordelijkheid van die onderneming(en) handelt voor de verzekeringsovereenkomsten die haar (hen) respectievelijk aanbelangen

[...] ».

Identieke definities waren opgenomen in artikel 1, 6° tot 8bis°, van de wet van 27 maart 1995, zoals het was gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 3, wet die is opgeheven bij artikel 347 van de wet van 4 april 2014.

B.10.5. Het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit nr. 3 vermeldt :

« Artikel 1 van het besluit brengt de volgende wijzigingen aan in artikel 1 van de wet :

De bepaling onder 1° vervolledigt de definitie van de in artikel 1, 1°, van de wet bedoelde verzekeringsbemiddeling, door te verduidelijken dat dit begrip ook ' het adviseren over verzekeringsovereenkomsten ' omvat.

De bepaling onder 2° voegt, in punt 8bis van artikel 1 van de wet, de definitie van ' verbonden verzekeringsagent ' in. Die definitie is nodig ingevolge de invoering van een nieuw artikel 12octies in de wet. Het nieuwe artikel, dat bij artikel 11 van dit ontwerpbesluit wordt ingevoegd, verduidelijkt met name wie bij de verzekeringsonderneming of bij zijn verbonden verzekeringsagent de nodige maatregelen moet nemen (en toezien op de tenuitvoerlegging ervan) om de naleving van de door en krachtens deze wet bepaalde verplichtingen te garanderen. Een verbonden verzekeringsagent is een verzekeringsagent die een of meer overeenkomsten of volmachten heeft afgesloten met een of meer verzekeringsondernemingen uit hoofde waarvan hij gemachtigd is om, voor de verzekeringsovereenkomsten die hen respectievelijk aanbelangen, slechts in hun naam, voor hun rekening en onder hun verantwoordelijkheid te handelen. Het is een verbonden verzekeringsagent contractueel slechts toegestaan om in naam en voor rekening van verschillende verzekeringsondernemingen te handelen in zoverre de verzekeringsovereenkomsten van die ondernemingen geen onderling concurrerende verzekeringsovereenkomsten zijn. Dat in de schriftelijke overeenkomst of volmacht een expliciete vermelding over die exclusiviteit ontbreekt, is in dat verband niet voldoende om te concluderen dat de verzekeringsagent niet verbonden is, als dat in de praktijk niet zo is. In de schriftelijke overeenkomst tussen de partijen moeten de samenwerkingsvoorwaarden immers ten volle tot uiting komen. In de groep van activiteiten ' leven ' worden de verzekeringsovereenkomsten die beantwoorden aan de definitie van spaar- en beleggingsovereenkomsten beschouwd als onderling concurrerende verzekeringsovereenkomsten. Hetzelfde geldt voor de verzekeringsovereenkomsten binnen de groep van activiteiten ' leven ', andere dan de verzekeringsovereenkomsten die beantwoorden aan de definitie spaar- en beleggingsverzekeringen. In de groep van activiteiten ' niet-leven ' worden de verzekeringsovereenkomsten die behoren tot eenzelfde tak als concurrerend beschouwd. Concreet gezien betekent dit dat een verbonden verzekeringsagent spaarverzekering zou kunnen aanbieden van een bepaalde verzekeringsonderneming en daarnaast, uit de groep van activiteiten ' niet-leven ', verzekeringsovereenkomsten van de tak ' brand ' van een tweede verzekeringsonderneming en verzekeringsovereenkomsten van de tak ' ziekte ' van een derde verzekeringsonderneming. Twee verzekeringsovereenkomsten worden echter niet geacht onderling concurrerende verzekeringsovereenkomsten te zijn als zij risico's dekken die onder eenzelfde tak ressorteren, voor zover, voor één van die overeenkomsten, het aldus gedekte risico een bijkomend risico is ten opzichte van een hoofdrisico in de zin van artikel 6, derde lid, van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen. In de praktijk betekent dit bijvoorbeeld dat een verbonden verzekeringsagent zowel verzekeringen BA motorrijtuigen met een bijkomende dekking ' bijstand ' van een bepaalde verzekeringsonderneming als bijstandsverzekeringen van een andere verzekeringsonderneming zou mogen aanbieden.



Voorts dient gepreciseerd te worden dat een verzekeringsagent ' verbonden ' kan zijn voor bepaalde verzekeringsovereenkomsten waarvoor hij kan handelen onder de verantwoordelijkheid van een of meer verzekeringsondernemingen (met dien verstande dat die overeenkomsten geen onderling concurrerende verzekeringsovereenkomsten zijn), en tegelijkertijd ' niet-verbonden ' kan zijn voor andere verzekeringsovereenkomsten. Voor die laatste handelt de verzekeringsagent dan op eigen verantwoordelijkheid » (*Belgisch Staatsblad*, 7 maart 2014, tweede editie, p. 20134).

Dat verslag aan de Koning preciseerd overigens :

« Artikel 10 voegt in [de] wet een artikel 12octies in. Paragraaf 1 van dat artikel verduidelijkt dat de verzekeringsondernemingen volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk blijven voor elke handeling of elk verzuim van hun verbonden verzekeringsagenten die in hun naam en voor hun rekening optreden, voor zover deze handeling of dit verzuim verband houdt met de naleving van de gedragsregels als vastgesteld door deze wet, door het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 1 en/of door het koninklijk besluit over de gedragsregels van niveau 2. Er wordt echter verduidelijkt dat de verzekeringsagent ook verantwoordelijk blijft als er sprake is van een duidelijke tekortkoming. Bovendien wordt ook verduidelijkt dat elke verbonden verzekeringsagent aan de cliënten kenbaar moet maken in welke hoedanigheid hij optreedt vóór hij met hen zakendoet. Tot slot verduidelijkt het derde lid van paragraaf 1 dat de verzekeringsondernemingen de werkzaamheden van hun verbonden verzekeringsagenten dienen te controleren.

De verzekeringsmakelaars en de andere verzekeringsagenten dan de verbonden verzekeringsagent blijven dan weer volledig verantwoordelijk voor de naleving van de voormelde gedragsregels.

Paragraaf 2 van artikel 12octies betreft de toepassing van de verantwoordelijkheidsregeling op de verzekerings-tussenpersonen in het kader van hun relaties met de verzekeringssubagenten die voor hun rekening optreden. In deze paragraaf wordt aangegeven dat de verzekeringsagent en de verzekeringsmakelaar volledig en onvoorwaardelijk verantwoordelijk zijn voor elke handeling en elk verzuim van hun verzekeringssubagenten. Deze paragraaf gelezen in combinatie met de eerste paragraaf van artikel 12octies, leidt ertoe dat de verzekeringsonderneming verantwoordelijk is voor de miskenning van een of meer gedragsregels door een verzekeringssubagent die handelt voor rekening van de verbonden verzekeringsagent van deze verzekeringsonderneming » (*Belgisch Staatsblad*, 7 maart 2014, tweede editie, p. 20137).

B.10.6. Met de bestreden bepalingen heeft de wetgever specifiek de verzekeringsondernemingen die samenwerken met verbonden verzekeringsagenten beoogd en die ondernemingen verantwoordelijk gemaakt voor een coherente uitvoering van de gedragsregels, aangezien de verbonden agenten namens en voor rekening van die ondernemingen optreden en verplicht zijn de procedures te volgen die de onderneming heeft ingevoerd met het oog op de naleving van de gedragsregels. Die aansprakelijkheidsregeling doet geen afbreuk aan de gemeenschappelijke aansprakelijkheidsregeling en stelt de verbonden verzekeringsagent niet vrij van de verplichting tot naleving van de gedragsregels. Paragraaf 1 van de bestreden bepalingen legt overigens uitdrukkelijk de aansprakelijkheid vast van de verbonden agenten die een kennelijke tekortkoming begaan. Paragraaf 2 van de bestreden bepalingen voorziet niet in een specifieke bepaling om de naleving van de gedragsregels in de verhouding met de verzekeringssubagenten te verzekeren, maar herinnert aan de aansprakelijkheidsregeling die eigen is aan de relatie tussen de verzekeringsagenten en makelaars die met verzekeringssubagenten samenwerken. Met de bestreden bepalingen heeft de wetgever dus de aansprakelijkheidsregeling van de verbonden agenten en die aansprakelijkheidsregeling samengebracht. Het feit dat paragraaf 2 van de bestreden bepalingen niet uitdrukkelijk de regel heeft overgenomen volgens welke « ook de [verzekeringssubagent] verantwoordelijk [blijft] als er sprake is van een kennelijke tekortkoming », belet niet dat de gemeenschappelijke regels inzake aansprakelijkheid worden toegepast. Het doel van de bepalingen bestaat niet erin het beroep van de cliënt tegen de verzekeringssubagent of de verbonden verzekeringsagent af te schaffen, maar voor hem een bijkomend beroep mogelijk te maken tegen de verzekerings-tussenpersoon of de verzekeringsonderneming. De wetgever was dus niet verplicht om uitdrukkelijk te herinneren aan de regel van de persoonlijke aansprakelijkheid van de verzekeringssubagent overeenkomstig het gemeen recht.

B.10.7. Het achtste middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het negende middel*

B.11.1. Het negende middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met het beginsel van rechtszekerheid en met dat van gewettigd vertrouwen. Volgens de verzoekende partijen maakt artikel 352 van de wet van 4 april 2014, dat bepaalt dat de wet in werking treedt vanaf 1 november 2014, het voor de verzekerings-tussenpersonen niet mogelijk om zich naar behoren voor te bereiden op hun nieuwe verplichtingen (eerste onderdeel), en is het discriminerend, rekening houdend met de periode van aanpassing aan de MiFID-regels die werd toegekend aan de kredietinstellingen en de beleggings-ondernemingen, en die langer was (op zijn minst een jaar en drie maanden) (tweede onderdeel).

B.11.2. Artikel 352 van de wet van 4 april 2014 bepaalt :

« Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van zes maanden te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de bepalingen waarvan de datum van inwerkingtreding wordt bepaald overeenkomstig artikel 353.

In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 334 en 335 in werking op de tiende dag na de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, treedt artikel 350 in werking op de dag volgend op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*, en treedt artikel 351 in werking op 30 april 2014 ».

De wet van 4 april 2014 werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2014 en is dus in werking getreden op 1 november 2014, behalve in de gevallen bedoeld in artikel 352.

B.11.3. Bij zijn arrest nr. 86/2015 heeft het Hof artikel 9 van de wet van 21 december 2013 « houdende invoeging van boek VI ' Marktpraktijken en consumentenbescherming ' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van de definities eigen aan boek VI, en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan boek VI, in de boeken I en XV van het Wetboek van economisch recht » en artikel 69, derde lid, van de wet van 30 juli 2013 « tot versterking van de bescherming van de afnemers van financiële producten en diensten alsook van de bevoegdheden van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten en houdende diverse bepalingen (I) », in zoverre die bepalingen de artikelen 7, 19 en 60 van die wet in werking doen treden op een datum die 1 mei 2015 voorafgaat, vernietigd.

Bij dat arrest heeft het Hof geoordeeld :

« B.4.3. Artikel 9 van de wet van 21 december 2013, aangehaald in B.1.4, stelt de inwerkingtreding van de artikelen 7, 19 en 60 van de wet van 30 juli 2013, die met toepassing van artikel 69 van de wet van 30 juli 2013 oorspronkelijk was vastgesteld op 1 januari 2014, uit tot 30 april 2014.

B.4.4. Uit de parlementaire voorbereiding van die bepaling blijkt dat dat uitstel verantwoord is door de noodzaak om de betrokken sector in staat te stellen zich voor te bereiden op de tenuitvoerlegging van de nieuwe regels :

' Gelet op het technische karakter van de materie is het evenwel wenselijk in een redelijke termijn te voorzien tussen de bekendmaking van voornoemde wet van 30 juli 2013 (met name op 30 augustus 2013) en de inwerkingtreding van bovenvermelde regels teneinde de sector in staat te stellen zich voor te bereiden op de tenuitvoerlegging van die regels. Dezelfde redenering geldt ook voor de tussenpersonen in bankdiensten en beleggingsdiensten.

Om te vermijden dat de betrokken sector onvoldoende tijd zou hebben om zich te conformeren aan de nieuwe regelgeving, moet de datum van inwerkingtreding van de betreffende artikelen, zoals geregeld in artikel 69 van de wet van 30 juli 2013, dringend aangepast worden ' (*Parl. St.*, Kamer, 2013-2014, DOC 53-3018/002, p. 2).

B.4.5. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 juli 2013, vermeld in B.3.2.2, blijkt overigens dat de wetgever de principiële toepassing van de gedragsregels op de verzekeringsondernemingen en -tussenpersonen heeft gekoppeld aan de afwijkingen en aanpassingen die de Koning vermag vast te stellen.

B.4.6. Indien de wetgever een beleidswijziging noodzakelijk acht, vermag hij te oordelen dat zij met onmiddellijke ingang moet worden doorgevoerd en is hij in beginsel niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de overgangsregeling of de ontstentenis daarvan tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Dat laatste is het geval wanneer de rechtmatige verwachtingen van een bepaalde categorie van personen worden geschonden zonder dat een dwingende reden van algemeen belang voorhanden is die het ontbreken van een te hunnen voordele ingestelde overgangsregeling kan verantwoorden.

Het vertrouwensbeginsel is nauw verbonden met het – tevens door de verzoekende partijen aangevoerde – rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtsonderhorigen om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.

B.4.7. Zoals is vermeld in B.3.2.3 dateren de koninklijke besluiten die ter uitvoering van de artikelen 7, 19 en 60 van de wet van 30 juli 2013 moesten worden genomen, van 21 februari 2014 en zijn zij bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 7 maart 2014. Met toepassing van die artikelen 7, 19 en 60 zijn twee van die besluiten bekrachtigd bij artikel 350 van de wet van 4 april 2014, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2014.

Ook al preciseerd artikel 350 van de wet van 4 april 2014 dat de koninklijke besluiten zijn bekrachtigd op de respectieve datum van inwerkingtreding ervan, namelijk 30 april 2014, is de termijn die aan de verzekeringstussenpersonen wordt gelaten om zich aan te passen aan de gedragsregels die voortvloeien uit die koninklijke besluiten, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 2014, en uit de bekrachtigingswet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2014, ontoereikend. De minister heeft weliswaar bij de totstandkoming van de wet van 30 juli 2013 onderstreept dat ' [de] verzekeringssector [...] aldus reeds geruime tijd op de hoogte [is] dat de bestaande gedragsregels die gelden voor kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en hun agenten kunnen uitgebreid worden naar de verzekeringssector ' (*Parl. St.*, Kamer, 2012-2013, DOC 53-2872/004, p. 23). Het feit dat de intentie van de wetgever bekend is, kan de ontstentenis van een termijn om zich aan te passen aan gedragsregels met een dwingend karakter evenwel niet compenseren en kan de aansprakelijkheid van de verzekeringstussenpersonen met zich meebrengen, aangezien artikel 64 van de wet van 30 juli 2013 in hoofdstuk II, afdeling 7, onderafdeling 3, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten een artikel 30<sup>ter</sup> invoegt, waarvan paragraaf 1, eerste lid, bepaalt :

' Onverminderd het gemeen recht en niettegenstaande elk andersluidend beding in het nadeel van de afnemer van financiële producten of diensten, wordt, indien een persoon bedoeld in het tweede lid naar aanleiding van een financiële verrichting gedefinieerd in paragraaf 2 een inbreuk pleegt op één of meer bepalingen opgenomen in paragraaf 3 en de betrokken afnemer van financiële producten of diensten ingevolge deze verrichting schade leidt, de betrokken verrichting, behoudens tegenbewijs, geacht het gevolg te zijn van de inbreuk '.

Volgens de paragrafen 3 en 4 van dat artikel 30<sup>ter</sup> kan de schending van gedragsregels de uitvoering van het in paragraaf 1 vastgestelde vermoeden met zich meebrengen.

Wegens het dwingende karakter van de gedragsregels kunnen de argumenten van de Ministerraad, die het redelijke karakter van de termijn verantwoordt door het feit dat de sector is geraadpleegd bij de totstandkoming van de gedragsregels en bijgevolg hierop kon vooruitlopen, evenmin worden aanvaard. Hetzelfde geldt voor het argument dat steunt op een eventuele soepelheid van de FSMA of van de rechtscollèges bij de toepassing van de gedragsregels. Het doet immers afbreuk aan het verplichte karakter van de uitgevaardigde regels en toont bovendien de noodzaak van een langere aanpassingsperiode aan.

B.4.8. Het eerste onderdeel van het tweede middel is derhalve gegrond. Artikel 9 van de wet van 21 december 2013 ' houdende invoeging van boek VI " Marktpraktijken en consumentenbescherming " in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van de definities eigen aan boek VI, en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan boek VI, in de boeken I en XV van het Wetboek van economisch recht ' dient te worden vernietigd. Om dezelfde redenen dient eveneens artikel 69, derde lid, van de wet van 30 juli 2013 te worden vernietigd, in zoverre het de inwerkingtreding van de artikelen 7, 19 en 60 van die wet vaststelde op 1 januari 2014.

Bijgevolg dienen die bepalingen te worden vernietigd in zoverre zij de artikelen 7, 19 en 60 van de wet van 30 juli 2013 in werking doen treden op een datum die 1 mei 2015 voorafgaat.

B.4.9. In het tweede onderdeel van het tweede middel wordt aangevoerd dat de aanpassingstermijn die aan de verzekeringstussenpersonen wordt toegekend, discriminerend of althans onevenredig is omdat de beleggingsondernemingen en de kredietinstellingen een veel langere termijn hebben genoten om zich op de inwerkingtreding van de MiFID-regels voor te bereiden.

B.4.10. Het tweede onderdeel van het tweede middel zou niet kunnen leiden tot een ruimere vernietiging en dient derhalve niet te worden onderzocht ».

B.11.4.1. Ingevolge de vernietiging waartoe het Hof besliste in zijn arrest nr. 86/2015, zijn de artikelen 7, 19 en 60 van de wet van 30 juli 2013, die in werking traden op 30 april 2014, pas op 1 mei 2015 in werking getreden, om de verzekeringstussenpersonen in staat te stellen zich aan te passen aan de gedragsregels die volgen uit de koninklijke besluiten en de bekrachtigingswet.

B.11.4.2. Vóór de opheffing ervan bij artikel 347 van de wet van 4 april 2014, dat overeenkomstig artikel 352 van de wet, vanaf 1 november 2014 de wet van 27 maart 1995 opheft, bepaalde artikel 12<sup>sexies</sup> van de wet van 27 maart 1995, ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 30 juli 2013 :

« § 1. De verzekeringstussenpersonen dienen zich op loyale, billijke en professionele wijze in te zetten voor de belangen van hun cliënteel. De door hen verstrekte informatie moet correct, duidelijk en niet misleidend zijn.

De verzekeringstussenpersonen dienen, bij hun bemiddelingsactiviteit, de gedragsregels na te leven die van toepassing zijn op verzekeringsondernemingen. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en genomen op advies van de FSMA, voor alle of bepaalde categorieën van verzekeringstussenpersonen in een aangepaste versie van deze gedragsregels voorzien of bepaalde van deze regels geheel of gedeeltelijk buiten toepassing verklaren, om rekening te houden met de specificiteit van hun rol.

§ 2. De verzekeringstussenpersonen bemiddelen enkel met betrekking tot verzekeringsovereenkomsten waarvan zij, hun verantwoordelijken voor de distributie en de personen die zij tewerkstellen als bedoeld in artikel 3, tweede lid, de essentiële kenmerken kennen en in staat zijn deze aan de cliënten toe te lichten.

De verzekeringsondernemingen bieden enkel verzekeringsovereenkomsten aan waarvan hun verantwoordelijken voor de distributie en de personen die zij tewerkstellen als bedoeld in artikel 2, § 3, tweede lid, de essentiële kenmerken kennen en in staat zijn deze aan de cliënten toe te lichten.

§ 3. Onverminderd het bepaalde bij de artikelen 26 en 27 van de wet van 2 augustus 2002, is de Koning bevoegd om door middel van een na overleg in de Ministerraad vastgesteld besluit, genomen na advies van de FSMA, in uitvoering van § 1 en § 2 gedragsregels en regels ter voorkoming van belangenconflicten die de verzekeringstussenpersonen moeten naleven nader te bepalen.

§ 4. De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en genomen op advies van de FSMA, de overige bepalingen van deze wet wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen teneinde de inhoud ervan af te stemmen op en coherent te maken met de gedragsregels bedoeld in dit artikel. De krachtens deze machtiging genomen besluiten zijn van rechtswege opgeheven indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* ».

B.11.4.3. De bepalingen vervat in artikel 12*sexies* van de wet van 27 maart 1995 zijn voortaan opgenomen in artikel 277 van de wet van 4 april 2014, dat in werking is getreden op 1 november 2014, overeenkomstig artikel 352 van de wet.

B.11.4.4. Om de verzekeringstussenpersonen in staat te stellen zich aan te passen aan de gedragsregels die volgen uit de koninklijke besluiten en de bekrachtigingswet, dient artikel 352 van de wet van 4 april 2014 te worden vernietigd in zoverre het artikel 277 van de wet van 4 april 2014 in werking doet treden op een datum die 1 mei 2015 voorafgaat. Het eerste onderdeel van het negende middel is in die mate gegrond.

B.11.5. In hun aanvullende memorie vragen de verzoekende partijen het Hof eveneens om artikel 352 van de wet van 4 april 2014 te vernietigen in zoverre het de inwerkingtreding vastlegt van de artikelen 273, § 3, 279 en 350 van de wet van 4 april 2014.

Artikel 273, § 3, van de wet van 4 april 2014 is een overname - zoals is vermeld in B.7.2 - van de bepaling waarin paragraaf 3 van artikel 12*bis* van de wet van 27 maart 1995 voorziet, zoals hij werd vervangen bij artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 3. Dat artikel 12*bis*, § 3, bepaalt :

« Voorafgaand aan de sluiting van een specifieke verzekeringsovereenkomst, identificeert de verzekeringstussenpersoon, in het bijzonder rekening houdend met de door de cliënt verstrekte informatie, ten minste de verlangens en behoeften van deze cliënt, en ziet hij erop toe dat de aangeboden verzekeringsovereenkomst aan die verlangens en behoeften beantwoordt. Als een verzekeringstussenpersoon advies verstrekt, preciseert hij bij die gelegenheid ook de elementen waarop zijn advies over een bepaalde verzekeringsovereenkomst is gebaseerd. Deze preciseringen variëren in functie van de graad van complexiteit van de aangeboden verzekeringsovereenkomst ».

Vóór de wijziging ervan bij artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 3, bepaalde artikel 12*bis*, § 3, van de wet van 27 maart 1995 :

« Voorafgaand aan de sluiting van een verzekeringsovereenkomst identificeert de verzekeringstussenpersoon, in het bijzonder rekening houdend met de door de cliënt verstrekte informatie, ten minste de verlangens en behoeften van deze cliënt, en preciseert de elementen waarop zijn advies over een bepaald verzekeringsproduct is gebaseerd. Deze preciseringen variëren in functie van de graad van ingewikkeldheid van de aangeboden verzekeringsovereenkomst ».

Uit die ontwikkeling van de wetgeving en uit het in B.7.4 geciteerde verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit nr. 3 volgt dat artikel 273, § 3, in nieuwe gedragsregels voorziet. Hetzelfde geldt voor artikel 279 van de wet van 4 april 2014, om dezelfde als in B.10 aangegeven redenen.

Overigens bekrachtigt artikel 350 van de wet van 4 april 2014 de koninklijke besluiten « niveau 1 » en nr. 3. Die koninklijke besluiten zijn genomen op grond van artikel 12*sexies* van de wet van 27 maart 1995 - zoals is vermeld in B.4.2.2 -, en houden rechtstreeks verband met de nieuwe gedragsregels. Overeenkomstig artikel 352 van de wet van 4 april 2014 treedt artikel 350 in werking op 1 mei 2014.

Om de verzekeringstussenpersonen in staat te stellen zich aan te passen aan de nieuwe gedragsregels dient artikel 352 van de wet van 4 april 2014 te worden vernietigd in zoverre het de nieuwe gedragsregels die zijn vervat in artikel 273, § 3, en in artikel 279 van de wet van 4 april 2014 in werking doet treden vóór 1 mei 2015, alsook artikel 350 van de wet van 4 april 2014, in zoverre dit artikel nieuwe gedragsregels vervat in de koninklijke besluiten van 21 februari 2014 bekrachtigt.

Het eerste onderdeel van het negende middel is in die mate eveneens gegrond.

B.12. In hun aanvullende memorie vragen de verzoekende partijen het Hof om de aanpassingsperiode te verlengen tot 30 april 2016. Zij tonen evenwel niet aan dat de wet van 4 april 2014 hun nieuwe verplichtingen zou opleggen die een verlenging van de aanpassingsperiode noodzakelijk zouden maken. De vertraging die werd opgelopen bij het organiseren van de opleidingen en bij de invoering van de instrumenten voor gegevensoverdracht, is niet toe te schrijven aan de wetgever.

B.13. Wat het tweede onderdeel van het negende middel betreft, is, rekening houdend met het arrest nr. 86/2015, de aanpassingsperiode die is toegekend aan de verzekeringsondernemingen en de verzekeringstussenpersonen lang genoeg, in vergelijking met die welke werd toegekend aan de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen.

Het tweede onderdeel van het negende middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt

- artikel 350 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen in zoverre het artikel 4, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 21 februari 2014 over de regels voor de toepassing van de artikelen 27 tot 28*bis* van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten op de verzekeringssector, bekrachtigt;

- artikel 350 van dezelfde wet in zoverre het artikel 4, 10<sup>o</sup>, van datzelfde koninklijk besluit bekrachtigt, in zoverre dat artikel de Koning niet toestaat verschillende regels te bepalen naargelang het gaat om professionele of niet-professionele cliënten;

- artikel 352 van dezelfde wet in zoverre het artikel 277 ervan in werking doet treden op een datum die 1 mei 2015 voorafgaat;

- artikel 352 van dezelfde wet in zoverre het de nieuwe gedragsregels vervat in de artikelen 273, § 3, en 279 ervan in werking doet treden vóór 1 mei 2015;

- artikel 352 van dezelfde wet in zoverre het artikel 350 ervan in werking doet treden vóór 1 mei 2015, in zoverre dit artikel nieuwe gedragsregels bekrachtigt die zijn vervat in de koninklijke besluiten van 21 februari 2014;

onder voorbehoud van de in B.9.4.4 vermelde interpretatie, verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 9 juni 2016.

De griffier,  
F. Meersschant

De voorzitter,  
J. Spreutels

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/203344]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 89/2016 vom 9. Juni 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6078

*In Sachen:* Klage auf teilweise Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen, erhoben vom Berufsverband «Fédération des Courtiers d'assurances & Intermédiaires financiers de Belgique» und von der «A. Van Ingelgem et Fils» AG.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daouï, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 30. Oktober 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. November 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigkeitsklärung der Artikel 5 Nr. 47 und Nr. 48, 257 bis 308, 311, 336, 338, 345 bis 348 und 350 bis 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. April 2014): der Berufsverband «Fédération des Courtiers d'assurances & Intermédiaires financiers de Belgique» und die «A. Van Ingelgem et Fils» AG, unterstützt und vertreten durch RA D. Gouzée, in Brüssel zugelassen.

(...)

#### II. Rechtliche Würdigung

(...)

#### *In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und deren Kontext*

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigkeitsklärung der Artikel 5 Nr. 47 und Nr. 48, 257 bis 308, 311, 336, 338, 345 bis 348 und 350 bis 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen (nachstehend: Gesetz vom 4. April 2014).

B.1.2. Der Gerichtshof bestimmt den Umfang der Nichtigkeitsklage aufgrund des Inhalts der Klageschrift und insbesondere auf der Grundlage der Darlegung der Klagegründe. Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung auf jene Bestimmungen, gegen die Klagegründe gerichtet sind.

Aus der Darlegung der Klagegründe geht hervor, dass nur die Artikel 273, 277, 279, 350 und 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 angefochten werden.

#### B.1.3. Diese Artikel bestimmen:

«Art. 273. § 1. Vor Abschluss eines Versicherungsvertrags und nötigenfalls bei Änderung oder Erneuerung des Vertrags teilt der Versicherungsvermittler dem Kunden zumindest Folgendes mit:

1. seinen Namen und seine Anschrift,
2. in welches Register er eingetragen wurde, seine Eintragsnummer und, wenn keine Eintragsnummer vorliegt, auf welche Weise sich die Eintragung überprüfen lässt und gegebenenfalls die Kategorie, in die er eingetragen wurde,
3. Name und Anschrift des Versicherungsunternehmens, an dem er eine direkte oder indirekte Beteiligung von über 10 Prozent an den Stimmrechten oder am Kapital besitzt,
4. Name und Anschrift des Versicherungsunternehmens oder des Mutterunternehmens eines Versicherungsunternehmens, das eine direkte oder indirekte Beteiligung von über 10 Prozent an den Stimmrechten oder am Kapital des Versicherungsvermittlers besitzt,
5. Name und Anschrift der Instanz, bei der Kunden und andere Interessehabende Beschwerden über Versicherungsvermittler einreichen können,
6. den Umstand, dass er gegebenenfalls alle Arten von Beratungen zu den Versicherungsverträgen, die dem Kunden angeboten werden, erteilt.

Außerdem teilt der Versicherungsvermittler dem Kunden in Bezug auf den angebotenen Vertrag Folgendes mit:

1. ob er seinen Rat auf eine ausgewogene Untersuchung stützt, die den Bestimmungen von § 2 entspricht, oder
2. ob er vertraglich verpflichtet ist, Versicherungsgeschäfte ausschließlich mit einem einzigen oder mehreren Versicherungsunternehmen zu tätigen. In diesem Fall teilt er dem Kunden auf Antrag auch Name und Anschrift dieses Versicherungsunternehmens beziehungsweise dieser Versicherungsunternehmen mit, oder
3. ob er nicht vertraglich verpflichtet ist, Versicherungsgeschäfte ausschließlich mit einem einzigen oder mehreren Versicherungsunternehmen zu tätigen, und ob er seinen Rat nicht auf eine Verpflichtung zu einer ausgewogenen Untersuchung, die den Bestimmungen von § 2 entspricht, stützt. In diesem Fall teilt er dem Kunden auf Antrag auch Name und Anschrift des Versicherungsunternehmens beziehungsweise der Versicherungsunternehmen mit, mit dem oder denen er Versicherungsgeschäfte tätigen darf und auch tätigt.

In den Fällen, in denen vorgesehen ist, dass die betreffende Information auf Antrag des Kunden zu erteilen ist, ist Letzterer von dem Recht, diese Information zu beantragen, in Kenntnis zu setzen.

§ 2. Teilt der Versicherungsvermittler dem Kunden mit, dass er auf der Grundlage einer ausgewogenen Untersuchung berät, so ist er verpflichtet, seinen Rat auf eine Untersuchung einer hinreichenden Zahl von auf dem Markt angebotenen Versicherungsverträgen zu stützen, so dass er gemäss fachlichen Kriterien eine Empfehlung dahin gehend abgeben kann, welcher Versicherungsvertrag geeignet wäre, die Bedürfnisse des Kunden zu erfüllen.

§ 3. Vor Abschluss eines spezifischen Versicherungsvertrags hat der Versicherungsvermittler, insbesondere anhand der vom Kunden gemachten Angaben, zumindest dessen Wünsche und Bedürfnisse festzulegen und achtet er darauf, dass der dem Kunden angebotene Versicherungsvertrag diesen Wünschen und Bedürfnissen entspricht. Wenn der Versicherungsvermittler eine Beratung erteilt, hat er die Gründe für jeden dem Kunden zu einem bestimmten Versicherungsvertrag erteilten Rat genau anzugeben. Diese Angaben sind der Komplexität des angebotenen Versicherungsvertrags anzupassen.

§ 4. Die in den Paragraphen 1, 2 und 3 genannten Auskünfte brauchen bei der Versicherungsvermittlung in Bezug auf Großrisiken nicht erteilt zu werden».

«Art. 277. § 1. Die Versicherungsvermittler müssen ehrlich, redlich und professionell im bestmöglichen Interesse ihrer Kunden handeln. Die von ihnen erteilten Informationen müssen redlich, eindeutig und nicht irreführend sein.

Die Versicherungsvermittler müssen bei ihrer Vermittlungstätigkeit die für Versicherungsunternehmen geltenden Verhaltensregeln einhalten. Der König kann nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass für alle oder bestimmte Kategorien von Versicherungsvermittlern eine angepasste Fassung dieser Verhaltensregeln vorsehen oder bestimmte dieser Regeln ganz oder teilweise für nicht anwendbar erklären, um den Eigenheiten ihrer Rolle Rechnung zu tragen.

§ 2. Die Vermittlungstätigkeit von Versicherungsvermittlern beschränkt sich auf Versicherungsverträge, deren Hauptmerkmale sie selbst, ihre Vertriebsbeauftragten und die in Artikel 260 Absatz 2 erwähnten Personen, die sie beschäftigen, kennen und den Kunden erklären können.

Die Versicherungsunternehmen bieten lediglich Versicherungsverträge an, deren Hauptmerkmale ihre Vertriebsbeauftragten und die in Artikel 259 Absatz 2 erwähnten Personen, die sie beschäftigen, kennen und den Kunden erklären können.

§ 3. Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 26 und 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 kann der König nach Stellungnahme der FSMA in Ausführung der Paragraphen 1 und 2 durch einen im Ministerrat beratenen Erlass ebenfalls Regeln zur Vermeidung von Interessenkonflikten vorsehen, die die Versicherungsunternehmen einhalten müssen.

§ 4. Der König kann nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die anderen Bestimmungen dieses Gesetzes ändern, ergänzen, ersetzen oder abschaffen, um deren Inhalt den Verhaltensregeln im Sinne dieses Artikels anzugleichen und deren Kohärenz mit diesen Regeln zu gewährleisten. Die aufgrund dieser Ermächtigung ergangenen Erlasse werden von Rechts wegen aufgehoben, wenn sie nicht innerhalb von zwölf Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* durch ein Gesetz bestätigt wurden».

«Art. 279. § 1. Die Versicherungsunternehmen, die mit verbundenen Versicherungsagenten zusammenarbeiten, haften vollständig und bedingungslos für jede Handlung oder jedes Versäumnis dieser verbundenen Versicherungsagenten, die im Namen und für Rechnung dieser Unternehmen auftreten, insofern dieses Handeln oder dieses Versäumnis die Verhaltensregeln im Sinne des vorliegenden Teils, des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln Niveau 1 oder des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln Niveau 2 betreffen. Der verbundene Versicherungsagent haftet jedoch ebenfalls im Falle eines offensichtlichen Fehlverhaltens.

Die Versicherungsunternehmen achten darauf, dass die verbundenen Versicherungsagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, die Eigenschaft angeben, in der sie handeln, bevor sie mit einem Kunden Geschäfte schließen.

Die Versicherungsunternehmen sind verpflichtet, die Tätigkeiten der verbundenen Versicherungsagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, zu kontrollieren.

§ 2. Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler, die mit Versicherungssubagenten zusammenarbeiten, haften vollständig und bedingungslos für jede Handlung oder jedes Versäumnis dieser Versicherungssubagenten, die für ihre Rechnung auftreten.

Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler achten darauf, dass die Versicherungssubagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, die Eigenschaft angeben, in der sie handeln, bevor sie mit einem Kunden Geschäfte schließen.

Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler sind verpflichtet, die Tätigkeiten der Versicherungssubagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, zu kontrollieren».

«Art. 350. Bestätigt werden mit Wirkung am Datum ihres Inkrafttretens:

- der Königliche Erlass vom 21. Februar 2014 über die Modalitäten für die Anwendung der Artikel 27 bis 28bis des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen auf die Versicherungsbranche,

- der Königliche Erlass vom 21. Februar 2014 zur Abänderung des Gesetzes vom 27. März 1995 über die Versicherungs- und Rückversicherungsvermittlung und den Vertrieb von Versicherungen».

«Art. 352. Vorliegendes Gesetz tritt am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten, die am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* beginnt, in Kraft, außer was die Bestimmungen betrifft, deren Inkrafttreten gemäß Artikel 353 festgelegt wird.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel 334 und 335 am zehnten Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, tritt Artikel 350 am Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt Artikel 351 am 30. April 2014 in Kraft».

B.2.1. Aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 4. April 2014 geht hervor, dass der Gesetzgeber die Reorganisation der Aufsicht über den Versicherungssektor in Verlängerung des Gesetzes vom 30. Juli 2013 «zur Verstärkung des Schutzes der Nutzer von Finanzprodukten und -dienstleistungen und zur Stärkung der Befugnisse der Autorität Finanzielle Dienste und Märkte und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (I)» (nachstehend: Gesetz vom 30. Juli 2013) fortsetzen wollte.

Das Gesetz ist Bestandteil derselben Reorganisation der Aufsicht. Es dient, spezifisch auf den Versicherungssektor ausgerichtet, dem gleichen Ziel wie demjenigen der bereits im Rahmen der Reform angenommenen Gesetze.

Dieses Gesetz stützt sich auf folgende vier Elemente:

«1. die Verpflichtung, die Bestimmungen (über Verbraucher) der Richtlinie 2009/138/ EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009 betreffend die Aufnahme und Ausübung der Versicherungs- und der Rückversicherungstätigkeit (Solvabilität II) (nachstehend: Richtlinie Solvabilität II) in belgisches Recht umzusetzen;

2. das Interesse, die bestehenden Rechtsvorschriften über den Schutz der Versicherungsnehmer zu vereinfachen, indem die relevanten Bestimmungen innerhalb eines einzigen Gesetzes kodifiziert werden;

3. die Notwendigkeit zur Verdeutlichung der bestehenden Befugnisverteilung zwischen der Nationalbank und der FSMA;

4. der Wunsch zur Ausdehnung des Schutzes der Versicherungsnehmer in einigen spezifischen Bereichen, wie die allgemeinen Informationspflichten, die Organisation der Gewinnverteilung und die Segmentierung, die eine größere Transparenz erfordern, die Bedingungen, unter denen die Versicherungsleistungen in gewissen Fällen mit Investmentfonds verbunden sein können, sowie die Befugnisse der Aufsichtsbehörde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3361/001, SS. 3-4).

B.2.2. Aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2013 geht hervor, dass die Gesetzgeber die Kohärenz der Regeln zur Gewährleistung des Schutzes der Nutzer von Finanzprodukten und -dienstleistungen stärken wollte:

«Die Bestimmungen zur Stärkung der transversalen Kohärenz in den Rechtsvorschriften betreffen in erster Linie die Wohlverhaltensregeln, die für Versicherungsunternehmen und -vermittler und die Bank- und Investmentdienstleistungsmakler gelten sowie in zweiter Linie das ausdrückliche Erfordernis der wesentlichen Produktkenntnis, die nunmehr jeder mit der Öffentlichkeit in Kontakt stehenden Person auferlegt wird.

Die Entwicklung neuer Finanz- und Versicherungsprodukte ist ein ständiger Prozess. Die Rolle als Vermittler, der diese Produkte anbietet, ist daher umso wichtiger, vor allem hinsichtlich der Beurteilung der Eignung des Produkts angesichts der Anlageziele des Kunden.

Die so genannten MiFID-Wohlverhaltensregeln, die derzeit für Kreditanstalten und Investmentgesellschaften, einschließlich ihrer Bediensteten, gelten, umfassen sowohl allgemeine als auch sehr präzise Regeln. Die allgemeinen Wohlverhaltensregeln schreiben die Verpflichtung vor, ehrlich, redlich und professionell im bestmöglichen Interesse ihrer Kunden zu handeln, und den Kunden nur redliche, eindeutige und nicht irreführende Informationen zu erteilen. Die spezifischeren Wohlverhaltensregeln betreffen unter anderem die Transparenz der Vergütungen, die die Kreditanstalten und Investmentgesellschaften im Rahmen von Investmentdienstleistungen (*inducements*) erhalten, die gegenüber den Kunden einzuhaltenden Informationsverpflichtungen, die Verpflichtung, den Kunden nur eine Investmentdienstleistung oder ein Finanzinstrument zu empfehlen oder ihm nur eine Dienstleistung der Portfolioverwaltung zu erbringen, die angesichts seiner Kenntnis und Erfahrung, seiner finanziellen Lage und seiner Anlageziele angemessen sind (*suitability*), und die Verpflichtung, den Kunden zu warnen, wenn eine Transaktion angesichts seiner Erfahrung und Kenntnisse nicht angemessen ist (*appropriateness*).

Derzeit unterliegen auch die Bank- und Investmentdienstleistungsmakler (so wie die Agenten) der allgemeinen Verpflichtung, einerseits ehrlich, redlich und professionell zu handeln, um so gut wie möglich den Interessen ihrer Kunden zu dienen, und andererseits redliche, eindeutige und nicht irreführende Informationen zu erteilen. Doch im Gegensatz zu den Bank- und Investmentdienstleistungsagenten unterliegen die Makler noch nicht den spezifischeren MiFID-Wohlverhaltensregeln. Durch den Gesetzentwurf werden diesen Maklern ab dem 1. Januar 2014 diese spezifischeren Wohlverhaltensregeln auferlegt, wobei der König diese Wohlverhaltensregeln anpassen kann, um den besonderen Merkmalen der Rolle des Maklers Rechnung zu tragen.

Die Versicherungsunternehmen und die Versicherungsvermittler unterliegen zwar bereits ausführlichen Regeln hinsichtlich des Inhalts der Verträge und gewisser vorvertraglicher Informationen, die dem Versicherungsnehmer zu erteilen sind, doch derzeit sind Konzepte wie *Suitability* oder *Appropriateness* und Regeln bezüglich der Kostentransparenz für diesen Sektor als solche noch nicht gesetzlich verankert. Die Praxis zeigt jedoch, dass es nicht selten vorkommt, dass Versicherungen mit Anlagezweck als Alternative zu Anlagefonds dargestellt werden, so dass eindeutig ist, dass strikte Finanzprodukte und Versicherungsprodukte den gleichen Anlagezielen dienen können.

Aus diesem Grund wurde durch das Gesetz vom 2. Juli 2010 eine spezifische Bestimmung in das Grundlagengesetz über die FSMA (Artikel 28ter) eingefügt, die den König ermächtigt, die Anwendung der MiFID-Wohlverhaltensregeln auf die Versicherungsunternehmen und -vermittler auszudehnen unter Berücksichtigung des Entwicklungsstandes der europäischen Gesetzgebung.

Dieser Gesetzentwurf ist ein weiterer Schritt bei der Einführung eines Level Playing Field zwischen den Banken und den Versicherungsunternehmen und -vermittlern.

Zunächst wird hierdurch den Versicherungsunternehmen ab dem 1. Januar 2014 eine allgemeine Verpflichtung auferlegt, auf ehrliche, redliche und professionelle Weise im bestmöglichen Interesse ihrer Kunden zu handeln und den Kunden redliche, eindeutige und nicht irreführende Informationen zu erteilen. Die anderen (spezifischeren) Wohlverhaltensregeln, die in den Artikeln 27 bis 28bis des Gesetzes vom 2. August 2002 und ihren Ausführungsbestimmungen festgelegt sind, finden ab dem 1. Januar 2014 ebenfalls Anwendung auf die Versicherungsunternehmen, wobei der König diese Regeln für die betreffenden Versicherungsunternehmen anpassen kann, indem er beispielsweise den Anwendungsbereich und die Tragweite gewisser spezifischer Wohlverhaltensregeln in Bezug auf den Versicherungssektor präzisiert, diese Regeln in bestimmten Punkten anpasst oder Ausschlüsse zu diesen Regeln vorsieht.

Sodann wird mit dem Gesetzentwurf eine Bestimmung in das Gesetz vom 27. März 1995 über die Versicherungsvermittlung eingefügt, die nach dem Muster des Gesetzes über die Vermittlung von Bank- und Investmentdienstleistungen formuliert ist und durch die künftig den Versicherungsvermittlern (also ebenso wie den Versicherungsunternehmen selbst) die allgemeine Verpflichtung auferlegt wird, ehrlich, redlich und professionell im bestmöglichen Interesse ihrer Kunden zu handeln, wobei die von ihnen erteilten Informationen redlich, eindeutig und nicht irreführend sein müssen. Durch den Gesetzentwurf werden den Versicherungsvermittlern ebenfalls die gleichen spezifischeren Wohlverhaltensregeln auferlegt wie diejenigen, die für die Versicherungsunternehmen selbst vorgesehen sind. Der König kann diese Wohlverhaltensregeln jedoch für die gesamten Kategorien der Versicherungsvermittler oder bestimmte unter ihnen anpassen, um den besonderen Merkmalen ihrer Rolle Rechnung zu tragen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2872/001, SS. 6-8).

#### *In Bezug auf den ersten Klagegrund*

B.3.1. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 1 und 2 Absatz 1 Buchstabe a der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, mit Artikel 4 der Richtlinie 2006/73/EG der Kommission vom 10. August 2006 zur Durchführung der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die organisatorischen Anforderungen an Wertpapierfirmen und die Bedingungen für die Ausübung ihrer Tätigkeit sowie in Bezug auf die Definition bestimmter Begriffe für die Zwecke der genannten Richtlinie, mit den Artikeln 24 Absatz 12 und 91 der Richtlinie 2014/65/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Märkte für Finanzinstrumente sowie zur Änderung der Richtlinien 2002/92/EG und 2011/61/EU (Neufassung), mit Artikel 12 Absatz 5 der Richtlinie 2002/92/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. Dezember 2002 über Versicherungsvermittlung, mit den Artikeln 49 und 56 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), mit Artikel 4 Absatz 3 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) und mit dem allgemeinen Rechtsgrundsatz der Hierarchie der Normen, der es erfordert, dass im belgischen Recht das Recht der Europäischen Union eingehalten wird.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass durch Artikel 277 des Gesetzes vom 4. April 2014, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 350 des Gesetzes und mit dem königlichen Erlass «Niveau 1», die Versicherungsvermittler verpflichtet würden, den größten Teil der MiFID-Regeln nicht nur für die Versicherungsprodukte mit einem Anlageelement, sondern auch für die anderen Versicherungsprodukte einzuhalten, was eine strengere Regelung sei als die in den MiFID-I-Richtlinien 2004/39/EG und 2006/73/EG sowie in Artikel 91 der MiFID-II-Richtlinie 2014/65/EU vorgesehene Regelung, ohne dass es sich um eine Ausnahme handele oder dass es angesichts der spezifischen Risiken

des belgischen Marktes gerechtfertigt sei. Nach Darlegung der klagenden Parteien sei eine Erweiterung des Anwendungsbereichs der MiFID-Verhaltensregeln nur erlaubt durch Artikel 24 Absatz 12 der neuen MiFID-II-Richtlinie 2014/65/EU unter Einhaltung der strikten Bedingungen, die in diesen Bestimmungen festgelegt seien. In den Artikeln 277 und 350 des angefochtenen Gesetzes seien zusätzliche Verpflichtungen zu den in den Richtlinien MiFID I und II enthaltenen Verpflichtungen zu Lasten der Versicherungsvermittler vorgesehen. Sie erweiterten somit den Anwendungsbereich *ratione personae* und *ratione materiae* dieser Richtlinien.

B.3.2.1. Durch Artikel 277 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 4. April 2014 sind die Versicherungsvermittler verpflichtet, bei ihrer Vermittlungstätigkeit die auf die Versicherungsunternehmen anwendbaren Verhaltensregeln einzuhalten. Der König kann nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass für alle Kategorien oder für bestimmte Kategorien von Versicherungsvermittlern eine angepasste Fassung dieser Verhaltensregeln vorsehen und bestimmte dieser Regeln vollständig oder teilweise für nicht anwendbar erklären, um die Besonderheiten ihrer Rolle zu berücksichtigen.

B.3.2.2. Eine solche Verpflichtung war bereits vorgesehen in Artikel 12<sup>sexies</sup> § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. März 1995 über die Versicherungs- und Rückversicherungsvermittlung und den Vertrieb von Versicherungen, der durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 eingefügt wurde.

In seinem Entscheid Nr. 86/2015 vom 11. Juni 2015 hat der Gerichtshof geurteilt, dass diese Verpflichtung nicht im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung steht:

«B.3.6. Aus den in B.2 und B.3.2.2 angeführten Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber es als notwendig erachtet hat, die Verbraucher von Bank- und Finanzprodukten und von Versicherungsprodukten auf die gleiche Weise zu schützen. Er war im Übrigen bemüht, die verschiedenen Anbieter auf gleichen Fuß zu stellen und ein 'Level Playing Field' zwischen Banken und Versicherungsunternehmen und -vermittlern zu schaffen.

Angesichts dieser Zielsetzung konnte durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 den Versicherungsvermittlern bei ihrer Vermittlungstätigkeit die Einhaltung der für Versicherungsunternehmen geltenden Wohlverhaltensregeln auferlegt werden.

Der Gesetzgeber hat im Übrigen den Unterschied, den Versicherungsprodukte gegenüber Finanzprodukten aufweisen, berücksichtigt, denn Artikel 19 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 ermächtigt den König, die durch und aufgrund der Artikeln 27, 28 und 28<sup>bis</sup> des Gesetzes vom 2. August 2002 festgelegten Wohlverhaltensregeln ganz oder teilweise für nicht auf Versicherungsunternehmen anwendbar zu erklären. Er hat somit das Inkrafttreten des Gesetzes mit diesen Abweichungen verbunden, wie dies aus den in B.3.2.2 zitierten Vorarbeiten ersichtlich ist».

Was Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung betrifft, hat der Gerichtshof in diesem Entscheid Folgendes präzisiert:

«B.3.7.2. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 23 der Verfassung geht hervor, dass der Verfassungsgeber die Handels- und Gewerbefreiheit oder die Unternehmensfreiheit nicht in den Begriffen 'Recht auf Arbeit' und 'freie Wahl der Berufstätigkeit' verankern wollte (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1991-1992, Nr. 100-2/3°, S. 15; Nr. 100-2/4°, SS. 93 bis 99; Nr. 100-2/9°, SS. 3 bis 10). Das gleiche Konzept geht auch aus dem Einreichen verschiedener Vorschläge zur 'Revision von Artikel 23 Absatz 3 der Verfassung zwecks Ergänzung um eine Nr. 6 zur Wahrung der Handels- und Gewerbefreiheit' hervor (*Parl. Dok.*, Senat, 2006-2007, Nr. 3-1930/1; Senat, Sondersitzungsperiode 2010, Nr. 5-19/1; Kammer, 2014-2015, DOC 54-0581/001).

B.3.7.3. Insofern er aus einem Verstoß gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung abgeleitet ist, ist der Klagegrund unbegründet».

B.3.2.3. Insofern der erste Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, an sich betrachtet, abgeleitet ist, ist er aus den im Entscheid Nr. 86/2015 angeführten Gründen unbegründet.

B.3.2.4. Wie in Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe a der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente präzisiert ist, gehört der Versicherungssektor nicht zum Anwendungsbereich dieser Richtlinie.

Auch die Richtlinie 2006/73/EG der Kommission vom 10. August 2006 «zur Durchführung der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die organisatorischen Anforderungen an Wertpapierfirmen und die Bedingungen für die Ausübung ihrer Tätigkeit sowie in Bezug auf die Definition bestimmter Begriffe für die Zwecke der genannten Richtlinie» ist als solche nicht auf den Versicherungssektor anwendbar und verhindert daher nicht, dass der belgische Gesetzgeber für diesen Sektor Maßnahmen zum Schutz der Verbraucher ergreift, mit denen er, gemäß Artikel 4 dieser Richtlinie, den Wertpapierfirmen zusätzliche Bedingungen auferlegen kann.

Die Richtlinie 2014/65/EU und die Richtlinie 2011/61/EU sind ebenfalls nicht anwendbar auf den Versicherungssektor, auch wenn mit Artikel 91 der Richtlinie 2014/65/EU die Richtlinie 2002/92/EG abgeändert wird. In der Erwägung 87 der Richtlinie 2014/65/EU wird nämlich präzisiert:

«(87) Anlagen, die Versicherungsverträge enthalten, werden oft als Alternative zu Finanzinstrumenten, die unter diese Richtlinie fallen, oder als Ersatz dafür Kunden angeboten. Um allen Kleinanlegern den gleichen Schutz zu bieten und für ähnliche Produkte gleiche Wettbewerbsbedingungen zu gewährleisten, müssen Anlageprodukte aufgrund von Versicherungen angemessenen Anforderungen unterliegen. Zwar sollten die Anforderungen dieser Richtlinie in Bezug auf Anlegerschutz daher auch für Anlagen aufgrund von Versicherungsverträgen gelten, wegen ihrer unterschiedlichen Marktstrukturen und Produktmerkmale ist es aber sachgerechter, detaillierte Anforderungen lieber im Rahmen der laufenden Überarbeitung der Richtlinie 2002/92/EG als in dieser Richtlinie festzulegen. Künftiges Unionsrecht zur Regelung der Tätigkeiten von Versicherungsvermittlern und Versicherungsunternehmen sollten deshalb in geeigneter Weise für einen kohärenten Regelungsansatz beim Vertrieb der verschiedenen Finanzprodukte sicherstellen, die einen ähnlichen Anlegerbedarf decken und deshalb vergleichbare Probleme beim Anlegerschutz aufwerfen. Die durch die Verordnung (EU) Nr. 1094/2010 des Europäischen Parlaments und des Rates errichteten Europäischen Aufsichtsbehörde (Europäische Aufsichtsbehörde für das Versicherungswesen und die betriebliche Altersversorgung) (EIOPA) und die ESMA sollten zusammenarbeiten, um eine möglichst weit gehende Kohärenz bei den Wohlverhaltensregeln für diese Anlageprodukte zu erreichen. Die neuen Anforderungen für Anlageprodukte aufgrund von Versicherungen sollten in der Richtlinie 2002/92/EG festgelegt werden».

Der Versicherungssektor fällt in den Anwendungsbereich der vorerwähnten Richtlinie 2002/92/EG, die die Mitgliedstaaten nicht daran hindert, strengere Bestimmungen beizubehalten oder zu erlassen, die den Versicherungsvermittlern auferlegt werden, und zwar unter den in Erwägung 19 präzisierten Bedingungen:

«In dieser Richtlinie sollten die Informationspflichten der Versicherungsvermittler gegenüber den Kunden festgelegt werden. Ein Mitgliedstaat kann zu diesem Punkt strengere Bestimmungen beibehalten oder erlassen, die den Versicherungsvermittlern, die ihre Vermittlungstätigkeit in seinem Hoheitsgebiet ausüben, ungeachtet ihres Wohnsitzes, auferlegt werden, sofern diese strengeren Bestimmungen mit dem Gemeinschaftsrecht – einschließlich der Richtlinie 2000/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2000 über bestimmte rechtliche Aspekte der Dienste der Informationsgesellschaft, insbesondere des elektronischen Geschäftsverkehrs, im Binnenmarkt ('Richtlinie über den elektronischen Geschäftsverkehr') – vereinbar sind».

Daraus ist zu schlussfolgern, dass die von den klagenden Parteien im ersten Klagegrund angeführten Bestimmungen des europäischen Rechts es dem belgischen Gesetzgeber nicht verbieten, auf die europäischen Regeln vorzugreifen, um die Verbraucher von Versicherungsprodukten auf die gleiche Weise zu schützen wie die Verbraucher von Bank- und Finanzprodukten.

Der Gesetzgeber hat übrigens die europäischen Initiativen berücksichtigt. In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2013 wurde nämlich angeführt:

«Der Gesetzentwurf ist ein weiterer Schritt, indem den Versicherungsunternehmen zunächst eine allgemeine Verpflichtung auferlegt wird, auf ehrliche, redliche und professionelle Weise im bestmöglichen Interesse ihrer Kunden zu handeln und den Kunden nur redliche, eindeutige und nicht irreführende Informationen zu erteilen. Diese Abänderung entspricht den allgemeinen Grundsätzen, die in Artikel 15 des Vorschlags 2012/0175 der Europäischen Kommission vom 3. Juli 2012 für eine Richtlinie über Versicherungsvermittlung enthalten sind; sie wird am 1. Januar 2014 in Kraft treten.

Die anderen (spezifischeren) Wohlverhaltensregeln, die in den Artikeln 27 bis 28bis des Gesetzes festgelegt sind, und ihre Ausführungsbestimmungen finden ab dem 1. Januar 2014 ebenfalls Anwendung auf die Versicherungsunternehmen. Da jedoch nicht alle Wohlverhaltensregeln als solche auf Versicherungsdienste angewandt werden können (hierbei wird unter anderem an die Regeln bezüglich der Portfolioverwaltung und das Erfordernis der Best Execution bei der Ausführung der Aufträge gedacht) und da diese Wohlverhaltensregeln insbesondere sachdienlich sind für die Versicherungen mit Anlagezweck (aber nicht notwendigerweise alle ebenso sachdienlich sind für alle anderen Arten von Versicherungen), ist vorgesehen, dass der König diese Regeln modulieren kann und präzisieren kann, auf welche Arten von Versicherungen sie Anwendung finden. Um die Kohärenz des Regelwerks zu gewährleisten, wird der König ermächtigt, den Anwendungsbereich und die Tragweite gewisser dieser spezifischen Wohlverhaltensregeln in Bezug auf den Versicherungssektor zu präzisieren oder diese Regeln in bestimmten Punkten anzupassen. Der König kann diese Ermächtigung bereits vor dem 1. Januar 2014 nutzen, damit gegebenenfalls die Wohlverhaltensregeln ab diesem Datum unverzüglich in ihrer auf den Versicherungssektor angepassten Fassung anwendbar sind.

Die Bestimmung ist besonders ausgearbeitet worden, um dem Gutachten des Staatsrates Rechnung zu tragen. Zunächst wurden die Wörter 'sinngemäß' und 'insbesondere', die der Staatsrat als unangebracht erachtete, gestrichen. Sodann wurde zur Verdeutlichung des richtigen Verhältnisses zwischen der grundsätzlichen Anwendbarerklärung der Wohlverhaltensregeln auf den Versicherungssektor einerseits und den Ermächtigungen, die es dem König erlauben, davon abzuweichen, andererseits, der Wortlaut angepasst nach dem Beispiel von (unter anderem) Artikel 16 § 1 des Gesetzes vom 3. August 2012 über bestimmte Formen der gemeinsamen Portfolioverwaltung. Es wird nunmehr deutlich präzisiert, dass durch das Gesetz die Wohlverhaltensregeln nur vorbehaltlich einer durch oder aufgrund seiner Bestimmungen vorgesehenen Abweichung für anwendbar erklärt werden. Im Gesetzentwurf ist außerdem festgelegt, dass in dem Fall, dass in einem königlichen Erlass eine Abweichung von aus dem Gesetz selbst sich ergebenden Wohlverhaltensregeln vorgesehen ist, sie durch ein formelles Gesetz bestätigt werden muss. Umgekehrt ist diese Bestätigung nicht notwendig, falls in einem königlichen Erlass eine Abweichung von Wohlverhaltensregeln vorgesehen ist, die sich nicht aus dem eigentlichen Gesetz, sondern aus den aufgrund dieses Gesetzes ergangenen königlichen Erlassen ergeben. Diese Vorgehensweise gewährleistet die erforderliche Kohärenz zwischen dem für den Banksektor vorgesehenen Gesetzesrahmen und demjenigen, der für den Versicherungssektor eingeführt wird» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2872/001, SS. 24 und 25).

Da die relevanten Bestimmungen der Richtlinien, auf die die klagenden Parteien verweisen, vernünftigerweise nicht anders ausgelegt werden können, brauchen dem Europäischen Gerichtshof nicht die durch sie hilfsweise vorgeschlagenen Vorabentscheidungsfragen gestellt zu werden.

Insofern der erste Klagegrund aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 1 und 2 Absatz 1 Buchstabe a der Richtlinie 2004/39/EG, mit Artikel 4 der Richtlinie 2006/73/EG, mit den Artikeln 24 Absatz 12 und 91 der Richtlinie 2014/65/EU, mit Artikel 12 Absatz 5 der Richtlinie 2002/92/EG, mit den Artikeln 49 und 56 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV), mit Artikel 4 Absatz 3 des Vertrags über die Europäische Union (EUV) und mit «dem allgemeinen Rechtsgrundsatz der Hierarchie der Normen, der es erfordert, dass im belgischen Recht das Recht der Europäischen Union eingehalten wird» abgeleitet ist, ist er ebenfalls unbegründet.

B.3.3. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den zweiten Klagegrund*

B.4.1. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 49 und 56 des AEUV und mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit. Die klagenden Parteien bemängeln, dass in Artikel 277 des angefochtenen Gesetzes vorgesehen sei, dass der König die MiFID-Verhaltensregeln der Spezifität des Sektors der Versicherungsvermittlung anpassen «kann», aber nicht müsse. Dieser Artikel ermögliche es, dass die angepasste Regelung, die im königlichen Erlass «Niveau 1» – der durch Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes bestätigt werde – vorgesehen sei, abgeschafft werde, ohne notwendigerweise ersetzt werden zu müssen. Die Zulassung einer nicht angepassten Regelung führe jedoch zu einer Diskriminierung und stehe nicht im Verhältnis zum angestrebten Ziel des Verbraucherschutzes; sie verstoße ebenfalls gegen den freien Dienstleistungsverkehr und die Niederlassungsfreiheit, die durch das europäische Recht gewährleistet würden. Sollte der Gesetzgeber den königlichen Erlass «Niveau 1» aufheben, ohne eine neue Anpassung der MiFID-Regeln vorzunehmen, wären die klagenden Parteien nicht mehr in der Lage, eine Anwendung der nicht angepassten MiFID-Verhaltensregeln anzufechten aufgrund von Artikel 277 § 1 Absatz 2.

B.4.2.1. Die den Versicherungsvermittlern auferlegte Verpflichtung war bereits vorgesehen in Artikel 12sexies § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. März 1995, eingefügt durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013, mit dem im Übrigen dem König die gleiche Befugnis erteilt wurde.

B.4.2.2. In Anwendung der Artikel 7, 19 und 60 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 sind folgende königliche Erlasse ergangen, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. März 2014 veröffentlicht wurden:

- der königliche Erlass vom 21. Februar 2014 über die Modalitäten für die Anwendung der Artikel 27 bis 28bis des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen auf die Versicherungsbranche (nachstehend: königlicher Erlass «Niveau 1»);

- der königliche Erlass vom 21. Februar 2014 über die Wohlverhaltensregeln und die Regeln für den Umgang mit Interessenkonflikten, die aufgrund des Gesetzes hinsichtlich des Versicherungssektors festgelegt wurden (nachstehend: königlicher Erlass «Niveau 2»);

- der königliche Erlass vom 21. Februar 2014 zur Abänderung des Gesetzes vom 27. März 1995 über die Versicherungs- und Rückversicherungsvermittlung und den Vertrieb von Versicherungen (nachstehend: königlicher Erlass Nr. 3).

Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. April 2014, werden mit Wirkung vom Datum ihres jeweiligen Inkrafttretens der königliche Erlass «Niveau 1» und der königliche Erlass Nr. 3 bestätigt.



B.4.2.3. Aus dieser Entwicklung der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften sowie aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2013, die in B.2.2 und B.3.2.4 in Erinnerung gerufen wurden, geht hervor, dass der Gesetzgeber die Anwendung der Verhaltensregeln auf die Versicherungsunternehmen und -vermittler an die Abweichungen und Anpassungen gekoppelt hat, die der König festlegen kann.

Artikel 277 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 4. April 2014 hat daher nicht die Tragweite, die ihm die klagenden Parteien verleihen. Dadurch wird es dem König weder erlaubt, die angepasste Regelung des königlichen Erlasses «Niveau 1» abzuschaffen, ohne sie zu ersetzen, noch, eine neue Regelung anzunehmen, die nicht angepasst wäre. Es würde gegebenenfalls dem zuständigen Richter obliegen, die Rechtmäßigkeit von Erlassen zu prüfen, die unter Verletzung dieser Bestimmung angenommen worden wären.

B.4.2.4. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den dritten Klagegrund*

B.5.1. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die klagenden Parteien bemängeln, dass Artikel 277 des angefochtenen Gesetzes den in Belgien eingetragenen Versicherungsvermittlern die Einhaltung der neuen MiFID-Verhaltensregeln «bei ihrer Vermittlungstätigkeit» vorschreibe, während die Versicherungsunternehmen gemäß Artikel 26 Absatz 2 des Gesetzes vom 2. August 2002 den MiFID-Verhaltensregeln «für ihre auf dem belgischen Staatsgebiet durchgeführten Transaktionen» unterlägen. Die Versicherungsvermittler unterlägen somit den Verhaltensregeln für ihre gesamten Tätigkeiten der Versicherungsvermittlung, ungeachtet dessen, ob diese auf dem belgischen Staatsgebiet oder in einem anderen Staat, einschließlich der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, durchgeführt würden. Sie würden daher anders behandelt als die Versicherungsunternehmen, obwohl sie sich in einer identischen Situation befänden, nämlich dem Vertrieb von Versicherungsprodukten. Ein solcher Unterschied verstöße überdies gegen die durch den Gesetzgeber angestrebte Einführung eines «level playing field».

B.5.2. Gemäß Artikel 277 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 4. April 2014 sind die Versicherungsvermittler verpflichtet, bei ihrer Vermittlungstätigkeit die auf die Versicherungsunternehmen anwendbaren Verhaltensregeln einzuhalten.

Eine solche Verpflichtung war bereits in Artikel 12sexies § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. März 1995 vorgesehen, der durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 eingefügt wurde.

In seinem Entscheid Nr. 86/2015 hat der Gerichtshof im Zusammenhang mit dieser Bestimmung geurteilt:

«Eingefügt durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 erlegt Artikel 12sexies § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. März 1995 über die Versicherungs- und Rückversicherungsvermittlung und den Vertrieb von Versicherungen den Versicherungsvermittlern bei ihrer Vermittlungstätigkeit die Einhaltung der für Versicherungsunternehmen anwendbaren Wohlverhaltensregeln auf. In der durch Artikel 19 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 abgeänderten Fassung werden durch Artikel 26 Absatz 2 des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen den Versicherungsunternehmen ' für ihre auf dem belgischen Staatsgebiet durchgeführten Transaktionen ' die ' anderen durch und aufgrund der Artikel 27, 28 und 28bis festgelegten Wohlverhaltensregeln, vorbehaltlich Abweichungen durch oder aufgrund dieses Gesetzes ' auferlegt.

Aus der Verbindung dieser zwei Bestimmungen ergibt sich, dass die Versicherungsvermittler der Einhaltung der für die Versicherungsunternehmen geltenden Wohlverhaltensregeln nur bezüglich ihrer auf dem belgischen Staatsgebiet durchgeführten Transaktionen unterliegen.

Artikel 6 § 2 des königlichen Erlasses ' Niveau 1 ', bestätigt durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen, bestimmt im Übrigen ausdrücklich: ' Dieser Erlass findet Anwendung auf Transaktionen, die ab dem 30. April 2014 auf dem belgischen Staatsgebiet durchgeführt werden oder erfolgen '. Eine gleiche Bestimmung wurde in Artikel 25 Absatz 2 des königlichen Erlasses ' Niveau 2 ' aufgenommen».

B.5.3. Aus der Verbindung von Artikel 277 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 4. April 2014 mit Artikel 26 Absatz 2 des Gesetzes vom 2. August 2002 ergibt sich im Übrigen, dass die Versicherungsvermittler nur für ihre Transaktionen auf dem belgischem Staatsgebiet zur Einhaltung der auf die Versicherungsunternehmen anwendbaren Verhaltensregeln verpflichtet sind.

B.5.4. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den vierten Klagegrund*

B.6.1. Der vierte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 12 Absatz 2 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 33, 105 und 108 der Verfassung und mit dem Verfassungsgrundsatz der Gewaltentrennung. In diesem Klagegrund wird bemängelt, dass in Artikel 277 § 1 Absatz 2 §§ 3 und 4 des angefochtenen Gesetzes Ermächtigungen zugunsten des Königs vorgesehen seien, während diese Ermächtigungen sich auf Befugnisse bezögen, die dem Gesetzgeber vorbehalten seien und nicht die strengen Bedingungen für solche Ermächtigungen erfüllten (erster Teil), und hilfsweise, dass darin Ermächtigungen vorgesehen seien, die sich auf wesentliche Elemente bezögen, die der Gesetzgeber gemäß dem Verfassungsgrundsatz der Gewaltentrennung in dem angefochtenen Gesetz hätte regeln müssen (zweiter Teil).

B.6.2. Der Gerichtshof muss prüfen, ob Artikel 277 des Gesetzes vom 4. April 2014 mit den Artikeln 10, 11, 12 Absatz 2 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung vereinbar ist, insofern dieser Artikel den König ermächtigt, nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass für alle Kategorien von Versicherungsvermittlern oder gewisse von ihnen eine angepasste Version der für die Versicherungsunternehmen geltenden Wohlverhaltensregeln vorzusehen oder gewisse dieser Regeln ganz oder teilweise für nicht anwendbar zu erklären, um den Eigenheiten ihrer Rolle Rechnung zu tragen (§ 1 Absatz 2), insofern er ihn ermächtigt, unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 26 und 27 des Gesetzes vom 2. August 2002, nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass in Ausführung der Paragraphen 1 und 2 Wohlverhaltensregeln und Regeln zur Vorbeugung von Interessenkonflikten festzulegen, die von den Versicherungsvermittlern einzuhalten sind (§ 3), und insofern er ihn ermächtigt, nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die anderen Bestimmungen dieses Gesetzes abzuändern, zu ergänzen, zu ersetzen oder aufzuheben, um deren Inhalt den in diesem Artikel erwähnten Wohlverhaltensregeln anzupassen und deren Kohärenz mit diesen Regeln zu gewährleisten. Aufgrund dieser Ermächtigung ergangene Erlasse sind von Rechts wegen aufgehoben, wenn sie nicht binnen zwölf Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* durch Gesetz bestätigt worden sind (§ 4).

B.6.3. Artikel 12sexies des Gesetzes vom 27. März 1995, eingefügt durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013, sah ähnliche Ermächtigungen vor.

Infolge der Klage auf Nichtigerklärung dieses Artikels hat der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 86/2015 einen Klagegrund, in dem die gleichen Beschwerdegründe angeführt wurden, zurückgewiesen. Der Gerichtshof hat in diesem Entscheid geurteilt:

«B.8. Eine gesetzgebende Ermächtigung der ausführenden Gewalt, die eine Angelegenheit betrifft, die die Verfassung nicht dem Gesetzgeber vorbehält, ist nicht verfassungswidrig. In einem solchen Fall nutzt der Gesetzgeber nämlich die ihm durch den Verfassungsgeber erteilte Freiheit, in einer solchen Angelegenheit zu verfügen. Der Gerichtshof ist nicht befugt, eine Bestimmung zu missbilligen, die die Zuständigkeitsverteilung zwischen der

gesetzgebenden Gewalt und der ausführenden Gewalt regelt, außer wenn mit dieser Bestimmung die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen missachtet werden oder wenn der Gesetzgeber einer Kategorie von Personen das Eingreifen einer demokratisch gewählten Versammlung, das ausdrücklich in der Verfassung vorgesehen ist, vorenthält».

Übrigens ist, wie in B.3.2.2 erwähnt wurde, Artikel 23 Absätze 2 und 3 Nr. 1 der Verfassung im vorliegenden Fall nicht anwendbar.

B.6.4. Aus identischen Gründen ist der vierte Klagegrund unbegründet.

*In Bezug auf den fünften Klagegrund*

B.7.1. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die klagenden Parteien bemängeln, dass Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes den königlichen Erlass Nr. 3 bestätige. Durch Artikel 4 dieses Erlasses sei Artikel 12*bis* § 3 des Gesetzes vom 27. März 1995 abgeändert worden; diese Änderung sei am 30. April 2014 in Kraft getreten; diese Bestimmung sei am 1. November 2014 ersetzt worden durch Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014. Gemäß dem somit abgeänderten Artikel 12*bis* § 3 des Gesetzes vom 27. März 1995 seien die Dienstleister verpflichtet, darauf zu achten, dass der Versicherungsvertrag den Wünschen und Bedürfnissen des Kunden entspreche. In Artikel 5 Nr. 47 des Gesetzes vom 4. April 2014 und Artikel 350 desselben Gesetzes in Verbindung mit Artikel 1 Nr. 12 des königlichen Erlasses «Niveau 1» werde der Begriff «Beratung» durch einen Verweis auf den Begriff «persönliche Empfehlung» definiert, der in Artikel 5 Nr. 48 des Gesetzes vom 4. April 2014 und Artikel 350 desselben Gesetzes in Verbindung mit Artikel 1 Nr. 13 des königlichen Erlasses «Niveau 1» definiert sei als «eine Empfehlung in Bezug auf einen oder mehrere Versicherungsverträge, die als eine für die betreffende Person geeignete Empfehlung dargelegt werde, oder auf einer Prüfung ihrer persönlichen Situation beruht». Durch Artikel 4 des königlichen Erlasses «Niveau 1» werde Artikel 27 §§ 4 und 5 des Gesetzes vom 2. August 2002 angepasst, in dem die Verpflichtung vorgesehen sei, einen Eignungstest oder einen Zweckmäßigkeitstest des Produktes durchzuführen, je nachdem, ob eine Beratung erteilt werde oder nicht. Nach Auffassung der klagenden Parteien hätten Artikel 12*bis* § 3 des Gesetzes vom 27. März 1995 und Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014 jedoch zur Folge, dass fortan einem Kunden eine Beratung erteilt werden müsse bei der Leistung eines Versicherungsvermittlungsdienstes, der sich auf den Abschluss eines Versicherungsvertrags beziehe; dies hätte zur Folge, dass Artikel 27 § 5 des Gesetzes vom 2. August 2002, angepasst durch den königlichen Erlass «Niveau 1», unzugänglich werde für die Versicherungsvermittler; Artikel 273 § 3 sei daher unverhältnismäßig. Diese Bestimmung führe außerdem zu einer Diskriminierung zwischen den Versicherungsvermittlern und den Versicherungsunternehmen einerseits und den Kreditanstalten und den Investmentgesellschaften andererseits. Die klagenden Parteien verweisen sodann hilfsweise darauf, dass man feststellen müsse, dass die Begriffe «Beratung» und «persönliche Empfehlung» der unverhältnismäßigen und diskriminierenden Beschaffenheit von Artikel 12*bis* § 3 des Gesetzes vom 27. März 1995 und von Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014 zugrunde lägen.

B.7.2. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird der königliche Erlass Nr. 3 mit Wirkung am Datum seines Inkrafttretens bestätigt.

Artikel 4 Nr. 2 dieses königlichen Erlasses Nr. 3 ersetzt Paragraph 3 von Artikel 12*bis* des Gesetzes vom 27. März 1995 durch folgende Bestimmung:

«Vor Abschluss eines spezifischen Versicherungsvertrags hat der Versicherungsvermittler, insbesondere anhand der vom Kunden gemachten Angaben, zumindest dessen Wünsche und Bedürfnisse festzulegen und achtet er darauf, dass der dem Kunden angebotene Versicherungsvertrag diesen Wünschen und Bedürfnissen entspricht. Wenn der Versicherungsvermittler eine Beratung erteilt, hat er die Gründe für jeden dem Kunden zu einem bestimmten Versicherungsvertrag erteilten Rat genau anzugeben. Diese Angaben sind der Komplexität des angebotenen Versicherungsvertrags anzupassen».

Gemäß seinem Artikel 11 ist der königliche Erlass Nr. 3 am 30. April 2014 in Kraft getreten.

Durch Artikel 347 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird das Gesetz vom 27. März 1995 aufgehoben.

In Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird Paragraph 3 von Artikel 12*bis* dieses Gesetzes in der durch Artikel 4 des königlichen Erlasses Nr. 3 abgeänderten Fassung auf identische Weise übernommen.

Diese beiden Artikel sind am 1. November 2014 in Kraft getreten gemäß Artikel 352 des Gesetzes vom 4. April 2014.

Artikel 1 Nrn. 12 und 13 des königlichen Erlasses «Niveau 1», bestätigt durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014, enthält folgende Definitionen:

«12. 'Beratung über eine Spar- oder Anlageversicherung': die Erteilung von persönlichen Empfehlungen an einen Kunden, sei es auf seinen Antrag hin, sei es auf Initiative des Dienstleisters, in Bezug auf eine oder mehrere Spar- oder Anlageversicherungen;

13. 'persönliche Empfehlung': eine Empfehlung in Bezug auf eine oder mehrere Spar- oder Anlageversicherungen, die als eine für die betreffende Person geeignete Empfehlung dargelegt wird, oder auf einer Prüfung ihrer persönlichen Situation beruht.

Eine Empfehlung gilt nicht als persönliche Empfehlung, wenn sie ausschließlich über Vertriebskanäle im Sinne von Artikel 2 Absatz 1 Nr. 26 des Gesetzes verbreitet wird;».

Artikel 5 des Gesetzes vom 4. April 2014 enthält folgende Definitionen:

«47. 'Beratung': die Erteilung von persönlichen Empfehlungen an einen Kunden, sei es auf seinen Antrag hin, sei es auf Initiative des Versicherungsvermittlers, in Bezug auf eine oder mehrere Versicherungsverträge;

48. 'Persönliche Empfehlung': eine Empfehlung in Bezug auf einen oder mehrere Versicherungsverträge, die als eine für die betreffende Person geeignete Empfehlung dargelegt wird, oder auf einer Prüfung ihrer persönlichen Situation beruht.

Eine Empfehlung gilt nicht als persönlich, wenn sie ausschließlich über Vertriebskanäle im Sinne von Artikel 2 Absatz 1 Nr. 26 des Gesetzes vom 2. August 2002 verbreitet wird oder für die Öffentlichkeit bestimmt ist;».

Im Übrigen bestimmt Artikel 4 des königlichen Erlasses «Niveau 1», der durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 bestätigt wurde, dass Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 auf die Dienstleister Anwendung findet, die als ein Versicherungsunternehmen *sensu lato* oder ein anderer Versicherungsvermittler als ein verbundener Versicherungssagent definiert werden (Artikel 1 Nr. 11 des Erlasses), in folgender Fassung:

«§ 4. Bei der Erteilung einer Beratung über Spar- oder Anlageversicherungen holt der Dienstleister bei dem Kunden oder potenziellen Kunden die erforderlichen Informationen über dessen Kenntnisse und Erfahrung in dem Bereich, zu dem die spezifische Art von Spar- oder Anlageversicherung gehört, dessen finanzielle Lage und dessen Spar- oder Anlageziele ein, um ihm die geeigneten Spar- oder Anlageversicherungen oder Versicherungsvermittlungsdienste empfehlen zu können.

Wenn ein Dienstleister, der eine Beratung über Spar- oder Anlageversicherungen erteilt, nicht die aufgrund von Absatz 1 erforderlichen Informationen erhält, empfiehlt er dem betreffenden Kunden oder potenziellen Kunden keine Spar- oder Anlageversicherungen oder Versicherungsvermittlungsdienste.

§ 5. Wenn der Dienstleister einen Versicherungsvermittlungsdienst in Bezug auf Spar- oder Anlageversicherungen erbringt, ohne diese Dienstleistung mit einer Beratung über diese Art von Versicherungen zu verbinden, bittet er den Kunden oder potenziellen Kunden, Informationen über seine Erfahrung und Kenntnisse im Bereich des Sparens oder der Anlagen im Zusammenhang mit der spezifischen Art von Spar- oder Anlageversicherung, die angeboten oder angefordert wird, zu erteilen, damit er beurteilen kann, ob die ins Auge gefasste Spar- oder Anlageversicherung oder der ins Auge gefasste Versicherungsvermittlungsdienst für den Kunden geeignet ist.

Wenn der Dienstleister aufgrund der gemäß Absatz 1 erhaltenen Informationen der Auffassung ist, dass die Spar- oder Anlageversicherung oder der Versicherungsvermittlungsdienst nicht für den Kunden oder den potenziellen Kunden geeignet ist, teilt er ihm dies mit. Diese Warnung kann in standardisierter Form übermittelt werden.

Wenn der Kunde oder potenzielle Kunden sich dafür entscheidet, die Informationen im Sinne von Absatz 1 nicht zu erteilen oder wenn die über seine Erfahrung und Kenntnisse erteilten Informationen unzureichend sind, teilt der Dienstleister dem Kunden oder potenziellen Kunden mit, dass er aufgrund dieser Entscheidung nicht bestimmen kann, ob die ins Auge gefasste Spar- oder Anlageversicherung oder der ins Auge gefasste Versicherungsvermittlungsdienst für ihn geeignet ist. Diese Warnung kann in standardisierter Form übermittelt werden».

B.7.3. Zur Beantwortung des fünften Klagegrunds muss der Gerichtshof prüfen, ob es mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist, dass die Versicherungsvermittler verpflichtet sind, insbesondere auf der Grundlage der vom Kunden erhaltenen Informationen, zumindest die Wünsche und Bedürfnisse dieses Kunden zu bestimmen und darauf zu achten, dass der dem Kunden angebotene Versicherungsvertrag diesen Wünschen und Bedürfnissen entspricht, so wie es aus Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 ab dem 30. April 2014 bis zum 1. November 2014, und anschließend aus Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014 ab dem 1. November 2014 hervorgeht. Nach Auffassung der klagenden Parteien entziehe die Verpflichtung zur Erteilung einer Beratung den Versicherungsvermittlern die Möglichkeit, in den Vorteil der flexibleren Regelung des «Zweckmäßigkeitstests» im Sinne des angepassten Artikels 27 § 5 des Gesetzes vom 2. August 2002 zu gelangen.

B.7.4. Wie der Ministerrat anmerkt, hat Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014 nicht zur Folge, dass eine Beratung systematisch erteilt werden muss, und führt er auf Seiten der Versicherungsvermittler nicht zu der Verpflichtung, systematisch einen Eignungstest durchzuführen, wenn sie ihre Dienstleistungen erbringen. Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014 entzieht dem angepassten Artikel 27 § 5 des Gesetzes vom 2. August 2002 also nicht seine Wirkung. In Artikel 5 Nr. 46 des Gesetzes vom 4. April 2014 ist im Übrigen die «Versicherungsvermittlung» definiert als «jede Tätigkeit, die darin besteht, eine Beratung über Versicherungsverträge zu erteilen, Versicherungsverträge anzubieten oder andere vorbereitende Arbeiten zu deren Abschluss auszuführen oder sie abzuschließen oder zu ihrer Verwaltung und Ausführung beizutragen».

Das Gleiche gilt für Artikel 350 dieses Gesetzes, insofern er Artikel 4 Nr. 2 des königlichen Erlasses Nr. 3 bestätigt, der Paragraph 3 von Artikel 12*bis* des Gesetzes vom 27. März 1995 ersetzt. Im Bericht an den König bezüglich dieser Bestimmung wird im Übrigen präzisiert:

«Durch Nr. 2 wird Paragraph 3 dieses Artikels abgeändert, aufgrund dessen die Versicherungsvermittler verpflichtet sind, vor dem Abschluss eines spezifischen Versicherungsvertrags die Wünsche und Bedürfnisse des Kunden zu bestimmen, ungeachtet dessen, ob sie eine Beratung erteilen oder nicht, sowie die Begründungen für gleich welche Beratung über einen bestimmten Versicherungsvertrag zu präzisieren. Es wird auch ausdrücklich präzisiert, dass der Versicherungsvertrag, der einem Kunden angeboten wird, seinen Wünschen und Bedürfnissen entsprechen muss. Diese Präzisierung dient folgenden Zielen, die jeder Versicherungsvermittler bei der Ausübung seiner Versicherungsvermittlungstätigkeit vor Augen haben muss, um den Interessen seiner Kunden optimal zu dienen: (i) vermeiden, dass der Kunde mehrfach für die gleichen Risiken versichert ist (Problem der Mehrfachdeckung); (ii) Unterversicherung vermeiden (d.h. vermeiden, dass der versicherte Wert geringer ist als der Wert des Objektes (beispielsweise das Gut), für das eine Deckung beantragt wurde), (iii) Überversicherung vermeiden (d.h. vermeiden, dass der Versicherungswert höher ist als das versicherbare Objekt) und (iv) eine falsche Deckung vermeiden (d.h. beispielsweise, dass gewisse Risiken nicht gedeckt sind, obwohl der Kunde es wünscht, oder umgekehrt, dass der Kunde für bestimmte Risiken gedeckt ist, die er nicht versichern möchte). Im Übrigen soll durch diese Präzisierung auch hervorgehoben werden, dass zwar die Ermittlung der Bedürfnisse und Erfordernisse des Kunden auf standardisierte Weise erfolgen kann, beispielsweise anhand von Musterfragebögen für alle Kunden (Fragebögen, die gegebenenfalls innerhalb der betreffenden Berufsvereinigungen ausgearbeitet werden können), dass diese Standardisierung der Ermittlung der Bedürfnisse und Erfordernisse des Kunden jedoch nicht zur Folge haben kann, dass die spezifischen Merkmale eines bestimmten Kunden nicht bei der Auswahl eines Versicherungsvertrags für diesen Kunden berücksichtigt werden. Der Versicherungsvermittler muss nämlich in jedem Fall dem Kunden einen Versicherungsvertrag anbieten, der den Bedürfnissen und Erfordernissen dieses Kunden entspricht.

Die durch Artikel 4 Nr. 2 dieses Entwurfs eingeführten Änderungen sollen ebenfalls verdeutlichen, dass die Verpflichtung zur Präzisierung der Gründe, aus denen einem Kunden eine Beratung über einen bestimmten Versicherungsvertrag erteilt wird, nur gilt, insofern der Versicherungsvermittler eine Beratung erteilt» (*Belgisches Staatsblatt*, 7. März 2014, zweite Ausgabe, SS. 20135 und 20136).

B.7.5. Der fünfte Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den sechsten Klagegrund*

B.8.1. Der sechste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 12 Absatz 2 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 33, 105 und 108 der Verfassung und mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung. Die klagenden Parteien führen an, dass die königlichen Erlasse vom 21. Februar 2014 «Niveau 1» und Nr. 3 aufgrund der Befugnisübertragungen ergangen seien, die die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 5871 bemängelt hätten, weil dadurch dem König auf verfassungswidrige Weise Befugnisse des Gesetzgebers übertragen würden. Durch Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes würden diese königlichen Erlasse bestätigt. Die klagenden Parteien verweisen auf die Darlegungen in der Rechtssache Nr. 5871 in Bezug auf die Verfassungswidrigkeit der Befugnisübertragungen in Artikel 12*sexies* des Gesetzes vom 27. März 1995, eingefügt durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013, und in Artikel 26 Absätze 2 bis 5 des Gesetzes vom 2. August 2002, eingefügt durch Artikel 19 des Gesetzes vom 30. Juli 2013. Sie verweisen im Übrigen auf die Darlegungen im Rahmen des vierten Klagegrunds der Klageschrift. Nach Auffassung der klagenden Parteien sei der König nicht befugt gewesen, die königlichen Erlasse vom 21. Februar 2014 «Niveau 1» und Nr. 3 anzunehmen. Gemäß der Rechtsprechung des Gerichtshofes könne eine Befugnisüberschreitung des Urhebers der Handlung zwar durch eine gesetzliche Bestätigung behoben werden. Diese Rechtsprechung beruhe jedoch auf der Idee, dass eine parlamentarische Debatte über die zu bestätigenden Bestimmungen stattfindet, sodass die durch die gesetzgebende Gewalt gewährten Garantien eingehalten würden. Im vorliegenden Fall habe nach Auffassung der klagenden Parteien weder für Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014, noch für die königlichen Erlasse «Niveau 1» und Nr. 3 eine parlamentarische Debatte stattgefunden. Nachdem die gesetzgebende Gewalt auf gesetzwidrige Weise ihre Befugnisse abgegeben habe, habe sie eine rein formelle Bestätigung erteilt. Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes ermögliche daher nicht, die durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 verursachte Diskriminierung zu beheben.

B.8.2. Wenn ein königlicher Erlass Gegenstand einer gesetzlichen Bestätigung ist, wird er selbst ab dem Datum seines Inkrafttretens zu einer Gesetzesnorm. Der Gerichtshof ist befugt zu prüfen, ob durch das Gesetz, mit dem die Bestimmungen des königlichen Erlasses übernommen wurden, nicht gegen die Verfassungsbestimmungen verstoßen wird, deren Einhaltung er gewährleisten muss. Die Befugnis des Gerichtshofes ist jedoch auf den Inhalt von Gesetzesbestimmungen begrenzt. Der Gerichtshof ist grundsätzlich nicht befugt, das Verfahren zur Ausarbeitung dieser Gesetzesbestimmungen zu kontrollieren.

Da die Beschwerdegründe der klagenden Parteien nicht den Inhalt der durch Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes bestätigten Bestimmungen, sondern das Verfahren der Ausarbeitung dieses Artikels betreffen, ist der sechste Klagegrund unzulässig.

*In Bezug auf den siebten Klagegrund*

B.9.1.1. Der siebte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikeln 33, 105 und 108, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung und mit Artikel 64 des Gesetzes vom 2. August 2002.

B.9.1.2. Wie in B.3.2.2 angeführt wurde, ist Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung auf diese Angelegenheit nicht anwendbar. Außerdem ist Artikel 64 des Gesetzes vom 2. August 2002 keine Regel, anhand deren der Gerichtshof seine Kontrolle ausüben kann.

Wie in B.6.3 angeführt wurde, ist der Gerichtshof nicht befugt, eine Bestimmung zu missbilligen, mit der die Befugnisverteilung zwischen der gesetzgebenden Gewalt und der ausführenden Gewalt geregelt wird, außer wenn durch diese Bestimmung die Regeln der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen missachtet werden oder wenn der Gesetzgeber einer Kategorie von Personen das Auftreten einer demokratisch gewählten Versammlung, so wie es ausdrücklich in der Verfassung vorgesehen ist, entzieht.

Der Gerichtshof prüft den Klagegrund daher anhand der Artikel 10 und 11 der Verfassung.

*In Bezug auf den ersten Teil des siebten Klagegrunds*

B.9.2.1. Im ersten Teil merken die klagenden Parteien an, dass durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 der königliche Erlass «Niveau 1» bestätigt werde. Der Anwendungsbereich der Verhaltensregeln für den Sektor der Versicherungsvermittlung und für den Versicherungssektor, so wie sie durch die königlichen Erlasse «Niveau 1 und 2» angepasst worden seien, werde definiert in Bezug auf den Begriff «Dienstleister» (Artikel 1 Nr. 11) und auf den Begriff «Versicherungsvermittlungsdienst» (Artikel 1 Nr. 6). Gemäß Artikel 1 Nr. 6 des königlichen Erlasses «Niveau 1» werde davon ausgegangen, dass die Versicherungsunternehmen nur einen «Versicherungsvermittlungsdienst» leisteten, wenn sie eine Dienstleistung «ohne Vermittlung eines Versicherungsvermittlers» erbrächten; die Versicherungsvermittler leisteten hingegen in all diesen Fällen einen «Versicherungsvermittlungsdienst». Gemäß Artikel 1 Nr. 11 des königlichen Erlasses «Niveau 1» seien die Versicherungsunternehmen nur ein und derselbe «Dienstleister» mit ihren verbundenen Agenten, bezeichnet als « Unternehmen *sensu lato*»; andere Versicherungsvermittler als verbundene Agenten seien hingegen immer Dienstleister, die von dem Versicherungsunternehmen getrennt seien, für das sie einen Versicherungsvermittlungsdienst leisteten, und von dessen Subagenten.

Im ersten Teil des siebten Klagegrunds wird bemängelt, dass durch diese Bestimmungen den Versicherungsvermittlern die Einhaltung der Verhaltensregeln auferlegt werde, während die Versicherungsunternehmen, die einen Vertrag über einen Versicherungsvermittler vertrieben, nicht zum Anwendungsbereich des Gesetzes gehörten. Durch diese Bestimmungen würden die Versicherungsunternehmen somit von jeglicher Verpflichtung zur Zusammenarbeit hinsichtlich der Ausführung der ihnen auferlegten Verhaltensregeln durch die anderen Versicherungsvermittler als die verbundenen Agenten befreit. Mehr allgemein erlaube die Verbindung eines Versicherungsunternehmens mit einem verbundenen Agenten zu ein und demselben Dienstleister einen Behandlungsschied zwischen den Versicherungsvermittlern je nachdem, ob diese verbunden seien oder nicht. Versicherungsvermittler hingegen, die über einen Versicherungsagenten handelten, würden als Dienstleister für die Versicherungsvermittlung betrachtet und müssten persönlich die Verhaltensregeln einhalten.

B.9.2.2. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird der königliche Erlass «Niveau 1» bestätigt.

In Artikel 1 Nr. 11 dieses Erlasses wird der Begriff «Dienstleister» definiert als «ein Versicherungsunternehmen *sensu lato* oder ein anderer Versicherungsvermittler als ein verbundener Versicherungsagent». In Artikel 1 Nr. 6 dieses Erlasses wird der «Versicherungsvermittlungsdienst» wie folgt definiert:

«jede Tätigkeit, die durch einen Versicherungsvermittler oder ein Versicherungsunternehmen ohne Vermittlung eines Versicherungsvermittlers ausgeübt wird und darin besteht, eine Beratung über Versicherungsverträge zu erteilen, Versicherungsverträge anzubieten oder vorzuschlagen oder andere vorbereitende Arbeiten zu deren Abschluss auszuführen oder sie abzuschließen oder zu ihrer Verwaltung und Ausführung beizutragen».

B.9.2.3. Im Bericht an den König vor dem königlichen Erlass «Niveau 1» heißt es:

«Im Rahmen dieses Erlassentwurfs wird der Begriff ' Dienstleister ' sowohl als Versicherungsunternehmen *sensu lato* wie auch als anderer Versicherungsvermittler als ein verbundener Versicherungsagent definiert. Es ist jedoch anzumerken, dass zum Zweck dieses Erlasses die verbundenen Versicherungsagenten - das heißt die Versicherungsagenten, die aufgrund eines oder mehrerer Verträge oder einer oder mehrerer Vollmachten nur im Namen und für Rechnung eines oder mehrerer Versicherungsunternehmen handeln können, wenn die in diesem Rahmen vorgeschlagenen Verträge nicht in Konkurrenz zueinander stehen, und unter deren Verantwortung für die Versicherungsverträge, die sie jeweils betreffen - dem Versicherungsunternehmen, in dessen Namen und für dessen Rechnung sie handeln, gleichgestellt werden. Die gleiche Logik wird angewandt in Bezug auf die Versicherungsagenten im Rahmen ihrer Beziehungen mit den Versicherungsvermittlern, für deren Rechnung sie handeln; diese Subagenten werden dem Versicherungsvermittler, in dessen Namen und für dessen Rechnung sie handeln, gleichgestellt (und dies sowohl für die Versicherungsagenten von verbundenen Versicherungsagenten als auch für die Versicherungsagenten anderer Arten von Versicherungsvermittlern). Dies bedeutet keineswegs, dass die verbundenen Versicherungsagenten und/oder die Versicherungsagenten nicht verpflichtet wären, die Verhaltensregeln im Sinne dieses Erlasses einzuhalten, und ebenfalls nicht, dass sie beispielsweise keine Beratung über eine Spar- oder Anlageversicherung erteilen könnten.

Durch dieses Konzept soll präzisiert werden, dass diese verbundenen Versicherungsagenten und diese Versicherungsagenten im Rahmen der Anwendung der Verhaltensregeln die Verfahren und die Politik einhalten müssen, die durch das Versicherungsunternehmen beziehungsweise den Versicherungsvermittler, für dessen Rechnung sie handeln, festgelegt wurden, und die Dokumentation verwenden müssen, die von diesem Versicherungsunternehmen oder diesem Versicherungsvermittler herausgegeben wird, wobei diese vollständig und bedingungslos für ihre Handlungen verantwortlich bleiben» (*Belgisches Staatsblatt*, 7. März 2014, zweite Ausgabe, S. 20145).

B.9.2.4. Aus den in B.2.1 und B.2.2 zitierten Vorarbeiten zum Gesetz geht hervor, dass der Gesetzgeber den Schutz der Versicherungsnehmer stärken und ein «*level playing field*» zwischen den Banken sowie den Versicherungsunternehmen und -vermittlern schaffen wollte, indem er dem Versicherungssektor die MiFID-Verhaltensregeln auferlegte. Die Einhaltung der Verhaltensregeln hängt mit der Lieferung eines Versicherungsvertrags zusammen. Im Sinne dieser Zielsetzung betreffen die im ersten Teil des siebten Klagegrunds angefochtenen Bestimmungen sowohl die Versicherungsunternehmen als auch die Versicherungsvermittler, indem ein Behandlungsschied zwischen den

betreffenden Personen vorgenommen wird, je nachdem, ob sie verbunden sind oder sind, und somit im Namen und für Rechnung eines Versicherungsunternehmens oder eines Versicherungsvermittlers handeln oder nicht. Durch diese Bestimmungen schreibt der Gesetzgeber die Einhaltung der Verhaltensregeln für die Person vor, die im Kontakt zum Kunden steht, sofern sie im eigenen Namen handelt, was für einen Versicherungsvermittler, der kein verbundener Agent ist, zutrifft, da er Versicherungsnehmer mit Versicherungsunternehmen in Verbindung bringt, ohne durch deren Entscheidung gebunden zu sein. Der Behandlungsunterschied zwischen den verbundenen Versicherungsagenten und den Versicherungsvermittlern ist vernünftig gerechtfertigt.

Wie der Ministerrat bemerkt, haben die angefochtenen Bestimmungen nicht zur Folge, die Versicherungsunternehmen von ihrer Verpflichtung zu befreien, den Versicherungsvermittlern alle korrekten und notwendigen Informationen zu erteilen, damit sie ihre eigenen Verpflichtungen einhalten können. Jedes Versicherungsunternehmen, das seine Versicherungsprodukte über einen Versicherungsvermittler anbietet, muss sich vergewissern, dass dieser über die notwendigen Informationen verfügt.

B.9.2.5. Der erste Teil des siebten Klagegrunds ist unbegründet.

*In Bezug auf den zweiten Teil des siebten Klagegrunds*

B.9.3.1. Im zweiten Teil merken die klagenden Parteien an, dass Artikel 4 Nr. 4 des königlichen Erlasses «Niveau 1», bestätigt durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014, die Anwendung von Artikel 27 § 6 des Gesetzes vom 2. August 2002 für die Versicherungsvermittler und die Versicherungsunternehmen ausschliesse. Durch Artikel 27 § 6 werde in seiner auf den Bank- und den Finanzsektor anwendbaren Fassung eine «*execution order only*» erlaubt, die es ermögliche, von Artikel 27 § 5 desselben Gesetzes abzuweichen, in dem der Zweckmäßigkeitstest vorgesehen sei. Mehrere Anlageprodukte könnten jedoch sowohl durch Versicherungsvermittler als auch durch Investmentgesellschaften vertrieben werden. Es wäre diskriminierend, wenn die Letzteren, im Gegensatz zu den Versicherungsvermittlern, unter bestimmten Bedingungen von der Verpflichtung, einen Zweckmäßigkeitstest durchzuführen, befreit werden könnten. Die Befreiung erlaube ein schnelleres Handeln in Bezug auf die Anfragen von Kunden und ermögliche eine Senkung der Verwaltungskosten. Nichts könne den Behandlungsunterschied und die Verhältnismäßigkeit dieser Unterscheidung im Lichte des Ziels des Gesetzgebers, ein «*level playing field*» einzuführen, rechtfertigen.

B.9.3.2. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird der königliche Erlass «Niveau 1» bestätigt.

Artikel 4 dieses Erlasses bestimmt, dass Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 auf die Dienstleister Anwendung findet, in folgender Fassung.

Dieser Artikel 27 bestimmt:

«§ 1. Wenn die beaufsichtigten Unternehmen Finanzprodukte oder -dienste anbieten oder erteilen, achten sie darauf, ehrlich, redlich und professionell im bestmöglichen Interesse ihrer Kunden zu handeln. Wenn sie Anlagedienste anbieten oder erteilen, halten sie sich insbesondere an die in den §§ 2 bis 12 festgelegten Verhaltensregeln.

§ 2. Beim Anbieten oder Erteilen von Finanzprodukten oder -diensten müssen alle Informationen, einschließlich der Werbemitteilungen, die das beaufsichtigte Unternehmen an Kunden oder potenzielle Kunden richtet, korrekt, deutlich und nicht irreführend sein. Die Werbemitteilungen müssen deutlich als solche erkennbar sein.

§ 2bis. Die Paragraphen 1 und 2 finden ebenfalls Anwendung auf die Kreditanstalten, die dem Recht eines Mitgliedstaates des EWR unterliegen und die die Genehmigung zur Ausübung ihrer Tätigkeiten in Belgien im freien Dienstleistungsverkehr besitzen, wenn sie Sparkonten auf dem belgischen Staatsgebiet vermarkten.

§ 3. Die geeigneten Informationen werden den Kunden oder potenziellen Kunden in verständlicher Form erteilt über:

- die beaufsichtigten Unternehmen und ihre Dienste;
- die Finanzinstrumente und die angebotenen Anlagestrategien; hierzu sollten geeignete Kommentare und Warnungen in Bezug auf die Risiken gehören, die mit der Investition in diese Instrumente oder mit bestimmten Investmentstrategien verbunden sind;
- die Ausführungsorte sowie
- die damit verbundenen Kosten und Auslagen,

damit die besagten Kunden auf angemessene Weise die Beschaffenheit des angebotenen Investmentdienstes und der spezifisch angebotenen Kategorie von Finanzinstrumenten sowie die damit verbundenen Risiken verstehen und folglich in Kenntnis der Sachlage Entscheidungen über Anlagen treffen. Diese Information kann in standardisierter Form erteilt werden.

§ 4. Bei der Erteilung der Anlageberatung oder der Dienste der Vermögensverwaltung holt das beaufsichtigte Unternehmen bei dem Kunden oder potenziellen Kunden die erforderlichen Informationen über dessen Kenntnisse und Erfahrung in dem Anlagebereich, zu dem die spezifische Art von Produkt oder Dienst gehört, dessen finanzielle Lage und dessen Anlageziele ein, um ihm die geeigneten Anlagedienste und Finanzinstrumente empfehlen oder ihm die geeigneten Dienste zu Vermögensverwaltung erteilen zu können.

Wenn ein beaufsichtigtes Unternehmen, das einen Anlagedienst erteilt, der zur Anlageberatung oder Vermögensverwaltung gehört, nicht die aufgrund von Absatz 1 erforderlichen Informationen erhält, empfiehlt es dem betreffenden Kunden oder potenziellen Kunden keine Anlagedienste oder Finanzinstrumente und erteilt ihm keine Dienste der Vermögensverwaltung.

§ 5. Das beaufsichtigte Unternehmen, das andere Anlagedienste als die Dienste im Sinne von § 4 erteilt, bittet den Kunden oder potenziellen Kunden, Informationen über seine Erfahrung und Kenntnisse in dem Anlagebereich, zu dem die spezifische Art von vorgeschlagenem oder angeforderten Produkt oder Dienst gehört, zu erteilen, damit es beurteilen kann, ob der ins Auge gefasste Anlagedienst oder das ins Auge gefasste Anlageprodukt für den Kunden geeignet ist.

Wenn das beaufsichtigte Unternehmen aufgrund der gemäß Absatz 1 erhaltenen Informationen der Auffassung ist, dass das Produkt oder der Dienst nicht für den Kunden oder den potenziellen Kunden geeignet ist, teilt er ihm dies mit. Diese Warnung kann in standardisierter Form übermittelt werden.

Wenn der Kunde oder der potenzielle Kunde sich dafür entscheidet, die Informationen im Sinne von Absatz 1 nicht zu erteilen oder wenn die über seine Erfahrung und Kenntnisse erteilten Informationen unzureichend sind, teilt das beaufsichtigte Unternehmen dem Kunden oder potenziellen Kunden mit, dass es aufgrund dieser Entscheidung nicht bestimmen kann, ob der ins Auge gefasste Dienst oder das ins Auge gefasste Produkt für ihn geeignet ist. Diese Warnung kann in standardisierter Form übermittelt werden.

§ 6. Wenn die beaufsichtigten Unternehmen Investmentdienste erteilen, die nur die Ausführung und/oder die Entgegennahme und die Weiterleitung von Kundenanweisungen mit oder ohne Hilfsdienste beinhalten, können sie ihren Kunden diese Investmentdienste erteilen, ohne die Informationen anzufragen und ohne die Bewertung vorzunehmen, die in § 5 vorgesehen sind, wenn alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- die vorerwähnten Dienste betreffen Aktien, die zum Handel auf einem reglementierten Markt oder auf einem gleichwertigen Markt eines Drittlandes zugelassen sind, Geldmarktinstrumente, Obligationen oder andere Schuldinstrumente (mit Ausnahme von Obligationen oder anderen Schuldinstrumenten, die ein Derivatinstrument beinhalten), OGAWs und andere nicht-komplexe Finanzinstrumente. Unter einem 'gleichwertigen Markt eines Drittlandes' ist ein Markt zu verstehen, der auf der durch die Europäische Kommission in Anwendung von Artikel 19 Absatz 6 der Richtlinien 2004/39/EG veröffentlichten Liste steht;
- der Dienst wird auf Initiative des Kunden oder potenziellen Kunden erteilt;
- der Kunde oder der potenzielle Kunde wurde deutlich darüber informiert, dass das beaufsichtigte Unternehmen bei der Erbringung dieses Dienstes nicht bewerten muss, ob das Instrument oder der erbrachte oder angebotene Dienst geeignet ist, und dass er daher nicht den entsprechenden Schutz der relevanten Verhaltensregeln genießt; diese Warnung kann in standardisierter Form übermittelt werden;
- das beaufsichtigte Unternehmen hält die Regeln über Interessenkonflikte ein, die durch und aufgrund von Artikel 42 des Gesetzes vom 25. April 2014 und Artikel 62bis des Gesetzes vom 6. April 1995 über den Status und die Kontrolle von Investmentgesellschaften vorgesehen sind.

§ 7. Das beaufsichtigte Unternehmen erstellt eine Akte mit den durch das Unternehmen und den Kunden genehmigten Dokumenten, in denen die Rechte und Pflichten der Parteien sowie die anderen Bedingungen, unter denen das Unternehmen dem Kunden Dienste erteilt, festgelegt sind.

Wenn ein beaufsichtigtes Unternehmen einem neuen Kleinanleger einen anderen Investmentdienst als eine Anlageberatung erteilt, schließt es mit diesem Kunden einen schriftlichen Basisvertrag auf Papier oder auf einem anderen dauerhaften Datenträger, in dem die wichtigsten Rechte und Pflichten des Unternehmens und des Kunden festgelegt sind.

Die Rechte und Pflichten der Vertragsparteien können durch Bezugnahme auf andere Dokumente oder Gesetzestexte eingegliedert werden.

Der König kann, nach Stellungnahme der FSMA, im Einzelnen die Regeln über den Inhalt der mit dem Kunden zu schließenden Verträge festlegen. Diese Regeln beeinträchtigen nicht die gemeinrechtlichen Rechte und Pflichten, wobei darin vorgesehen werden kann, dass die Verträge über die Vermögensverwaltung nicht zu einer Verringerung der gemeinrechtlichen Haftung des beaufsichtigten Unternehmens führen können.

§ 8. Der Kunde muss vom beaufsichtigten Unternehmen geeignete Berichte über die Dienste, die es seinen Kunden erteilt, erhalten. Gegebenenfalls enthalten diese Berichte die Kosten bezüglich der durchgeführten Transaktionen und der für den Kunden erbrachten Dienste.

§ 9. Wenn ein Investmentdienst im Rahmen eines Finanzproduktes angeboten wird, das bereits anderen Bestimmungen der Gemeinschaftsgesetzgebung oder gemeinsamen europäischen Normen über die Kreditanstalten und über die Verbraucherkredite in Bezug auf die Risikobeurteilung der Kunden und/oder die Informationspflichten unterliegt, finden die Verpflichtungen dieses Artikels nicht ebenfalls auf diesen Dienst Anwendung.

§ 10. Die beaufsichtigten Unternehmen mit einer Genehmigung zur Ausführung von Anweisungen für Rechnung von Kunden wenden Verfahren und Regelungen an, die eine schnelle, redliche und effiziente Ausführung dieser Anweisungen gegenüber anderen Kundenanweisungen oder ihren eigenen Handelspositionen gewährleisten.

In diesen Verfahren oder Regelungen ist die Ausführung der ansonsten vergleichbaren Kundenanweisungen entsprechend dem Datum ihres Eingangs bei dem beaufsichtigten Unternehmen vorgesehen.

§ 11. Der König präzisiert, nach Stellungnahme der FSMA und nach einer offenen Konsultierung, die Regeln für die Ausführung der Verhaltensregeln im Sinne der §§ 1 bis 10, um insbesondere die Verpflichtungen zu erfüllen, die sich aus den Richtlinien 2004/39/EG und 2006/73/EG ergeben. Er kann insbesondere verschiedene Regeln vorsehen, je nachdem, ob es sich um professionelle Anleger oder Kleinanleger handelt.

§ 12. Der König kann ebenfalls, nach Stellungnahme der FSMA und nach einer offenen Konsultierung, zusätzliche Verhaltensregeln festlegen, um den Schutz der Anleger und das ordnungsgemäße Funktionieren des Marktes zu gewährleisten».

Artikel 4 Nr. 4 dieses Erlasses bestimmt, dass Paragraph 6 dieses Artikels 27 nicht auf die Dienstleister Anwendung findet.

B.9.3.3. Nach Darlegung des Ministerrates sei der Behandlungsunterschied dadurch gerechtfertigt, dass die Richtlinie 2002/92/EG vorschreibe, die Wünsche und Bedürfnisse des Kunden vor dem Abschluss gleich welcher Art von Versicherungsvertrag zu bestimmen, und dass diese Verpflichtung nicht mit der Regelung der «*execution order only*» vereinbar sei, wodurch ein Kunde ein Produkt ohne Vermittlung des Dienstleisters zeichnen könne.

B.9.3.4. Die Verpflichtung, die Bedürfnisse des Kunden zu ermitteln, wird sowohl den Versicherungsvermittlern durch Artikel 12 der Richtlinie 2002/92/EG als auch den Investmentgesellschaften durch Artikel 24 der Richtlinie 2014/65/EU auferlegt.

Weder aus dem Bericht an den König, noch aus den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz, noch aus den Darlegungen des Ministerrates sind die Gründe ersichtlich, die es rechtfertigen könnten, dass Paragraph 6 von Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 nicht auf Dienstleister im Versicherungsbereich anwendbar wäre, angesichts der Zielsetzung des Gesetzgebers, ein «*level playing field*» einzurichten.

B.9.3.5. Der zweite Teil des siebten Klagegrunds ist begründet. Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 ist folglich für nichtig zu erklären, insofern dadurch Artikel 4 Nr. 4 des königlichen Erlasses «Niveau 1» bestätigt wird.

*In Bezug auf den dritten Teil des siebten Klagegrunds*

B.9.4.1. Im dritten Teil führen die klagenden Parteien an, dass Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes in Verbindung mit Artikel 4 Nr. 3 des königlichen Erlasses «Niveau 1», mit dem Artikel 27 § 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 angepasst werde, insofern dadurch die Verpflichtung auferlegt werde, einem Kunden «Arten von angebotenen Versicherungsverträgen sowie deren Deckungen und Bedingungen» und «Spar- oder Anlageversicherungen und die angebotenen Spar- oder Anlagestrategien» bei der Erbringung eines Versicherungsvermittlungsdienstes zu übermitteln, eine Verpflichtung auferlege, die offensichtlich unverhältnismäßig gegenüber der Zielsetzung des angefochtenen Gesetzes und den spezifischen Merkmalen der Versicherungsvermittlung sei. Es sei offensichtlich nicht sachdienlich, dass der Kunde über Informationen in Bezug auf die Arten von Verträgen verfüge, die er nicht abzuschließen gedenke.

B.9.4.2. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird der königliche Erlass «Niveau 1» bestätigt.

Artikel 4 Nr. 3 dieses Erlasses bestimmt, dass Paragraph 3 von Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 auf die Dienstleister Anwendung findet in folgender Fassung:

«Wenn ein Dienstleister einen Versicherungsvermittlungsdienst erteilt, teilt er dem Kunden oder potenziellen Kunden Informationen in verständlicher Form mit über:

- den Dienstleister und seine Dienste;
- die Arten von angebotenen Versicherungsverträgen sowie deren Deckungen und Bedingungen;
- die Spar- oder Anlageversicherungen und die angebotenen Spar- oder Anlagestrategien; hierzu sollten geeignete Kommentare und Warnungen in Bezug auf die Risiken gehören, die mit dem Sparen oder der Investition in diese Produkte oder mit bestimmten Spar- oder Investmentstrategien verbunden sind;
- die damit verbundenen Kosten und Auslagen,

damit die besagten Kunden auf angemessene Weise die Beschaffenheit des Versicherungsvermittlungsdienstes und der spezifischen Art des angebotenen Versicherungsvertrags sowie, hinsichtlich der Spar- oder Anlageversicherungen, die damit verbundenen Risiken verstehen und folglich in Kenntnis der Sachlage entscheiden können, einen Versicherungsvertrag abzuschließen oder nicht. Diese Information kann in standardisierter Form erteilt werden».

Artikel 27 § 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 bestimmt in der auf den Bank- und Finanzsektor anwendbaren Fassung:

«Die geeigneten Informationen werden den Kunden oder potenziellen Kunden in verständlicher Form erteilt über:

- die beaufsichtigten Unternehmen und ihre Dienste;
- die Finanzinstrumente und die angebotenen Anlagestrategien; hierzu sollten geeignete Kommentare und Warnungen in Bezug auf die Risiken gehören, die mit der Investition in diese Instrumente oder mit bestimmten Investmentstrategien verbunden sind;
- die Ausführungsorte sowie
- die damit verbundenen Kosten und Auslagen,

damit die besagten Kunden auf angemessene Weise die Beschaffenheit des angebotenen Investmentdienstes und der spezifisch angebotenen Kategorie von Finanzinstrumenten sowie die damit verbundenen Risiken verstehen und folglich in Kenntnis der Sachlage Entscheidungen über Anlagen treffen. Diese Information kann in standardisierter Form erteilt werden».

B.9.4.3. In dem Bericht an den König vor dem königlichen Erlass «Niveau 1» heißt es:

«Die Abänderungen von Paragraph 3 sind im Wesentlichen terminologischer Art. Der zweite Gedankenstrich von Paragraph 3 wird seinerseits vorgeschlagen, um die anderen Versicherungsverträge als die Spar- oder Anlageversicherungen zu decken. In den Artikeln 11 bis 13 des königlichen Erlasses vom 3. Juni 2007 über die Regeln und Modalitäten zur Umsetzung der Richtlinie über Märkte für Finanzinstrumente, so wie sie näher präzisiert sind im königlichen Erlass vom 21. Februar 2014 über die Wohlverhaltensregeln und die Regeln für den Umgang mit Interessenkonflikten, die aufgrund des Gesetzes hinsichtlich des Versicherungssektors festgelegt wurden, wird präzisiert, was eine 'passende' Information im Sinne dieses Paragraphen ist» (*Belgisches Staatsblatt*, 7. März 2014, zweite Ausgabe, S. 20147).

B.9.4.4. Durch die angefochtene Bestimmung wird Artikel 27 § 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 dem Versicherungssektor angepasst, um den Kunden dieses Sektors eine passende Information zu erteilen. Sie verpflichtet die Dienstleister nicht, den Kunden vorab alle angebotenen Versicherungsverträge oder die angebotenen Spar- oder Anlageversicherungen und Spar- oder Anlagestrategien mitzuteilen, sondern Informationen über die Arten von Diensten, die geeignet sein könnten, damit diese Kunden die Beschaffenheit des angebotenen Versicherungsvermittlungsdienstes und der spezifischen Art des angebotenen Versicherungsvertrags sowie, hinsichtlich der Spar- oder Anlageversicherungen, die diesbezüglichen Risiken richtig verstehen und folglich in Kenntnis der Sachlage entscheiden können, ob sie eine bestimmte Art von Versicherungsvertrag schließen oder nicht. Diese Informationen können im Übrigen in standardisierter Form erteilt werden.

Aus einem Vergleich des Textes der angefochtenen Bestimmung mit dem Text von Artikel 27 § 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 ergibt sich nicht, dass dem Versicherungssektor durch die angefochtene Bestimmung eine unverhältnismäßige Verpflichtung auferlegt würde unter Berücksichtigung des Ziels des Gesetzgebers, ein «*level playing field*» einzurichten.

B.9.4.5. Vorbehaltlich der Auslegung in B.9.4.4 ist der dritte Teil des siebten Klagegrunds unbegründet.

*In Bezug auf den vierten Teil des siebten Klagegrunds*

B.9.5.1. Im vierten Teil führen die klagenden Parteien an, dass Artikel 27 § 11 des Gesetzes vom 2. August 2002 in der auf den Bank- und Finanzsektor anwendbaren Fassung es erlaube, die Kunden in Kategorien einzuteilen, je nachdem, ob sie als «Kleinanleger» oder als «professionelle Anleger» einzustufen seien. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 in Verbindung mit Artikel 4 Nr. 10 des königlichen Erlasses «Niveau 1» werde Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 den spezifischen Merkmalen des Sektors der Versicherungsvermittlung angepasst, indem in Paragraph 11 die ausdrückliche Bezugnahme auf eine Einteilung der Kundschaft in Kategorien für die Versicherungsvermittler und die Versicherungsunternehmen gestrichen werde. Der König sei der Auffassung, dass dieses Fehlen einer ausdrücklichen Bezugnahme ihn verpflichtet habe, bei der Annahme des königlichen Erlasses «Niveau 2» Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 3. Juni 2007, in dem der Begriff «professionelle Anleger» definiert werde, von der Anwendung auf die Versicherungsvermittler und die Versicherungsunternehmen auszuschließen und alle Verweisungen auf eine Einteilung in Kategorien der Kundschaft zu streichen. In der Annahme, dass man sich dieser Argumentation anschließen könne, sei festzustellen, dass durch die angefochtene Bestimmung der Anwendungsbereich der MiFID-Verhaltensregeln in ihrer ursprünglich in Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 vorgesehenen Fassung erweitert werde, ohne dass dies durch die spezifischen Merkmale des Sektors der Versicherungsvermittlung und des Versicherungssektors gerechtfertigt sei. Durch die angefochtene Bestimmung würden somit den Versicherungsvermittlern unverhältnismäßige Verpflichtungen gegenüber Kunden auferlegt, die über die erforderlichen Erfahrungen, Kenntnisse und Kompetenzen verfügten, um ihre eigenen Entscheidungen in Bezug auf Versicherungen zu treffen und die eingegangenen Risiken korrekt zu beurteilen. So werde außerdem eine Diskriminierung zwischen den Kreditanstalten und den Investmentgesellschaften einerseits und den Versicherungsvermittlern und den Versicherungsunternehmen andererseits eingeführt.

B.9.5.2. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird der königliche Erlass «Niveau 1» bestätigt.

Artikel 4 Nr. 10 dieses Erlasses bestimmt, dass Paragraph 11 von Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 auf die Dienstleister Anwendung findet in folgender Fassung:

«Der König präzisiert nach Stellungnahme der FSMA die Regeln zur Ausführung der Verhaltensregeln im Sinne von §§ 1, 2, 3 bis 5, 7 Absatz 1 und 8».

Artikel 27 § 11 des Gesetzes vom 2. August 2002 bestimmt in seiner auf den Bank- und Finanzsektor anwendbaren Fassung:

«Der König präzisiert, nach Stellungnahme der FSMA und nach einer offenen Konsultierung, die Regeln für die Ausführung der Verhaltensregeln im Sinne der §§ 1 bis 10, um insbesondere die Verpflichtungen zu erfüllen, die sich aus den Richtlinien 2004/39/EG und 2006/73/EG ergeben. Er kann insbesondere verschiedene Regeln vorsehen, je nachdem, ob es sich um professionelle Anleger oder Kleinanleger handelt».

B.9.5.3. In dem Bericht an den König vor dem königlichen Erlass «Niveau 1» heißt es:

«In Nr. 10 wird die Tragweite der Ermächtigung an den König in Paragraph 11 des vorerwähnten Artikels 27 präzisiert im Rahmen der Anwendung der so genannten 'MiFID'-Verhaltensregeln auf die Versicherungsunternehmen und die Versicherungsvermittler» (*Belgisches Staatsblatt*, 7. März 2014, zweite Ausgabe, S. 20148).

B.9.5.4. Nach Darlegung des Ministerrates sei die Einteilung der Kunden in Kategorien nicht auf den Versicherungssektor ausgedehnt worden aus folgenden Gründen: Diese Regelung führe zu einem erheblichen Verwaltungsaufwand; die Erfahrung mit der Anwendung der MiFID-Regeln im Sektor der Banken und Investmentgesellschaften habe gezeigt, dass zahlreiche Kunden Kleinanleger gewesen seien, und man entwickle sich hin zu einer Ausdehnung der Regeln auf die professionellen Anleger; im Vorschlag einer IMD-II-Richtlinie werde dieser Unterschied beibehalten, doch die Schlussfolgerungen darauf würden nur hinsichtlich der Informationspflichten gezogen; im Gesetz vom 4. April 2014 sei eine andere Einteilung in Kategorien auf der Grundlage des Begriffs der «großen Risiken» angenommen worden; die Rückversicherung werde vom Anwendungsbereich der Regelung ausgeschlossen.

B.9.5.5. Weder anhand des Berichts an den König, noch anhand der durch den Ministerrat angeführten Gründe lässt sich der von den klagenden Parteien bemängelte Behandlungsunterschied rechtfertigen. Da es das Ziel des Gesetzgebers ist, ein «*level playing field*» zwischen den Banken und den Versicherungsunternehmen und -vermittlern einzuführen, indem die dem Finanzsektor auferlegten Verhaltensregeln auf den Versicherungssektor ausgedehnt werden, ohne sie dem Versicherungssektor anzupassen, ist es nicht vernünftig gerechtfertigt, es dem König nicht zu erlauben, unterschiedliche Regeln vorzusehen, je nachdem, ob es sich um professionelle Anleger oder Kleinanleger für den Versicherungssektor handelt, während Er dies für den Finanzsektor tun kann. Diese Maßnahme geht über das angestrebte Ziel hinaus.

B.9.5.6. Der vierte Teil des siebten Klagegrunds ist begründet. Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 ist folglich für nichtig zu erklären, insofern er Artikel 4 Nr. 10 des königlichen Erlasses «Niveau 1» bestätigt, insofern dieser Artikel es dem König nicht erlaubt, unterschiedliche Regeln festzulegen, je nachdem, ob es sich um professionelle Anleger oder um Kleinanleger handelt.

*In Bezug auf den fünften Teil des siebten Klagegrunds*

B.9.6.1. Im fünften Teil machen die klagenden Parteien geltend, dass durch Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes in Verbindung mit Artikel 4 Nr. 8 des königlichen Erlasses «Niveau 1» der Autorität Finanzielle Dienste und Märkte (FSMA) Befugnisse übertragen würden, die sich auf Zuständigkeiten bezögen, die dem Gesetzgeber oder zumindest dem König vorbehalten seien und die über die Festlegung von technischen Punkten im Sinne von Artikel 64 des Gesetzes vom 2. August 2002 hinausgingen, indem es der Behörde erlaubt werde, die Kosten festzulegen, die in den Berichten angegeben werden müssten. Durch diese Bestimmung werde es der FSMA erlaubt, «den Inhalt und die Form» dieser Berichte zu verdeutlichen. Es werde ihr also insbesondere erlaubt, das zu definieren, was unter dem Begriff «Kosten» zu verstehen sei. Artikel 27 § 8 des Gesetzes vom 2. August 2002 sei im Übrigen in diesem Sinne durch den königlichen Erlass vom 3. Juni 2007 in seiner dem Sektor der Versicherungsvermittlung angepassten Fassung ausgeführt worden (Artikel 13 des königlichen Erlasses «Niveau 2»). Gemäß dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung sowie dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit und unter Berücksichtigung des angestrebten Ziels eines «*level playing field*» müsse der Begriff «Kosten» notwendigerweise die Risikoprämie, alle durch den Dienstleister getätigten Auslagen und die Steuern in Bezug auf das Versicherungsprodukt umfassen. Die Transparenz erfordere es außerdem, dass diese Kosten aus dem Blickwinkel dieser dreifachen Verteilung für sämtliche Dienstleister angegeben würden.

B.9.6.2. Wie in B.3.2.2 angeführt wurde, findet Artikel 23 Absätze 2 und 3 Nr. 1 der Verfassung im vorliegenden Fall nicht Anwendung.

Der Gerichtshof prüft daher den fünften Teil des siebten Klagegrunds nur in Bezug auf die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 33, 105 und 108 der Verfassung und mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung.

B.9.6.3. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird der königliche Erlass «Niveau 1» bestätigt.

Artikel 4 Nr. 8 dieses Erlasses bestimmt, dass Artikel 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 auf die Dienstleister Anwendung findet in folgender Fassung:

«8. Paragraph 8 ist wie folgt zu lesen:

‘§ 8. Der Kunde muss vom Dienstleister geeignete Berichte über - je nach Fall - den Versicherungsvermittlungsdienst, den der Dienstleister ihm erteilt, oder die Versicherungsverträge, die der Kunde bei dem Dienstleister gezeichnet hat, erhalten. Diese Berichte umfassen gegebenenfalls die Kosten in Verbindung mit den Versicherungsvermittlungsdiensten, die dem Kunden erbracht werden, oder den Versicherungsverträgen, die durch den Kunden gezeichnet werden. Die FSMA kann durch eine in Ausführung der Artikel 49 § 3 und 64 des Gesetzes angenommene Regelung den Inhalt und die Form dieser Berichte sowie ihre Übermittlungsmodalitäten präzisieren. ‘».

Artikel 27 § 8 des Gesetzes vom 2. August 2002 bestimmt in der auf den Bank- und Finanzsektor anwendbaren Fassung:

«Der Kunde muss vom beaufsichtigten Unternehmen geeignete Berichte über die Dienste, die es seinen Kunden erteilt, erhalten. Gegebenenfalls enthalten diese Berichte die Kosten bezüglich der durchgeführten Transaktionen und der für den Kunden erbrachten Dienste».

Artikel 49 §§ 1 bis 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 bestimmt:

«§ 1. Der Direktionsausschuss sorgt für die Verwaltung und Leitung der FSMA und legt die Ausrichtung ihrer Politik fest. Er ernennt und entlässt die Personalmitglieder und legt ihr Gehalt sowie alle anderen Vorteile fest. Er entscheidet in allen Sachbereichen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz einem anderen Organ vorbehalten sind.

§ 2. Der Direktionsausschuss legt die Ausrichtungen und die allgemeinen Prioritäten der Aufsichtspolitik fest, erstellt einen jährlichen Aktionsplan bezüglich der Aufsicht und bestimmt die Maßnahmen, die in Bezug auf jeden der Sektoren, die der Aufsicht der FSMA unterliegen, ergriffen werden können.

§ 3. Auf eine Stellungnahme des Aufsichtsrates hin legt der Direktionsausschuss die Regelungen im Sinne von Artikel 64 fest. Der Direktionsausschuss legt in Rundschreiben, Empfehlungen oder Verhaltensregeln alle Maßnahmen bezüglich der Anwendung der Gesetzes- oder Ordnungsbestimmungen fest, deren Anwendung die FSMA beaufsichtigt».



Artikel 64 des Gesetzes vom 2. August 2002 bestimmt:

«In den Angelegenheiten, für die sie zuständig ist, kann die FSMA Regelungen zur Ergänzung der betreffenden Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen in Bezug auf technische Punkte festlegen. Die Regelungen werden aufgrund von Artikel 49 § 3 festgelegt.

Unbeschadet der in anderen Gesetzen oder Verordnungen vorgesehenen Konsultierung kann die FSMA gemäß dem Verfahren der offenen Konsultierung den Inhalt jeder Regelung, deren Festlegung sie in Erwägung zieht, in einer Konsultierungsnote erläutern und diese auf ihrer Website veröffentlichen im Hinblick auf etwaige Anmerkungen von betroffenen Parteien.

Die Regelungen der FSMA sind erst wirksam nach ihrer Genehmigung durch den König und ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*. Der König kann diese Regelungen ändern oder, anstelle der FSMA, tätig werden, wenn diese es versäumt, diese Regelungen festzulegen».

B.9.6.4. Die Artikel 33, 105 und 108 der Verfassung sprechen nicht dagegen, dass der Gesetzgeber in einem bestimmten technischen Bereich spezifische ausführende Befugnisse einer autonomen Verwaltungsbehörde anvertraut, die sowohl der gerichtlichen Kontrolle als auch der parlamentarischen Kontrolle untersteht, und sie verbieten es dem Gesetzgeber nicht, einem ausführenden Organ Ermächtigungen zu erteilen, sofern sie die Ausführung von Maßnahmen betreffen, deren Gegenstand der zuständige Gesetzgeber bestimmt hat, insbesondere in technischen und komplexen Angelegenheiten.

B.9.6.5. Die FSMA ist eine Verwaltungsbehörde, die über eine weitgehende Autonomie verfügt, die nicht damit vereinbar ist, diese Behörde einer hierarchischen Kontrolle oder einer Verwaltungsaufsicht zu unterstellen, und deren Statut und Aufgaben in Kapitel III des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen festgelegt sind. Artikel 44 dieses Gesetzes bestimmt, dass sie eine autonome Einrichtung mit Rechtspersönlichkeit ist, und in Artikel 45 sind die ihr anvertrauten Aufträge präzisiert. Die ihr durch die angefochtene Bestimmung anvertraute Verordnungsbefugnis ist die Verlängerung der ihr durch Artikel 64 dieses Gesetzes anvertrauten Befugnis. Gemäß Absatz 3 dieser Bestimmung, auf die in der angefochtenen Bestimmung ausdrücklich Bezug genommen wird, werden die Verordnungen der FSMA erst wirksam nach ihrer Genehmigung durch den König und ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*. Der König kann außerdem Änderungen an diesen Regelungen vornehmen oder anstelle der FSMA tätig werden, wenn diese es unterlässt, diese Regelungen festzulegen. Die Regelungen der FSMA sind daher Gegenstand einer Kontrolle durch eine politisch vor den Kammern verantwortliche Behörde. Im Übrigen bestimmt Artikel 65 dieses Gesetzes, dass die FSMA jedes Jahr einen Bericht über ihre Tätigkeiten veröffentlicht und ihn den Präsidenten der Abgeordnetenversammlung und des Senats übermittelt, und dass der Präsident der FSMA, oder gegebenenfalls der vollzählige Direktionsausschuss der FSMA jedes Jahr durch den zuständigen Ausschuss der Abgeordnetenversammlung angehört wird innerhalb eines Monats nach der Veröffentlichung des Berichts über die Tätigkeiten der FSMA. Der Präsident der FSMA oder gegebenenfalls der vollzählige Direktionsausschuss der FSMA kann außerdem durch die zuständigen Ausschüsse der Abgeordnetenversammlung und des Senats auf deren Ersuchen hin oder aus eigener Initiative angehört werden.

B.9.6.6. Die durch den König genehmigten Regelungen der FSMA können Gegenstand einer gerichtlichen Kontrolle durch den Staatsrat sein.

Aus der Rechtsprechung des Staatsrates geht hervor, dass er eine vollwertige gerichtliche Kontrolle sowohl anhand des Gesetzes als auch anhand der allgemeinen Rechtsgrundsätze vornimmt.

Die Personen, die einer durch die FSMA erlassenen Regelung unterliegen, besitzen also vor dem Staatsrat eine wirksame Beschwerdemöglichkeit vor einem unabhängigen und unparteiischen Gericht.

B.9.6.7. Der Gesetzgeber hat die Aufträge und die Arbeitsweise der FSMA geregelt. Er hat eine politische und parlamentarische Kontrolle über die Regelungen der FSMA vorgesehen.

B.9.6.8. Indem er es der FSMA erlaubt hat, durch eine in Ausführung der Artikel 49 § 3 und 64 des Gesetzes ergangene Regelung Form und Inhalt der Berichte im Sinne von Artikel 4 Nr. 8 des königlichen Erlasses «Niveau 1» sowie die Modalitäten ihrer Vorlage zu präzisieren, hat der Gesetzgeber in einem technischen Bereich, der es rechtfertigt, die betreffende Verwaltungsbehörde in Anspruch zu nehmen, ausreichend den Gegenstand der gesetzlichen Ermächtigung definiert und im Übrigen keine wesentlichen Elemente der Ausübung einer Berufstätigkeit übertragen. Außerdem unterliegen aufgrund von Artikel 64 Absatz 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 die Regelungen der FSMA der Genehmigung durch den König. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 33, 105 und 108 der Verfassung und dem Grundsatz der Gewaltentrennung, wird nicht verstoßen.

B.9.6.9. Der fünfte Teil des siebten Klagegrunds ist unbegründet.

*In Bezug auf den achten Klagegrund*

B.10.1. Der achte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die klagenden Parteien bemängeln, dass durch Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes der königliche Erlass Nr. 3 bestätigt werde, in dessen Artikel 10 die Einfügung eines neuen Artikels 12octies in das Gesetz vom 27. März 1995 vorgesehen sei. Gemäß Artikel 347 des Gesetzes vom 4. April 2014 werde diese Bestimmung ab dem 1. November 2014 aufgehoben; in Artikel 279 des Gesetzes vom 4. April 2014 werde jedoch eine identische Bestimmung übernommen. Die klagenden Parteien bemerken, aus Artikel 12octies § 1, eingefügt durch Artikel 10 des königlichen Erlasses Nr. 3, und aus Artikel 279 § 1 des Gesetzes vom 4. April 2014 gehe hervor, dass die Versicherungsunternehmen die Haftung für jedes Handeln oder jedes Versäumnis durch die mit ihnen verbundenen Versicherungsagenten nur in dem Maße übernehmen müssten, als dieses Handeln oder dieses Versäumnis Verhaltensregeln im Sinne dieses Gesetz, des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln «Niveau 1» oder des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln «Niveau 2» betreffen, und dass in diesem Artikel außerdem präzisiert sei, dass «der verbundene Versicherungsagent [...] ebenfalls im Falle eines offensichtlichen Fehlverhaltens» verantwortlich bleibe. Solche Einschränkungen seien jedoch weder in Artikel 12octies § 2, eingefügt durch Artikel 10 des königlichen Erlasses Nr. 3, noch in Artikel 279 § 2 des Gesetzes vom 4. April 2014 für die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler vorgesehen, wenn sie mit einem Versicherungssubagenten zusammenarbeiteten. Daraus sei also abzuleiten, dass die Versicherungsvermittler in jedem Fall für jede Handlung oder jedes Versäumnis der Versicherungssubagenten, mit denen sie zusammenarbeiteten, verantwortlich seien und dass diese Versicherungssubagenten nicht für ihr offensichtliches Fehlverhalten verantwortlich seien. Den Versicherungsvermittlern werde also eine größere Verantwortung auferlegt als den Versicherungsunternehmen, obwohl sie sich in einer identischen Situation befänden. Eine solche Diskriminierung werde durch nichts gerechtfertigt. Im Übrigen müssten die Versicherungsunternehmen die Verantwortung für die Handlungen oder Versäumnisse der Versicherungsagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, nur in dem Fall übernehmen, wenn diese mit ihnen verbunden seien, während die Versicherungsvermittler die Verantwortung für alle Versicherungssubagenten, die für sie arbeiteten, übernehmen müssten. Erneut unterlägen sie einer schwereren Verantwortung als die Versicherungsunternehmen, obwohl sie sich in einer identischen Situation befänden.

B.10.2. Durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird der königliche Erlass Nr. 3 mit Wirkung am Datum seines Inkrafttretens bestätigt.

Gemäß dessen Artikel 11 ist dieser königliche Erlass am 30. April 2014 in Kraft getreten.

Artikel 10 dieses königlichen Erlasses bestimmt:

«In dem durch Artikel 9 eingefügten Abschnitt 6 [des Gesetzes vom 27. März 1995 über die Versicherungs- und Rückversicherungsvermittlung und den Vertrieb von Versicherungen] wird ein Artikel 12*octies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 12*octies*. § 1. Die Versicherungsunternehmen, die mit verbundenen Versicherungsagenten zusammenarbeiten, haften vollständig und bedingungslos für jede Handlung oder jedes Versäumnis dieser verbundenen Versicherungsagenten, die im Namen und für Rechnung dieser Unternehmen auftreten, insofern dieses Handeln oder dieses Versäumnis die Verhaltensregeln im Sinne dieses Gesetzes, des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln Niveau 1 oder des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln Niveau 2 betreffen. Der verbundene Versicherungsagent haftet jedoch ebenfalls im Falle eines offensichtlichen Fehlverhaltens.

Die Versicherungsunternehmen achten darauf, dass die verbundenen Versicherungsagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, die Eigenschaft angeben, in der sie handeln, bevor sie mit einem Kunden Geschäfte schließen.

Die Versicherungsunternehmen sind verpflichtet, die Tätigkeiten der verbundenen Versicherungsagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, zu kontrollieren.

§ 2. Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler, die mit Versicherungssubagenten zusammenarbeiten, haften vollständig und bedingungslos für jede Handlung oder jedes Versäumnis dieser Versicherungssubagenten, die für ihre Rechnung auftreten.

Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler achten darauf, dass die Versicherungssubagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, die Eigenschaft angeben, in der sie handeln, bevor sie mit einem Kunden Geschäfte schließen.

Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler sind verpflichtet, die Tätigkeiten der Versicherungssubagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, zu kontrollieren. ’».

Gemäß Artikel 347 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird das Gesetz vom 27. März 1995 aufgehoben. In Anwendung von dessen Artikel 352 tritt das Gesetz vom 4. April 2014 am 1. November 2014 in Kraft.

Artikel 279 des Gesetzes vom 4. April 2014 bestimmt:

«§ 1. Die Versicherungsunternehmen, die mit verbundenen Versicherungsagenten zusammenarbeiten, haften vollständig und bedingungslos für jede Handlung oder jedes Versäumnis dieser verbundenen Versicherungsagenten, die im Namen und für Rechnung dieser Unternehmen auftreten, insofern dieses Handeln oder dieses Versäumnis die Verhaltensregeln im Sinne des vorliegenden Teils, des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln Niveau 1 oder des königlichen Erlasses über die Verhaltensregeln Niveau 2 betreffen. Der verbundene Versicherungsagent haftet jedoch ebenfalls im Falle eines offensichtlichen Fehlverhaltens.

Die Versicherungsunternehmen achten darauf, dass die verbundenen Versicherungsagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, die Eigenschaft angeben, in der sie handeln, bevor sie mit einem Kunden Geschäfte schließen.

Die Versicherungsunternehmen sind verpflichtet, die Tätigkeiten der verbundenen Versicherungsagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, zu kontrollieren.

§ 2. Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler, die mit Versicherungssubagenten zusammenarbeiten, haften vollständig und bedingungslos für jede Handlung oder jedes Versäumnis dieser Versicherungssubagenten, die für ihre Rechnung auftreten.

Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler achten darauf, dass die Versicherungssubagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, die Eigenschaft angeben, in der sie handeln, bevor sie mit einem Kunden Geschäfte schließen.

Die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler sind verpflichtet, die Tätigkeiten der Versicherungssubagenten, mit denen sie zusammenarbeiten, zu kontrollieren.».

B.10.3. Der Gerichtshof muss die Vereinbarkeit von Artikel 350 des angefochtenen Gesetzes, wie in B.10.2 präzisiert wird, für den Zeitraum vom 30. April 2014 bis zum 1. November 2014, und von Artikel 279 des angefochtenen Gesetzes für den Zeitraum nach dem 1. November 2014 prüfen, insofern diese Bestimmungen ausdrücklich die Haftung der Versicherungsunternehmen auf die Handlungen oder Versäumnisse der mit ihnen verbundenen Versicherungsagenten begrenzen, in Bezug auf die Verhaltensregeln im Sinne von Artikel 279 § 1 des angefochtenen Gesetzes, in denen präzisiert wird, dass die verbundenen Versicherungsagenten ebenfalls im Falle von offensichtlichem Fehlverhalten verantwortlich bleiben, während die Versicherungsagenten und die Versicherungsmakler, die mit Versicherungssubagenten zusammenarbeiten, vollständig und bedingungslos haftbar bleiben für jede Handlung oder jedes Versäumnis dieser Versicherungssubagenten, wenn sie für ihre Rechnung handeln, und diese Versicherungssubagenten nicht haftbar sind für ihre offensichtlichen Versäumnisse.

B.10.4. Artikel 257 des Gesetzes vom 4. April 2014 bestimmt:

«Zur Anwendung dieses Teils ist zu verstehen unter:

[...]

2. ‘ Versicherungsmakler ’: die Versicherungs- oder Rückversicherungsvermittler, die Versicherungsnehmer und Versicherungsunternehmen oder Versicherungsunternehmen und Rückversicherungsunternehmen in Verbindung bringen, ohne durch deren Entscheidung gebunden zu sein;

3. ‘ Versicherungsagent ’: die Versicherungs- oder Rückversicherungsvermittler, die aufgrund eines oder mehrerer Verträge oder einer oder mehrerer Vollmachten im Namen und für Rechnung eines einzigen oder mehrerer Versicherungs- oder Rückversicherungsunternehmen Tätigkeiten der Versicherungs- oder Rückversicherungsvermittlung ausüben;

4. ‘ Versicherungssubagent ’: andere Versicherungs- oder Rückversicherungsvermittler als diejenigen im Sinne der Nrn. 2 und 3, die unter der Verantwortung der in den Nrn. 2 und 3 erwähnten Personen handeln;

5. ‘ verbundener Versicherungsagent ’: die Versicherungsagenten, die aufgrund eines oder mehrerer Verträge oder einer oder mehrerer Vollmachten Tätigkeiten der Versicherungsvermittlung nur ausüben dürfen im Namen und für Rechnung:

- eines einzigen Versicherungsunternehmens oder
- mehrerer Versicherungsunternehmen, insofern die Versicherungsverträge dieser Unternehmen nicht in Konkurrenz zueinander stehen;

und unter der vollständigen Verantwortung dieses Unternehmens oder dieser Unternehmen handelt für die Versicherungsverträge, die sie jeweils betreffen.

[...]».

Identische Definitionen waren in Artikel 1 Nrn. 6 bis 8*bis* des Gesetzes vom 27. März 1995 in der durch Artikel 1 des königlichen Erlasses Nr. 3 abgeänderten Fassung aufgenommen worden, wobei dieses Gesetz durch Artikel 347 des Gesetzes vom 4. April 2014 aufgehoben wurde.

B.10.5. In dem Bericht an den König vor dem königlichen Erlass Nr. 3 heißt es:

«Durch Artikel 1 des Erlasses werden folgende Änderungen an Artikel 1 des Gesetzes vorgenommen:

Die Bestimmung von Nr. 1 ergänzt die Definition der Versicherungsvermittlung im Sinne von Artikel 1 Nr. 1 des Gesetzes, um zu präzisieren, dass dieser Begriff ebenfalls ' die Beratung über Versicherungsverträge ' beinhaltet.

Durch die Bestimmung von Nr. 2 wird die Definition des ' verbundenen Versicherungsagenten ' in Nr. 8bis von Artikel 1 des Gesetzes eingefügt. Diese Definition wird notwendig durch das Einführen eines neuen Artikels 12octies in das Gesetz. Dieser neue Artikel, der durch Artikel 11 dieses Erlassentwurfs eingefügt wird, präzisiert insbesondere, wer bei dem Versicherungsunternehmen oder seinem verbundenen Versicherungsagenten die notwendigen Maßnahmen definieren (und auf deren Anwendung achten) muss, um die Einhaltung der durch und aufgrund dieses Gesetzes festgelegten Verpflichtungen zu gewährleisten. Ein verbundener Versicherungsagent ist ein Versicherungsagent, der mit einem oder mehreren Versicherungsunternehmen einen oder mehrere Verträge oder Vollmachten geschlossen hat, aufgrund deren er nur im Namen und für Rechnung dieses Unternehmens und unter seiner Verantwortung für die sie jeweils betreffenden Versicherungsverträge handeln darf. Einem verbundenen Versicherungsagenten ist es vertraglich nur erlaubt, im Namen und für Rechnung mehrerer Versicherungsunternehmen zu handeln, insofern die Versicherungsverträge dieser Unternehmen nicht in Konkurrenz zueinander stehen. Diesbezüglich reicht das Fehlen eines ausdrücklichen Vermerks bezüglich dieser Ausschließlichkeit in dem Vertrag oder der schriftlichen Vollmacht nicht aus, um zu schlussfolgern, dass der Versicherungsagent nicht verbunden ist, wenn dies in der Praxis nicht der Fall ist. Der schriftliche Vertrag zwischen den Parteien muss nämlich die Realität der Bedingungen der Zusammenarbeit widerspiegeln. In der Tätigkeitsgruppe ' Leben ' wird davon ausgegangen, dass sämtliche Versicherungsverträge, die den Definitionen der Spar- und Anlageverträge entsprechen, in Konkurrenz zueinander stehen. Das Gleiche gilt für andere Versicherungsverträge der Tätigkeitsgruppe ' Leben ' als diejenigen, die den Definitionen der Spar- und Anlageversicherungen entsprechen. In der Tätigkeitsgruppe ' Nicht-Leben ' wird davon ausgegangen, dass die Versicherungsverträge, die zum gleichen Tätigkeitszweig gehören, in Konkurrenz zueinander stehen. Konkret bedeutet dies, dass ein verbundener Versicherungsagent also die Sparversicherungen eines bestimmten Versicherungsunternehmens sowie in der Tätigkeitsgruppe ' Nicht-Leben ' die zum Zweig ' Feuer ' eines zweiten Versicherungsunternehmens gehörenden Versicherungsverträge und die zum Zweig ' Krankheit ' eines dritten Versicherungsunternehmens gehörenden Versicherungsverträge anbieten könnte. Zwei Versicherungsverträge gelten jedoch nicht als in Konkurrenz zueinander stehend, wenn sie Risiken eines selben Zweigs decken, sofern für einen dieser Verträge das somit gedeckte Risiko ein zusätzliches Risiko zum Hauptrisiko im Sinne von Artikel 6 Absatz 3 des königlichen Erlasses vom 22. Februar 1991 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über die Kontrolle der Versicherungsunternehmen ist. In der Praxis bedeutet dies beispielsweise, dass ein verbundener Versicherungsagent eine Kraftfahrzeug-Haftpflichtversicherung anbieten könnte, die ebenfalls eine zusätzliche Deckung ' Beistand ' eines bestimmten Versicherungsunternehmens beinhaltet, und die Beistandsversicherungen eines anderen Versicherungsunternehmens.

Im Übrigen ist zu präzisieren, dass ein Versicherungsagent für bestimmte Versicherungsverträge ' verbunden ' sein könnte und für diese unter der Verantwortung eines oder mehrerer Versicherungsunternehmen handeln würde (wobei diese Verträge keine in Konkurrenz zueinander stehenden Versicherungsverträge sind), und ' nicht-verbunden ' für andere wäre. In Bezug auf die Letztgenannten würde der Versicherungsagent unter seiner eigenen Verantwortung handeln» (*Belgisches Staatsblatt*, 7. März 2014, zweite Ausgabe, S. 20134).

In diesem Bericht an den König heißt es im Übrigen:

«Durch Artikel 10 wird in das Gesetz ein Artikel 12octies eingefügt. In Paragraph 1 dieses Artikels ist präzisiert, dass die Versicherungsunternehmen vollständig und bedingungslos für jede Handlung oder jedes Versäumnis ihrer verbundenen Versicherungsagenten haften, wenn diese in ihrem Namen und für ihre Rechnung auftreten, insofern dieses Handeln oder dieses Versäumnis die Einhaltung der Verhaltensregeln betrifft, die in diesem Gesetz, im königlichen Erlass über die Verhaltensregeln Niveau 1 und/oder im königlichen Erlass über die Verhaltensregeln Niveau 2 vorgesehen sind. Es wird jedoch verdeutlicht, dass der verbundene Versicherungsagent im Falle eines offensichtlichen Fehlverhaltens ebenfalls verantwortlich bleibt. Es wird auch verdeutlicht, dass jeder verbundene Versicherungsagent den Kunden, bevor er mit ihnen Geschäfte schließt, mitteilen muss, in welcher Eigenschaft er handelt. Schließlich ist in Absatz 3 dieser Bestimmung angeführt, dass die Versicherungsunternehmen die Tätigkeiten ihrer verbundenen Versicherungsagenten kontrollieren müssen.

Die Versicherungsmakler und die anderen Versicherungsagenten als die verbundenen Versicherungsagenten bleiben ihrerseits vollständig verantwortlich für die Einhaltung der vorerwähnten Verhaltensregeln.

Paragraph 2 von Artikel 12octies betrifft die Anwendung der Regelung der Haftung auf die Versicherungsvermittler im Rahmen ihrer Beziehungen zu den Versicherungssubagenten, die für ihre Rechnung handeln. In diesem Paragraphen wird präzisiert, dass der Versicherungsagent und der Versicherungsmakler vollständig und bedingungslos verantwortlich sind für die Handlungen und Versäumnisse ihrer Versicherungssubagenten. Dieser Paragraph in Verbindung mit Paragraph 1 von Artikel 12octies führt dazu, dass das Versicherungsunternehmen verantwortlich ist für die Missachtung einer oder mehrerer Verhaltensregeln durch einen Versicherungssubagenten, der für Rechnung des verbundenen Versicherungsagenten dieses Versicherungsunternehmens handelt» (*Belgisches Staatsblatt*, 7. März 2014, zweite Ausgabe, S. 20137).

B.10.6. Mit den angefochtenen Bestimmungen hat der Gesetzgeber sich spezifisch auf die Versicherungsunternehmen bezogen, die mit verbundenen Versicherungsagenten zusammenarbeiten, und diese Unternehmen verantwortlich gemacht für die kohärente Ausführung der Verhaltensregeln, da die verbundenen Agenten im Namen und für Rechnung dieser Unternehmen handeln und verpflichtet sind, die Verfahren einzuhalten, die durch das Unternehmen eingeführt werden zur Einhaltung der Verhaltensregeln. Diese Haftungsregelung beeinträchtigt nicht die gemeinrechtliche Haftungsregelung und befreit die verbundenen Versicherungsagenten nicht von der Verpflichtung zur Einhaltung der Verhaltensregeln. In Paragraph 1 der angefochtenen Bestimmungen wird im Übrigen die Haftung der verbundenen Agenten, die ein offensichtliches Fehlverhalten begehen, ausdrücklich bestätigt. In Paragraph 2 der angefochtenen Bestimmungen ist keine spezifische Bestimmung vorgesehen, um die Einhaltung der Verhaltensregeln in den Beziehungen mit Versicherungssubagenten zu gewährleisten, aber darin wird an die Haftungsregelung erinnert, die für die Beziehungen zwischen den Versicherungsagenten und den Maklern, die mit Versicherungssubagenten zusammenarbeiten, gilt. Durch die angefochtenen Bestimmungen hat der Gesetzgeber die Haftungsregelung der verbundenen Agenten also mit dieser Haftungsregelung zusammengebracht. Der Umstand, dass in Paragraph 2 der angefochtenen Bestimmungen nicht ausdrücklich die Regel übernommen wurde, wonach «der [Versicherungssubagent] [...] ebenfalls im Falle eines offensichtlichen Fehlverhaltens [haftet]», verhindert nicht die Anwendung der gemeinrechtlichen Regeln in Bezug auf die Haftung. Das Ziel der Bestimmungen besteht nicht darin, den Regress des Kunden gegen den Versicherungssubagenten oder den verbundenen Versicherungsagenten abzuschaffen, sondern ihm eine zusätzliche Regressmöglichkeit gegen Versicherungsvermittler oder Versicherungsunternehmen zu bieten. Der Gesetzgeber war also nicht verpflichtet, ausdrücklich an die Regel der persönlichen Haftung des Versicherungssubagenten gemäß dem allgemeinen Recht zu erinnern.

B.10.7. Der achte Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den neunten Klagegrund*

B.11.1. Der neunte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und mit dem Grundsatz des berechtigten Vertrauens. Nach Darlegung der klagenden Parteien ermögliche Artikel 352 des Gesetzes vom 4. April 2014, in dem vorgesehen sei, dass das Gesetz ab dem 1. November 2014 in Kraft trete, es den Versicherungsvermittlern nicht, sich ordnungsgemäß auf ihre neuen Verpflichtungen vorzubereiten (erster Teil), und sei er diskriminierend angesichts der Frist zur Anpassung an die MiFID-Regeln, die den Kreditanstalten und den Investmentgesellschaften gewährt worden sei und die länger gewesen sei (mindestens ein Jahr und drei Monate) (zweiter Teil).

B.11.2. Artikel 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 bestimmt:

«Vorliegendes Gesetz tritt am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten, die am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* beginnt, in Kraft, außer was die Bestimmungen betrifft, deren Inkrafttreten gemäß Artikel 353 festgelegt wird.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel 334 und 335 am zehnten Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, tritt Artikel 350 am Tag nach der Veröffentlichung des vorliegenden Gesetzes im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt Artikel 351 am 30. April 2014 in Kraft».

Das Gesetz vom 4. April 2014 wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. April 2014 veröffentlicht und ist somit am 1. November 2014 in Kraft getreten, außer in den in Artikel 352 erwähnten Fällen.

B.11.3. In seinem Entscheid Nr. 86/2015 hat der Gerichtshof Artikel 9 des Gesetzes vom 21. Dezember 2013 «zur Einfügung von Buch VI ' Marktpraktiken und Verbraucherschutz ' in das Wirtschaftsgesetzbuch und zur Einfügung der Buch VI eigenen Begriffsbestimmungen und der Buch VI eigenen Rechtsdurchsetzungsbestimmungen in die Bücher I und XV des Wirtschaftsgesetzbuches» und Artikel 69 Absatz 3 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 «zur Verstärkung des Schutzes der Nutzer von Finanzprodukten und -dienstleistungen und zur Stärkung der Befugnisse der Autorität Finanzielle Dienste und Märkte und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (I)», insofern diese Bestimmungen die Artikel 7, 19 und 60 dieses Gesetzes an einem Datum vor dem 1. Mai 2015 in Kraft treten lassen, für nichtig erklärt.

In diesem Entscheid hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.4.3. Durch den in B.1.4 zitierten Artikel 9 des Gesetzes vom 21. Dezember 2013 wird das Inkrafttreten der Artikel 7, 19 und 60 des Gesetzes vom 30. Juli 2013, das in Anwendung von Artikel 69 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 ursprünglich auf den 1. Januar 2014 festgelegt war, auf den 30. April 2014 verschoben.

B.4.4. Aus den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung geht hervor, dass diese Verschiebung durch die Notwendigkeit gerechtfertigt war, dem betreffenden Sektor die Möglichkeit zu bieten, sich auf die Durchführung der neuen Regeln vorzubereiten:

' Angesichts der technischen Beschaffenheit dieser Angelegenheit erweist es sich jedoch als wünschenswert, eine angemessene Frist zwischen der Veröffentlichung des vorerwähnten Gesetzes vom 30. Juli 2013 (nämlich am 30. August 2013) und dem Inkrafttreten der vorerwähnten Regeln vorzusehen, damit der Sektor sich auf die Durchführung dieser Regeln vorbereiten kann. Die gleiche Überlegung gilt ebenfalls für die Bank- und Investmentdienstleistungsvermittler.

Um zu vermeiden, dass der betreffende Sektor nicht über genügend Zeit verfügt, um die neue Regelung einzuhalten, ist das Datum des Inkrafttretens der betreffenden Artikel, das in Artikel 69 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 geregelt wird, dringend anzupassen ' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2013-2014, DOC 53-3018/002, S. 2).

B.4.5. Im Übrigen geht aus den in B.3.2.2 zitierten Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Juli 2013 hervor, dass der Gesetzgeber die grundsätzliche Anwendung der Wohlverhaltensregeln auf die Versicherungsunternehmen und -vermittler mit den Abweichungen und Anpassungen verbunden hat, die der König festlegen darf.

B.4.6. Wenn der Gesetzgeber eine Änderung der Politik als notwendig erachtet, kann er den Standpunkt vertreten, dass sie mit sofortiger Wirkung durchgeführt werden muss, und ist er grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn die Übergangsregelung oder ihr Fehlen zu einem Behandlungsunterschied führt, für den es keine vernünftige Rechtfertigung gibt, oder wenn der Grundsatz des rechtmäßigen Vertrauens übermäßig verletzt wird. Letzteres ist der Fall, wenn die rechtmäßigen Erwartungen einer bestimmten Kategorie von Personen verletzt werden, ohne dass ein zwingender Grund allgemeinen Interesses vorliegt, der das Fehlen einer zu ihren Gunsten eingeführten Übergangsregelung rechtfertigen kann.

Der Grundsatz des rechtmäßigen Vertrauens ist eng mit dem – gleichzeitig von den klagenden Parteien angeführten – Grundsatz der Rechtssicherheit verbunden, der es dem Gesetzgeber verbietet, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung das Interesse der Rechtsunterworfenen daran, die Rechtsfolgen ihrer Handlungen vorhersehen zu können, zu beeinträchtigen.

B.4.7. Wie in B.3.2.3 angeführt wurde, tragen die königlichen Erlasse, die in Ausführung der Artikel 7, 19 und 60 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 ergehen sollten, das Datum vom 21. Februar 2014 und wurden sie am 7. März 2014 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. In Anwendung dieser Artikel 7, 19 und 60 wurden zwei dieser Erlasse durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 bestätigt, das am 30. April 2014 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde.

Auch wenn in Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 präzisiert ist, dass die Bestätigung der königlichen Erlasse am Datum ihres jeweiligen Inkrafttretens, nämlich am 30. April 2014, gilt, ist die Frist, die den Versicherungsvermittlern gewährt wurde, um sich den Wohlverhaltensregeln anzupassen, die sich aus diesen königlichen Erlassen, welche im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. März 2014 veröffentlicht wurden, und aus dem Bestätigungsgesetz, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. April 2014 veröffentlicht wurde, ergeben, unzureichend. Der Minister hat zwar bei der Ausarbeitung des Gesetzes vom 30. Juli 2013 hervorgehoben, dass ' der Versicherungssektor also bereits seit langem weiß, dass die bestehenden Wohlverhaltensregeln, die für die Kreditanstalten, Investmentgesellschaften und ihre Agenten gelten, auf den Versicherungssektor ausgedehnt werden können ' (*Parl. Dok.*, Kammer, 2012-2013, DOC 53-2872/004, S. 23). Eine Kenntnis der Absicht des Gesetzgebers kann jedoch nicht das Fehlen einer Frist ausgleichen, um sich Wohlverhaltensregeln anzupassen, die eine zwingende Beschaffenheit haben und die Versicherungsvermittler haftbar machen können, da durch Artikel 64 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 in Kapitel II Abschnitt 7 Unterabschnitt 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen ein Artikel 30ter eingefügt wurde, dessen Paragraph 1 Absatz 1 bestimmt:

' Unbeschadet des allgemeinen Rechts und ungeachtet gleich welcher anders lautenden Bestimmung, die für die Nutzer von Finanzprodukten oder -dienstleistungen nachteilig wäre, falls eine Person im Sinne von Absatz 2 anlässlich einer in Paragraph 2 definierten Finanztransaktion einen Verstoß gegen eine oder mehrere der in Paragraph 3 enthaltenen Bestimmungen begeht, und der Nutzer von Finanzprodukten oder -dienstleistungen infolgedessen einen Schaden erleidet, wird bis zum Beweis des Gegenteils davon ausgegangen, dass die betreffende Transaktion das Ergebnis des Verstoßes ist '.

Gemäß den Paragraphen 3 und 4 dieses Artikels 30ter kann ein Verstoß gegen Wohlverhaltensregeln die Anwendung der in Paragraph 1 festgelegten Vermutung zur Folge haben.

Aufgrund der zwingenden Beschaffenheit der Wohlverhaltensregeln können ebenfalls nicht die Argumente des Ministerrates angenommen werden, der die vernünftige Beschaffenheit der Frist damit rechtfertigt, dass der Sektor bei der Ausarbeitung der Wohlverhaltensregeln zu Rate gezogen worden sei und sich daher vorgreifend habe anpassen können. Das Gleiche gilt für das Argument, das auf einer etwaigen Flexibilität der FSMA oder der Rechtsprechungsorgane bei der Anwendung der Wohlverhaltensregeln beruht. Es verletzt nämlich die zwingende Beschaffenheit der festgelegten Regeln und beweist außerdem die Notwendigkeit einer längeren Anpassungsfrist.

B.4.8. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds ist daher begründet. Artikel 9 des Gesetzes vom 21. Dezember 2013 ' zur Einfügung von Buch VI ' Marktpraktiken und Verbraucherschutz ' in das Wirtschaftsgesetzbuch und zur Einfügung der Buch VI eigenen Begriffsbestimmungen und der Buch VI eigenen Rechtsdurchsetzungsbestimmungen in die Bücher I und XV des Wirtschaftsgesetzbuches ' ist für nichtig zu erklären. Aus den gleichen Gründen ist ebenfalls Artikel 69 Absatz 3 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 für nichtig zu erklären, insofern darin das Inkrafttreten der Artikel 7, 19 und 60 dieses Gesetzes auf den 1. Januar 2014 festgelegt wurde.

Folglich sind diese Bestimmungen für nichtig zu erklären, insofern sie die Artikel 7, 19 und 60 des Gesetzes vom 30. Juli 2013 an einem Datum vor dem 1. Mai 2015 in Kraft treten lassen.

B.4.9. Im zweiten Teil des zweiten Klagegrunds wird angeführt, dass die den Versicherungsvermittlern gewährte Anpassungsfrist diskriminierend oder zumindest unverhältnismäßig sei, da die Investmentgesellschaften und die Kreditanstalten über eine deutlich längere Frist verfügt hätten, um sich auf das Inkrafttreten der MiFID-Regeln vorzubereiten.

B.4.10. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds, der nicht zu einer umfassenderen Nichtigerklärung führen könnte, braucht daher nicht geprüft zu werden».

B.11.4.1. Infolge der Nichtigerklärung, die der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 86/2015 beschlossen hat, sind die Artikel 7, 19 und 60 des Gesetzes vom 30. Juli 2013, die am 30. April 2014 in Kraft getreten sind, erst am 1. Mai 2015 in Kraft getreten, um es den Versicherungsvermittlern zu ermöglichen, sich den Verhaltensregeln anzupassen, die sich aus den königlichen Erlassen und dem Bestätigungsgesetz ergeben.

B.11.4.2. Vor seiner Aufhebung durch Artikel 347 des Gesetzes vom 4. April 2014, der gemäß Artikel 352 des Gesetzes ab dem 1. November 2014 das Gesetz vom 27. März 1995 aufhebt, bestimmte Artikel 12sexies des Gesetzes vom 27. März 1995, eingefügt durch Artikel 7 des Gesetzes vom 30. Juli 2013:

«§ 1. Versicherungsvermittler müssen ehrlich, redlich und professionell im bestmöglichen Interesse ihrer Kunden handeln. Von ihnen erteilte Informationen müssen redlich, eindeutig und nicht irreführend sein.

Versicherungsvermittler müssen bei ihrer Vermittlungstätigkeit die für Versicherungsunternehmen geltenden Wohlverhaltensregeln einhalten. Der König kann nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass für alle oder bestimmte Kategorien Versicherungsvermittler eine angepasste Version dieser Wohlverhaltensregeln vorsehen oder bestimmte dieser Regeln ganz oder teilweise für nicht anwendbar erklären, um den Eigenheiten ihrer Rolle Rechnung zu tragen.

§ 2. Die Vermittlungstätigkeit von Versicherungsvermittlern beschränkt sich auf Versicherungsverträge, deren Hauptmerkmale sie selbst, ihre Vertriebsbeauftragten und die in Artikel 3 Absatz 2 erwähnten Personen, die sie beschäftigen, kennen und den Kunden erklären können.

Versicherungsunternehmen bieten lediglich Versicherungsverträge an, deren Hauptmerkmale ihre Vertriebsbeauftragten und die in Artikel 2 § 3 Absatz 2 erwähnten Personen, die sie beschäftigen, kennen und den Kunden erklären können.

§ 3. Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 26 und 27 des Gesetzes vom 2. August 2002 ist der König befugt, nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass in Ausführung der Paragraphen 1 und 2 Wohlverhaltensregeln und Regeln zur Vorbeugung von Interessenkonflikten festzulegen, die von den Versicherungsvermittlern einzuhalten sind.

§ 4. Der König kann nach Stellungnahme der FSMA durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die anderen Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes abändern, ergänzen, ersetzen oder aufheben, um deren Inhalt den im vorliegenden Artikel erwähnten Wohlverhaltensregeln anzupassen und deren Kohärenz mit diesen Regeln zu gewährleisten. Aufgrund dieser Ermächtigung ergangene Erlasse sind von Rechts wegen aufgehoben, wenn sie nicht binnen zwölf Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* durch Gesetz bestätigt worden sind».

B.11.4.3. Die in Artikel 12sexies des Gesetzes vom 27. März 1995 enthaltenen Bestimmungen sind nunmehr in Artikel 277 des Gesetzes vom 4. April 2014 enthalten, der am 1. November 2014 in Kraft getreten ist, gemäß Artikel 352 des Gesetzes.

B.11.4.4. Damit es den Versicherungsvermittlern ermöglicht wird, sich den Verhaltensregeln anzupassen, die sich aus den königlichen Erlassen und dem Bestätigungsgesetz ergeben, ist Artikel 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 für nichtig zu erklären, insofern er Artikel 277 des Gesetzes vom 4. April 2014 an einem Datum vor dem 1. Mai 2015 in Kraft treten lässt. Der erste Teil des neunten Klagegrunds ist in diesem Maße begründet.

B.11.5. In ihrem Ergänzungsschriftsatz bitten die klagenden Parteien den Gerichtshof ebenfalls, Artikel 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 für nichtig zu erklären, insofern darin das Inkrafttreten der Artikel 273 § 3, 279 und 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 festgelegt sei.

In Artikel 273 § 3 des Gesetzes vom 4. April 2014 wird – wie in B.7.2 dargelegt wurde – die in Paragraph 3 von Artikel 12*bis* des Gesetzes vom 27. März 1995 vorgesehene Bestimmung, ersetzt durch Artikel 4 Nr. 2 des königlichen Erlasses Nr. 3, übernommen. Dieser Artikel 12*bis* § 3 bestimmt:

«Vor Abschluss eines spezifischen Versicherungsvertrags hat der Versicherungsvermittler, insbesondere anhand der vom Kunden gemachten Angaben, zumindest dessen Wünsche und Bedürfnisse festzulegen und achtet er darauf, dass der dem Kunden angebotene Versicherungsvertrag diesen Wünschen und Bedürfnissen entspricht. Wenn der Versicherungsvermittler eine Beratung erteilt, hat er die Gründe für jeden dem Kunden zu einem bestimmten Versicherungsvertrag erteilten Rat genau anzugeben. Diese Angaben sind der Komplexität des angebotenen Versicherungsvertrags anzupassen».

Vor seiner Abänderung durch Artikel 4 Nr. 2 des königlichen Erlasses Nr. 3 bestimmte Artikel 12*bis* § 3 des Gesetzes vom 27. März 1995:

«Vor Abschluss eines Versicherungsvertrags hat der Versicherungsvermittler, insbesondere anhand der vom Kunden gemachten Angaben, zumindest dessen Wünsche und Bedürfnisse festzulegen und die Gründe für jeden diesem zu einem bestimmten Versicherungsprodukt erteilten Rat genau anzugeben. Diese Angaben sind der Komplexität des angebotenen Versicherungsvertrags anzupassen».

Aus dieser Entwicklung der Gesetzgebung und aus dem in B.7.4 zitierten Bericht an den König vor dem königlichen Erlass Nr. 3 geht hervor, dass in Artikel 273 § 3 neue Verhaltensregeln vorgesehen sind. Das Gleiche gilt für Artikel 279 des Gesetzes vom 4. April 2014, aus den in B.10 angeführten Gründen.

Im Übrigen werden durch Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 die königlichen Erlasse «Niveau 1» und Nr. 3 bestätigt. Diese königlichen Erlasse sind auf der Grundlage von Artikel 12*sexies* des Gesetzes vom 27. März 1995 – wie in B.4.2.2 angeführt wurde – ergangen und stehen in direkter Verbindung zu den neuen Verhaltensregeln. Gemäß Artikel 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 tritt Artikel 350 am 1. Mai 2014 in Kraft.

Damit es den Versicherungsvermittlern ermöglicht wird, sich den neuen Verhaltensregeln anzupassen, ist Artikel 352 des Gesetzes vom 4. April 2014 für nichtig zu erklären, insofern er die neuen Verhaltensregeln, die in Artikel 273 § 3 und in Artikel 279 des Gesetzes vom 4. April 2014 enthalten sind, sowie Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014, insofern dieser Artikel neue Verhaltensregeln bestätigt, die in den königlichen Erlassen vom 21. Februar 2014 enthalten sind, vor dem 1. Mai 2015 in Kraft treten lässt.

Der erste Teil des neunten Klagegrunds ist in diesem Maße ebenfalls begründet.

B.12. In ihrem Ergänzungsschriftsatz bitten die klagenden Parteien den Gerichtshof, den Anpassungszeitraum bis zum 30. April 2016 zu verlängern. Sie weisen jedoch nicht nach, dass das Gesetz vom 4. April 2014 ihnen neue Verpflichtungen auferlegen würde, die eine Verlängerung des Anpassungszeitraums notwendig machen würden. Die bei der Organisation der Ausbildungen und bei der Einführung der Kommunikationsinstrumente aufgetretenen Verzögerungen sind nicht dem Gesetzgeber zuzuschreiben.

B.13. In Bezug auf den zweiten Teil des neunten Klagegrunds ist der den Versicherungsunternehmen und den Versicherungsvermittlern gewährte Anpassungszeitraum unter Berücksichtigung des Entscheids Nr. 86/2015 ausreichend im Vergleich zu demjenigen, der den Kreditanstalten und den Investmentgesellschaften gewährt wurde.

Der zweite Teil des neunten Klagegrunds ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt

- Artikel 350 des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen insofern, als er Artikel 4 Nr. 4 des königlichen Erlasses vom 21. Februar 2014 über die Modalitäten für die Anwendung der Artikel 27 bis 28*bis* des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen auf die Versicherungsbranche bestätigt,

- Artikel 350 desselben Gesetzes insofern, als er Artikel 4 Nr. 10 desselben königlichen Erlasses bestätigt, soweit dieser Artikel es dem König nicht erlaubt, unterschiedliche Regeln festzulegen, je nachdem, ob es sich um professionelle Anleger oder um Kleinanleger handelt,

- Artikel 352 desselben Gesetzes insofern, als er dessen Artikel 277 an einem Datum vor dem 1. Mai 2015 in Kraft treten lässt,

- Artikel 352 desselben Gesetzes insofern, als er die neuen Verhaltensregeln, die in dessen Artikeln 273 § 3 und 279 enthalten sind, vor dem 1. Mai 2015 in Kraft treten lässt, und

- Artikel 352 desselben Gesetzes insofern, als er dessen Artikel 350 vor dem 1. Mai 2015 in Kraft treten lässt, soweit dieser Artikel neue Verhaltensregeln, die in den königlichen Erlassen vom 21. Februar 2014 enthalten sind, bestätigt,

für nichtig;

weist die Klage vorbehaltlich der in B.9.4.4 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 9. Juni 2016.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels